

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
« SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET EDUCATIVES »

UNITE DE RECHERCHE ET
DEFORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

**CRÉATION DES INSTITUTS AGROPASTORAUX
ET DYNAMIQUES SOCIALES EN CONTEXTE
LOCAL : CAS DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR
D'AGRICULTURE ET DE GESTION D'OBALA.**

*Mémoire rédigé et présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en
sociologie.*

Option : urbanité et ruralité

Spécialité : Développement rural



Par

GUILEFEM ZEFACK Ariane Pharelle

Licence en sociologie

Sous la direction de :

TEDONGMO TEKO Henri

*Maître de conférences,
Université de Yaoundé I*

DÉDICACES

À mon père DOUATSOP Pierre Kemadous

Et

Ma mère ATSAFACK Irène Clarisse.

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait jamais été réalisé sans le concours de nombreuses personnes qui n'ont ménagé aucun effort pour sa réussite. Nos grands remerciements vont à l'endroit des personnes qui nous ont aidés à la réalisation de ce mémoire et qui ont mis à notre disposition ce dont nous avons besoin au moment opportun.

Nous remercions notre directeur de mémoire le Pr. TEDONGMO TEKOU Henri dont la rigueur scientifique et l'exigence renouvelées d'un travail bien fait, nous ont permis de nous surpasser à chaque reprise. Les critiques apportées, les conseils, les ouvrages recommandés et parfois mis à notre disposition nous ont été d'une importance incontestable.

Nous remercions également à l'endroit du Pr. NZHIE ENGONO Jean dont les cours portant sur la méthodologie de recherche ont été d'un apport capital à la formation de notre esprit scientifique. Nous exprimons également notre gratitude à l'endroit du Pr. LEKA ESSOMBA, Pr. ELLA ELLA Samuel Béni, du Dr. LEUMAKO Jeannette, du Dr. NGUENANG Guy Merlin, Dr. NGUEULIEU Elias Perrier, de Mme MBENDA Rosette et de M. BIGOMBE Patrice qui n'ont cessé de nous encourager tout au long de cette recherche. Nous remercions au même titre tous nos enseignants qui ont contribué à suffire à notre formation.

Nous remercions l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala qui nous a permis de réaliser notre stage dans le cadre de la phase pratique du Master recherche à option professionnel.

Une profonde gratitude est adressée à l'endroit de tous les informateurs (les notables, le directeur de l'ISAGO, le DAAC de l'ISAGO, les producteurs, les commerçants et les consommateurs) de la localité d'Obala qui, nous ont permis de faire une collecte de données sur ce sujet.

Nous remercions nos géniteurs, DOUATSOP Pierre Kemadous et ATSAFACK Irène Clarisse, nos mamans ASSONGO Blandine et KADJIO Chantale, notre fiancé TAKILE Brice Maesson, nos frères et sœurs qui n'ont ménagé aucun effort pour mettre à notre disposition ce dont nous avons besoin pour mener à bien cette recherche. Nous exprimons enfin notre profonde gratitude, à l'endroit de nos amis et camarades FOSSO WAFO Francis, MAKENSON TOUSSE Brielle, OVA vanessa, PELDA claire et WALIDJO Alain dont les échanges durant ces années nous ont permis de beaucoup apprendre.

SOMMAIRE

DÉDICACES	i
REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	v
RÉSUMÉ.....	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : LES INSTITUTS AGROPASTORAUX AU CAMEROUN : SOCIO- HISTOIRE ET DYNAMIQUE D’EMERGENCE.	32
CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE L’AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET EMERGENCE DES INSTITUTS AGROPASTORAUX AU CAMEROUN.....	34
CHAPITRE II : LES INSTITUTS AGROPASTORAUX FACE AU DEFI DU DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL EN AFRIQUE.....	65
DEUXIEME PARTIE : L’INSTITUT SUPERIEUR D’AGRICULTURE ET DE GESTION D’OBALA ET DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL.	81
CHAPITRE III : ISAGO A OBALA : CONTEXTE D’EMERGENCE ET MODE DE FONCTIONNEMENT	82
CHAPITRE IV : DESILLUSION PAYSANNE : L’ISAGO ET LA DIFFICILE AGRICULTURE DE SECONDE GENERATION A OBALA	134
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	174
ANNEXES	181
LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES, DES FOCUS GROUPS	188
TABLE DES MATIERES	191

PHOTOGRAPHIES ET TABLEAUX

Pages

Photographie :

Photographie 1 : Direction générale du groupe IAO.....	101
Photographie 2 : vue sur le logo de l'ISAGO.	102
Photographie 3 : échec d'une exploitation agricole à Afambassi	147
Photographie 4 : exposition des tas de macabo de 1000fcfa au marché d'Obala.	148
Photographie 5 : visite dans l'exploitation de cacaoyère de M. MVONDO Philippe à Ekoumdouma.	154
Photographie 6 : Illustration des conditions d'exposition des tubercules destinées à la commercialisation.	160

Tableaux :

Tableau 1 : principales cultures.....	89
Tableau 2 : Matrice SWOT des activités agricoles.	92
Tableau 3 : Potentialités et ressources de la localité d'Obala.	96
Tableau 4 : Evolution des effectifs des étudiants à l'ISAGO.	121
Tableau 5 : profils de recrutement des enseignants à l'ISAGO.	123
Tableau 6 : répartition des frais de scolarité des cycles BTS et Ingénieur à l'ISAGO en respectant les frais d'inscription, de pension en tranche et les frais d'encadrement en une année.....	129

LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

AFOP	: Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle
BTS	: Brevet de Technicien Supérieur
CEPI	: Caisses d'Epargne populaire et d'Investissement
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EFA	: Exploitation Familiale Agropastorale
ENCA	: Ecole Nationale Camerounaise d'Agriculture
FAO	: Food and Agriculture Organization
FASA	: Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles
FED	: Fonds Européen de Développement
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
FONADER	: Fonds National de Développement Rural
GIC	: Groupes d'Initiative Commune
HCR	: Haut-commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés
IAO	: Institut Agricole d'Obala,
ICARDA	: Science for Resilient Livelihoods in Dry Areas
IPES	: Institut Privé de l'Enseignement Supérieur
IRAD	: Institut de Recherche Agricole pour le Développement
ISAGO	: Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala
ISTAO	: Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa
ISS	: Institut Supérieur du Sahel
ITRA	: Institut Togolais de Recherche Agronomique
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MINEPIA	:	Ministère de l'Élevage, des pêches et des Industries Animales
MINESUP	:	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFOF	:	Ministère des Forêts et de la Faune
MINPMEESA	:	Ministère des Petites et Moyennes entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat
MIRAP	:	Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation
NPA	:	Nouvelles Politiques Agricoles
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Économique
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PAM	:	Programme Alimentaire Mondiale
PEA-jeunes	:	Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat jeunes
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PFNL	:	Produits Forestiers Non Ligneux
PME	:	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
SEMRY	:	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture
SDSR	:	Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural
SODECAO	:	Société de Développement de Cacao
TPE	:	Très Petites Entreprises
UNICEF	:	United Nations of International Children's Eergency Fund

RÉSUMÉ

La recherche présentée dans ce mémoire porte sur la création des instituts agropastoraux et dynamiques sociales en contexte local. L'objectif est d'apprécier l'influence des nouvelles pratiques agricoles enseignées par l'ISAGO sur les dynamiques sociales des populations locales à Obala. Quelle est l'influence des nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO sur les dynamiques sociales à Obala ? Telle est la question qui guide cette recherche. Sur la base d'une enquête qualitative réalisée auprès du personnel de l'ISAGO (Directeur, DAAC, SAAF, chargé des pratiques agricoles etc.), des producteurs, des commerçants et consommateurs de la localité, nous identifions et analysons les causes, les manifestations de la réticence des populations locales face aux nouvelles pratiques agricoles valorisées par l'ISAGO, ainsi que les conséquences sur les producteurs, les commerçants et les consommateurs locaux. L'intérêt d'une telle démarche, qui mobilise la théorie de l'encastrement social et la théorie des logiques d'action est premièrement d'analyser le fonctionnement de l'ISAGO, non pas comme une entreprise purement à caractère économique, mais davantage comme une organisation qui peut également intégrer l'aspect social dans son fonctionnement, et deuxièmement de comprendre ce qui fonde le choix des acteurs et de comprendre quelles rationalités sont à l'œuvre derrière chacune de leur action. Les résultats montrent que la réticence des producteurs locaux aux nouvelles techniques agricoles valorisées à l'ISAGO est favorisée par leur attachement aux anciennes pratiques agricoles et types de culture au détriment de celles favorisées par l'ISAGO. En conclusion, du fait de cette interaction qui existe entre le fonctionnement de l'ISAGO et le développement agropastoral local, la localité d'Obala ne connaît pas jusqu'ici une amélioration de ses techniques agricoles et cela est visible sur les rendements des productions agricoles de cette localité qui reste considérablement faible.

Mots clés : dynamiques sociales, ISAGO, institut agropastoral, technique agricole, Obala.



ABSTRACT

The research presented focuses on the creation of agro pastoral institutes and social dynamic in local context. The objective is to appreciate the influence of news agricultural practices taught at ISAGO on the social dynamics local populations of Obala. How to understand in fact the local producers 'resistance facing of news farming practices valorised by ISAGO? Such is the question who guides this research. On the basis of a qualitative survey carried out with traditional authorities, from staff of ISAGO (Director, DAAC, SAAF, responsible of agricultural practices ...), from producers, sellers and consumers of locality. We identify and analyse the causes, the manifestations of resistance from local populations face to the news agricultural practices valued by ISAGO, as well as the consequences for the producers, sellers and consumers. The interest such an approach that mobilizes embedding social theory and the theory of logic action, is first to analyse the functioning of ISAGO not like a business purely at economic character but like an organization that can also integrate the social appearance on his functioning, and secondly to understand the choice of actors what rationalities that are behind each action. The results show that the resistance of local producers facing of the news farming practices valorised by ISAGO is due to dear attachment to ancient farming practices and types of crops to the detriment valued by ISAGO. In conclusion, because of interaction that exist between the functioning of ISASO and local agro pastoral development. The locality of Obala does not know so far an improvement of its agricultural techniques and this is visible on the yields of the agricultural productions of this locality which remains considerably low.

Keywords: social dynamics, ISAGO, agropastoral institute, agricultural technique, Obala.

INTRODUCTION GENERALE

1- Contexte et justification du choix du sujet.

Le secteur agropastoral a longtemps été pour l'Afrique un moyen de penser son développement social et économique. Les études sur l'état de l'agriculture en Afrique, sur les pistes de solutions aux problèmes de l'agriculture en Afrique, sur l'agriculture au Cameroun, sur la révolution verte et le développement des communautés ont démontré que le secteur agropastoral est un moyen par lequel le continent africain peut sortir de son sous-développement.

Au Cameroun par exemple, nous observons de plus en plus la multiplication des instituts agropastoraux qui se sont créés au fil du temps. Des années 1960 aux années 2013 vont naître l'Ecole Nationale Camerounaise d'Agriculture (ENCA)¹ qui deviendra en 1993 la Faculté d'Agronomie et des sciences Agricoles (FASA) a été créé, l'Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB)² créée en 1962 par le Fonds Européen de Développement, l'Institut Supérieur du Sahel (ISS) en 2010, l'Ecole Technique d'Agriculture d'Elevage et des Pêches de NKOL-NDA en 2012, l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala (ISAGO) en 2013, l'Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa (ISTAO) en 2014 pour n'en citer que ceux-ci .

Toutefois, l'existence de ces instituts agropastoraux crée des interactions entre eux et la population riveraine. Elle met aussi en exergue les dynamiques sociales entre ces deux entités dans les localités. Nous pouvons noter que ce rapport n'est pas toujours social.

La voix du paysan³, les études sur le milieu rural faite par ELA en rapport avec l'extériorité des paysans face aux différents projets et développement, qui conduisent généralement à l'échec de ceux-ci, font état de ce que les populations locales ne s'approprient pas de manière remarquable les nouvelles pratiques agricoles valorisées par les campagnes de vulgarisation agricoles ou par les instituts agropastoraux installés dans leur localité.

C'est dire que la population riveraine reste généralement figée dans l'exercice des pratiques agricoles dites traditionnelles au détriment de celles valorisées par les instituts agropastoraux. La survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles dans les localités ne

¹<https://fr.m.wikipedia.org/faculté>d'agronomie et des sciences agricoles. Consulté le 08/04/2020 à 19h33 min.

²<https://WWW.c2dafop.org.listes> des écoles et centres de formations du dispositif PCP-AFOP. consulté le 08/04/2020 à 19h 40 min

³ Journal camerounais qui s'occupe de former et d'informer les agriculteurs, d'analyser les problèmes auxquels font face les paysans à travers les fiches pratiques, des reportages et interviews. Il a jusqu'ici été le journal camerounais qui renseigne et informe à suffisance sur le monde rural.

permet pas que l'on puisse remarquer les effets de l'implémentation d'une nouvelle structure agricole en charge de l'amélioration des pratiques agricoles dans une localité. Les pratiques agricoles ne s'améliorent visiblement pas. La production n'est pas abondante et ne permet pas à la population locale de s'approprier facilement des produits agricoles sur le marché.

En prenant en compte le fait que les instituts agropastoraux fonctionnent comme des entreprises, SAINSAULIEU (1987) nous recommande pour une meilleure compréhension de ce phénomène de les considérer comme une affaire de société : Cela rendra parfaitement compte des interactions que la société entretient avec l'entreprise. Parce que l'entreprise est une institution sociale. Les interactions entre la population locale et les instituts agropastoraux constituent notre principal intérêt, en ce sens que loin de voir les pratiques agricoles s'améliorer dans les localités dotées d'instituts agropastoraux, on observe plutôt la survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles, une situation qui ne contribue pas au développement agricole locale, nationale, voire sous régionale.

Notre recherche intitulée « création des instituts agropastoraux et dynamiques sociales en contexte local : Cas de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala » permet d'apprécier l'influence de l'existence des instituts agropastoraux sur les pratiques agricoles, la consommation et la commercialisation des produits agricoles en contexte local au Cameroun. Malgré l'existence et la création des instituts agropastoraux dans les localités, on continue d'observer la survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles dans la plupart des pays africain.

L'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès⁴ par exemple créée au Maroc n'a pas pu empêcher que le pays importe toujours plus de la moitié de son blé, soit 100% de maïs et huile végétale et le sucre à plus de 60%⁵. L'existence de l'Institut Supérieur d'Agriculture de Bituga (ISAB)⁶ au Burundi n'a pas empêché le fait que l'agriculture dans cette localité soit toujours une agriculture de subsistance, pratiquée sur de petites exploitations familiales. Les outils utilisés restent la houe, la serpette et la machette⁷.

⁴L'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès a été créé en 1942 au Maroc dans le but de former les ingénieurs en agronomie et pallier aux différents problèmes que rencontre l'agriculture marocaine.

⁵ Article publié par Diane Thiaw, le 15/11/2017. Les défis agricoles du Maroc.

⁶ L'Institut Supérieur d'Agriculture de Bituga a été créé au Burundi en 1989.

⁷ Article publié le 5 Aout 2009 par Théon TUYISABE, prof. Université des Grands Lacs, l'agriculture au Burundi, un secteur sacrifié.

Pour mieux illustrer ce problème, nous avons pris le cas de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala qui est sous tutelle du MINADER, MINEPIA, MINEFOP, MINESUP et de la FASA de Dschang et qui a plusieurs partenaires notamment, la Suisse, l'ambassade d'Israël, l'ambassade de France, le programme AFOP, la micro finance CEPI et le soutien des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC)⁸. Toute cette alliance autour de l'ISAGO attire davantage notre attention sur l'influence que pourrait avoir cet institut sur le développement agropastoral dans la localité d'Obala et de comprendre la résistance de la population locale à adopter les nouvelles pratiques agricoles valorisées par l'ISAGO depuis sa création.

Le choix de ce sujet est justifié par la nécessité de comprendre les raisons qui justifient la résistance de la population riveraine face aux changements qu'apportent les instituts agropastoraux dans une localité. Il est question d'analyser à partir du cas de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala la nature et l'influence des interactions qui naissent et existent entre cet institut et la population d'Obala.

Par ailleurs, le choix d'Obala comme environnement social d'observation de la réalité de la résistance aux changements par les locaux est lié au fait qu'il s'agit d'un environnement animé par les dynamiques sociales depuis la création de l'ISAGO. Ces dynamiques suscitent une fois de plus un intérêt pour l'analyse des questions de pratiques agricoles en contexte de création des instituts agropastoraux dans les localités au Cameroun. Ces dynamiques suggèrent également d'apprécier dans les détails, l'influence des pratiques agricoles valorisées à l'ISAGO sur la production, la commercialisation et la consommation de la population d'Obala.

2- Problème de recherche

En dépit de son urbanisation galopante, l'Afrique reste un continent essentiellement rural. Environ 60% de la population vit dans les campagnes. De ce fait, l'agriculture tient une place centrale dans l'activité économique des Etats subsahariens (57% de la population active est rattachée à ce secteur)⁹. L'agriculture a longtemps été considérée comme la mamelle nourricière des communautés africaines (l'agriculture en Afrique, 2006). La place qu'occupe l'agriculture dans les pays en développement, se justifie par le fait qu'elle fournit des produits

⁸ Editorial du groupe IAO(Institut Agricole d'Obala) par Louis NDJIE, directeur général du groupe IAO.

⁹<https://www.myprepa.fr/news/agri>. L'agriculture en Afrique subsaharienne: quels enjeux et défis. Visité le 04/05/2020 à 22h17.

agroalimentaires, des matières premières agricoles et constitue une garantie pour la sécurité alimentaire des populations.

L'économie camerounaise est dominée par le secteur primaire. L'agriculture de manière globale occupe 70% de la population active et représente 30% du PIB (Zakari, 2007). Ce secteur d'activité est une source de croissance économique et assure la fonction sociale du pays en ce sens qu'elle a pour principale fonction de garantir la sécurité alimentaire des populations locales, nationales voire sous régionales.

Dans un contexte où chaque pays aspire au développement, le secteur agricole est sollicité par les pays africains. Il a cependant des difficultés à se développer. Ces difficultés se justifient non seulement par des contraintes climatiques, financières, à des politiques agricoles inadaptées aux réalités locales, mais surtout davantage à cause de la résistance des populations locales aux changements.

Les populations locales ont tendance à être sceptiques aux changements extérieurs qui pourraient bouleverser leurs habitudes quotidiennes. C'est cette attitude qu'ELA qualifie de ripostes paysannes¹⁰. C'est notamment dans ce sens que sera adopté le document de vision du Cameroun qui orientera son émergence à l'horizon 2035. De ce document sera élaboré le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi) qui comporte plusieurs stratégies de développement.

Il a été question d'élaborer d'autres documents par secteur d'activités en fonction de l'objectif visé par le DSCE. La SDSR actualisée en 2005 pour essayer de corriger les défaillances de la NPA de 2001 a pour objectif global à l'horizon 2020 de :

Réussir la transition raisonnée du secteur rural vers une économie de croissance verte et inclusive qui assure un développement durable, qui permet d'atteindre le stade de pays émergent à l'horizon 2035 et réduit les inégalités sociales.

Les objectifs spécifiques de cette stratégie sont : accroître la contribution du PIB , de l'emploi et de contribuer à l'amélioration du solde de la balance commerciale, de développer la consommation des produits locaux, d'améliorer la sécurité alimentaire de la population et le bien-être de la population rurale, aménager , attribuer équitablement et gérer durablement l'espace rural et les ressources naturelles, développer les initiatives privées , améliorer le

¹⁰ELA., 1990. Quand l'état pénètre en brousse...les ripostes paysannes à la crise, paris, Karthala.

financement du secteur , le dispositif institutionnel , et le système d'informations. Selon cette stratégie de développement, l'agriculture camerounaise n'a pas encore atteint un niveau de performance de nature à satisfaire une demande sans cesse croissante.

En effet, l'analyse diagnostique du secteur agricole et rural¹¹ révèle que les contraintes majeures à son développement sont entre autres, la faible production et productivité des exploitations, les difficultés d'accès aux marchés, la précarité des conditions de vie, la faible organisation des acteurs, un environnement naturel en pleine dégradation, un environnement institutionnel insuffisamment adapté et l'insuffisance des crédits.

On note également par la même occasion l'insuffisance des équipements et des infrastructures de production, les difficultés d'accès aux semences de qualité, l'archaïsme des moyens et méthodes culturales, la faiblesse des rendements agricoles ainsi que l'insuffisance des financements.

Le président de la République du Cameroun lors du comice agropastoral qui s'est tenu à EBOLOWA en 2011 rappelait encore l'importance de ce secteur d'activité en ce qui est de la sécurité alimentaire et de la croissance économique du Cameroun en ces termes : « ... *Le Cameroun compte avant tout souder le secteur primaire notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat pour devenir à l'horizon 2035, un pays émergent* ». C'est notamment dans ce sens que de nombreux instituts privés de formations agropastorales ont été créés.

Il s'agit de L'ISS (Institut Supérieur du Sahel), ISTAO (Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa) et ISAGO (Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala) qui ont été créés après 2011 à l'exception de l'ISS créé en 2010. Le but était aussi de renforcer ceux qui existaient déjà dont le plus ancien, créé par l'Etat est la FASA (Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles).

L'installation de ces instituts agropastoraux dans les localités crée parfois des interactions entre ces derniers et la population locale. Dans la mesure où, l'arrivée de ces instituts met en relation les pratiques agricoles qu'ils valorisent et les pratiques agricoles adoptées par les locaux.

¹¹ Défis majeurs du secteur agricole et rural. Une étude effectuée par la FAO dans les pays africains en voie de développement, pour déterminer les défis auxquels fait le secteur agropastoral dans ces pays. Consulté le 13 juin 2022 à 15h57min.

En effet, NJOH MOUELLE ¹² montre qu'il est généralement difficile pour les populations locales de s'adapter facilement aux changements venus de l'extérieur qui pourraient bouleverser l'ordre de leurs habitudes. Le changement qu'apporte la création d'un institut agropastoral à travers les nouvelles méthodes de pratiques agricoles suscite encore chez les locaux une résistance. La population locale a tendance à être réticente face aux nouveaux apports agropastoraux valorisés par les instituts agropastoraux. C'est ce qui laisse d'ailleurs voir la survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles dans les localités dotées des instituts agropastoraux.

Lorsque nous nous attardons sur le cas de la FASA (Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles), nous remarquons qu'elle œuvre dans les enseignements de productions végétales, de productions animales, de gestion forestière, de mécanisation et de sociologie rurale. Cette faculté en agronomie a pour mission principale, la mise en œuvre d'une politique cohérente de formation des cadres moyens et supérieur dédiés à la production agricole, à la sécurité alimentaire et au développement durable. Cependant, depuis sa création en 1993, on ne remarque pas de manière considérable une appropriation effective de la population locale des pratiques agricoles valorisées par la FASA, que ce soit dans la production, commercialisation ou consommation des produits agricoles.

Pourtant elle devait constituer un catalyseur pour le développement agricole local en tant que première école d'agronomie au Cameroun, selon le classement des écoles d'agronomie du Cameroun. La population locale utilise encore des houes et non pas des tracteurs comme le valorise la FASA. Les pratiques agricoles valorisées par la FASA sont loin d'être un modèle adopté par les locaux. L'agriculture dans cette localité se pratique aussi bien dans la zone rurale que dans l'espace périurbain.

Les systèmes de productions sont encore artisanaux et se caractérisent par la pratique des cultures associées et mixtes. On trouve sur la même parcelle les cultures vivrières associées et les cultures pérennes (café arabica, bananier-plantain, haricot, maïs, manioc, macabo, taro etc.). Pourtant les techniques agricoles valorisées par la FASA préconisent la culture d'une seule variété sur une parcelle. L'agriculture périurbaine se pratique de manière

¹²NJOH MOUELLE., 1970, de la médiocrité à l'excellence, edt clé

intensive mais les techniques demeurent archaïques¹³ en raison de la sous-utilisation des intrants dont les coûts sont élevés, ce qui n'assure pas des rendements optimum.

L'agriculture rurale représente 70% de la population active de la commune. Les principales cultures vivrières telles que le maïs, le haricot, le bananier plantain, la canne à sucre sont pratiquées sur des superficies relativement faibles. Tout comme l'agriculture périurbaine, les techniques culturales restent archaïques et les rendements en deçà des espérances. L'élevage de manière générale se pratique à petite échelle. On y retrouve l'élevage de la volaille, du porc et des petits ruminants, les étangs piscicoles étant abandonnés. Le petit élevage se pratique de manière traditionnelle et semi-moderne¹⁴. La localité de Dschang reconnue par ses terres fertiles, pouvait être en principe le grenier du Cameroun au regard des atouts naturels et surtout avec la présence d'une école agronomique d'une telle renommée.

A l'extrême –nord du Cameroun, nous avons pris l'exemple de L'ISS (Institut Supérieur du Sahel). Précisons que l'agriculture dans la localité de Maroua représente 60% des activités de la population. Pour notre recherche, nous nous sommes intéressés au département de l'Agriculture, Elevage et Produits Dérivés (AGEPD). Bien que ce département permette de se spécialiser en productions végétales, productions animales, économie agricole et management des entreprises, en agroalimentaire, en agroforesterie et en industrie alimentaire, la population de Maroua continue de souffrir de la mal nutrition, malgré l'existence de ce département qui pouvait contribuer au maintien d'une sécurité alimentaire de la population locale.

On continue d'observer la présence de nombreuses ONG internationales telles que le PAM (Programme Alimentaire Mondiale), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance), le HCR (Haut-commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, 2017) qui essaient de s'occuper des questions alimentaires dans la localité de Maroua. Pourtant la présence de cet institut à Maroua pouvait contribuer à la stabilité d'une sécurité alimentaire et contribuer à l'amélioration des pratiques agricoles, de la production, commercialisation et

¹³<https://fr.m.wikipedia.org>.cette page web décrit la ville de Dschang dans toutes ses composantes et s'attarde sur le mode de production agricole de sa population. Consulté le 27/05/20 à 23H04 min.

¹⁴¹⁴<https://fr.m.wikipedia.org>.cette page web décrit la ville de Dschang dans toutes ses composantes et s'attarde sur le mode de production agricole de sa population. Consulté le 27/05/20 à 23H06 min.

consommation de la population riveraine. Un extrait d'un interview¹⁵ accordé au maire de Maroua 3^e M. BOUBAKARI BELLO sur sa localité, fait ressortir l'état de lieux de l'agriculture et de l'élevage dans sa localité.

La non maîtrise des différentes techniques culturales tels que : l'assolement, la rotation, la jachère, la maîtrise d'un calendrier cultural qui est en perturbation suite au changement climatique, expose les paysans à une fluctuation importante par rapport à la production globale. On pourrait obtenir les résultats satisfaisants si toutes ces techniques s'appliquaient effectivement. Ceci laisse penser que les locaux n'ont pas pu jusqu'ici s'approprier les nouvelles pratiques agricoles valorisées par l'ISS de Maroua.

La plupart du matériel utilisé (houe au détriment du tracteur) est archaïque. Les producteurs spécialisés dans la culture de l'oignon développés autour des parcelles des abords des berges du Mayo Tsanaga manquent d'appui à la fois technique et matériel leur permettant d'étendre les superficies.

En ce qui concerne l'élevage, il concerne près de 40% de la population active de Maroua et se pratique encore de manière traditionnelle dans cette localité. La contrainte majeure liée à cette activité est l'appauvrissement des pâturages. Pour pallier à ce problème, les éleveurs recourent à la transhumance. C'est ce qui permet de conduire les bétails aux abords des yaérés du Logone et autour du lac Tchad pendant trois mois dans l'année. En outre, l'accès aux soins de santé animale demeure une des contraintes à cette activité. Pourtant, la population locale pouvait exploiter les enseignements de l'ISS pour palier à certaines contraintes qu'elle rencontre dans son activité.

Dans la même logique, nous convoquons également l'ISTAO (Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa) pour montrer le paradoxe qui existe entre l'existence d'un institut agropastoral dans une localité et le développement agropastoral. Ce paradoxe se justifie davantage par la survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles dans les localités où sont implantés les instituts agropastoraux, chargés de contribuer à l'amélioration des pratiques agricoles dans ces localités.

L'ISTAO a pour objectif de former de jeunes techniciens opérationnels de niveau BTS (Brevet de Technicien Supérieur) répondant ainsi aux ambitions nationales de promotion

¹⁵ Ces informations ont été recueillies sur la page destinée aux communes et villes du Cameroun, visité le 28/05/20 à 20h55.

d'une agriculture moderne. Seulement dans la réalité, cette agriculture moderne n'est pas effective dans la localité d'Ombessa. On observe encore les pratiques agricoles dites traditionnelles dans la localité. La population locale adhère difficilement au changement qu'apporte cet institut dans le domaine agropastoral. Le maire de la commune d'Ombessa, ADEBADA Joseph décrit l'agriculture à Ombessa lors d'une interview coordonnée par *Agric news*, en ces termes :

L'agriculture vivrière est la deuxième source des revenus dans les ménages. Elle est dominée par la culture des tubercules (ignames, macabo, patate, manioc), les légumes et le maïs. Elle est également caractérisée par la taille des exploitations qui sont réduites et de plus en plus infertiles.

Une large majorité soit 95% de la population active pratique l'agriculture. Cette agriculture concerne les cultures de rente et les cultures vivrières. Les outils de production sont rudimentaires et ne permettent pas d'obtenir des productions importantes. La conséquence qui en découle est la difficulté d'exploitation des grandes superficies. La liste non exhaustive de ces outils est la suivante : houe à longue et à courte manche, machette, hache. Les moyens de transport dans le domaine agricole sont dérisoires. Le charroi se fait principalement dans les contenants (sac, cuvette etc.) posés sur la tête ou sur le dos. Quelques exploitants utilisent d'autres moyens de transport : porte tout (pousse-pousse, porte charge), bicyclette et brouette.

Parmi les blocages au développement de l'agriculture ceux qui reviennent couramment sont : l'insuffisance d'engrais, l'insuffisance de semences améliorées et la difficulté d'évacuation. Pourtant l'ISTAO dans ses enseignements pratiques fabrique le compost en faisant recours aux débris issus des productions végétales et animales. De manière à contribuer à une agriculture durable, l'utilisation du compost naturel permettrait à la population locale d'Ombessa à pallier aux problèmes liés à l'insuffisance d'engrais.

Nous avons aussi relevé avec la société SEMRY (Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture) que, malgré son implantation dans la localité de Yagoua, la population de Yagoua continue de consommer majoritairement du riz thaïlandais. Ce riz importé qui se trouve à la portée du Cameroun lambda, contrairement au riz de la SEMRY produit localement beaucoup plus cher. Cette cherté qui limite par conséquent sa consommation locale et nationale. Pourtant, la population de Yagoua a la possibilité de s'adapter aux méthodes modernes de production de riz valorisée par la SEMRY depuis sa

création en 1971 par l'Etat camerounais. C'est cette réticence à s'adapter aux nouvelles techniques de production du riz qui empêche la grande production et la satisfaction de la demande du riz local. Or, une association des producteurs locaux aux techniques agricoles de la SEMRY pouvait contribuer à satisfaire la demande du riz sur le marché national et sous régional. Pour satisfaire la demande, on pourrait étendre considérablement les surfaces rizicoles. Cela apparaît difficilement réalisable en raison de la réticence des producteurs à accroître la production de riz dans leur agro système.

Ainsi, l'existence des instituts agropastoraux dans les localités au Cameroun n'empêchent pas aux populations locales de continuer avec la pratique des méthodes culturelles dites traditionnelles. Malgré les apports nouveaux que valorisent ces instituts dans le domaine de la production et du développement agropastoral. La présence d'un institut agropastoral dans une localité est généralement un moyen, une opportunité de développement de la population locale. En ce sens que les populations locales pourraient saisir cette opportunité pour s'imprégner des nouvelles pratiques agricoles valorisées par l'institut tant bien pour les petits producteurs que pour les grands producteurs. Ceci permettrait d'assurer un développement agropastoral et une sécurité alimentaire dans la localité.

Dans le cadre de notre recherche, nous nous interrogeons sur le cas spécifique de l'ISAGO (Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala). Situé à Obala dans le département de la Lékié, région du Centre Cameroun. Cet institut a pour mission de former des jeunes entrepreneurs ruraux pour une redynamisation du monde agricole et une meilleure valorisation des métiers de l'agriculture, de l'agroalimentaire en zone rurale, par des formations initiales ,professionnaliser l'agriculture par des formations modulaires courtes, destinées à l'acquisition ou au renforcement des compétences de tout acteur intéressé par la production agricole et agroalimentaire , favoriser la création des petites et moyennes entreprises agricoles afin de produire des richesses à partir des potentialités des zones rurales, par des appuis et soutiens de diverses natures ,travailler pour la mise en place et l'organisation des filières agricoles (processus allant de la production à la commercialisation) ,devenir pour le monde rural, un centre de référence pour la formation, l'information et la documentation¹⁶.

¹⁶Ces informations ont été recueillies après un entretien avec le promoteur du grand groupe IAO (Institut Agropastoral d'Obala) M.NDJIE Louis, le 17/02/2020 à Obala.

L'une des missions de l'ISAGO est d'assurer le progrès technique ne devenant véritable progrès humain que dans la mesure où il s'accompagne de la volonté d'en diffuser les bienfaits et de combattre les nuisances humaines et sociologiques qu'il engendre.

Cet institut agropastoral possède en son sein le nécessaire de production agricole. La disponibilité des outils permet à l'institut d'assurer les enseignements théoriques et pratiques.

On compte notamment des tracteurs, des salles de cours (02 amphithéâtres, 01 bâtiment de 11 salles de salles), une unité de transformation agroalimentaire. Le site d'application agrotouristique de Bilone (13 ateliers de production, et de cultures maraichères), des plantations expérimentales de Batchenga (50 hectares comportant des champs d'expérimentation de production végétale). Des pulvérisateurs, des séances de campagnes de sensibilisation sur les pratiques agricoles et l'utilisation des semences améliorées dans la localité. Des cours magistraux et pratiques sur les techniques de production et de commercialisation des produits agropastoraux ainsi que sur les variétés de cultures (cacao, maïs, banane plantain etc.). Une bibliothèque de près de 3 500 ouvrages dont 63 en agriculture-conservation-foresterie-sylviculture ,28 en élevage –pisciculture-pêche et faune soit un total de 91 titres différents pour l'agronomie. C'est d'ailleurs grâce à la qualité de l'organisation et les résultats que des nouveaux partenaires nationaux et internationaux sont attirés d'année en année par cet institut.

En effet, l'éditorial¹⁷ du groupe IAO (Institut Agricole d'Obala), révèle qu' en 2016, le Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle (MINEFOP) a signé une convention avec L'IAO (Institut Agropastoral d'Obala) dont ISAGO est un sous- ensemble créé à son tour en 2014. Visant ainsi la « mise à disposition de l'expertise de l'IAO pour la promotion des formations en mode dual dans le domaine agropastoral ». Toujours en 2016, le PEA – jeunes, programme conjoint MINADER (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural) et MINEPIA (Ministère de l'Élevage ,des Pêches et des Industries Animales) a signé une autre convention faisant de l'IAO un centre d'incubation national des jeunes entrepreneurs soutenus par le programme.

Avec tout ceci, comment comprendre que la population locale d'Obala se contente encore des pratiques agricoles dites « traditionnelles », notamment avec la régularité de l'utilisation de la houe au détriment des tracteurs, l'utilisation de la machette, hache, la daba,

¹⁷Editorial du Directeur général du groupe IAO, Louis NDJIE.

la culture de plusieurs variétés de cultures sur de petites parcelles au détriment de la monoculture sur une parcelle telle que recommandé par l'ISAGO. Des semences non améliorées au détriment de celles que recommandées par l'institut.

Cependant, on se demande pourquoi ne parvient-on pas à remarquer de manière considérable une amélioration des pratiques agricoles et l'adhésion des populations riveraines aux nouveaux apports de l'ISAGO, lorsqu'on sait que cet institut se rassure de la qualité des enseignements, qui est dispensée aux étudiants, et parfois donne la possibilité à la population locale de bénéficier des formations courtes sur les techniques de production végétale et animale.

Toutes ces dispositions ne suffisent pas encore jusqu'ici à convaincre la population locale dans sa majorité à améliorer leurs pratiques agricoles. C'est d'ailleurs cette réticence qui justifierait le fait que certains produits agricoles notamment les produits maraichères (tomate, poivron, condiment vert, haricot vert, carotte etc.) sur le marché d'Obala soient encore transportés depuis les localités voisines (sa'a, Ntui, Nanga -eboko) et parfois de la ville de Yaoundé. Comprendre les logiques qui sous-tendent la survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles à Obala malgré l'existence de l'ISAGO, tel est l'objet de ce travail de recherche.

3- Problématique de recherche

Dans le champ scientifique, il est évident que la question de résistance de la population locale aux apports nouveaux et changements dans une localité a fait l'objet de plusieurs études que nous détaillerons plus bas. L'ensemble des travaux effectués sur le rapport entre l'existence d'un institut agropastoral et le développement en terme de production agropastorale de population locale relève que l'existence d'un institut agropastoral dans une localité ne constitue pas encore un moyen qui permette à la population locale d'améliorer leurs pratiques agricoles, d'augmenter leur production et consommation. Car les producteurs locaux se méfient encore des différents changements et sont davantage réticents aux innovations agropastorales valorisées par ces instituts agropastoraux présentes dans une localité.

Pour tenter de donner des explications à la résistance de la misère rurale, MICHAÏLOF¹⁸ (1985) relève que ce phénomène est généralement dû à l'adoption de technologies inadaptées en milieu rural. Il relève l'exemple du plan sucrier ou du plan palmier et cocotier en Côte d'Ivoire qui présentaient beaucoup de limites malgré l'adoption d'une technologie qui était la plus moderne et dont les exigences ont piloté le schéma organisationnel de la production.

Il dénonce les moyens et les modes d'interventions inadaptés de l'Etat en montrant en effet que ses objectifs réels seraient bien évidemment la maximisation des profits et de jouissance des groupes sociaux dirigeants qui ont la responsabilité de faire des choix technologiques. Or une technologie appropriée devrait prendre en compte et avoir pour objectif de « satisfaire les besoins sociaux élémentaires ». Après cette description, nous pouvons faire un rapprochement avec les objectifs des instituts agropastoraux qui, tout comme l'Etat des pays africains recherchent en permanence la maximisation des intérêts souvent au regard de leur statut privé. Ceci amène à comprendre pourquoi ils mettent l'aspect social des populations au second rang.

Quelques années plus tard, BOULET¹⁹ (1999) fait ressortir l'historique des écoles de l'agriculture jusqu'à la création des instituts agropastoraux en France qui ont vu le jour à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle avec les transformations techniques et économiques. L'auteur montre clairement qu'on voit généralement en la création d'instituts agropastoraux une grande innovation puisqu'il y a matière à enseigner, que l'on peut assurer la formation des futurs dirigeants, des cadres supérieurs et des chefs d'exploitations.

Selon l'auteur, les innovations agricoles sont issues le plus souvent d'expérimentations réalisées par de grands propriétaires éclairés, à travers les agronomes qui cherchent à promouvoir « *l'agriculture nouvelle* » qui est la suppression de la jachère, l'instauration d'assolements plus intensifs utilisant les prairies artificielles, la multiplication du bétail, le perfectionnement de l'outillage. Cependant les agriculteurs demeurent réticents face aux écoles d'agriculture dont l'enseignement leur semble éloigné des réalités.

¹⁸MICHAÏLOF.S.,1985, les apprentis-sorciers du développement (mythes ethnographiques face à la pauvreté rurale), p.61.

¹⁹ BOULET.M.,1999, la formation des acteurs de l'agriculture : l'école des paysans, actes du colloque.

ALARY²⁰ (2009) parlant du projet de recherche –développement ICARDA (Science for Resilient Livelihoods in dry Areas), se proposait de développer durablement les sociétés agropastorales des zones arides et semi- arides du Maghreb et du proche orient, qu'elle décrit dans son article.

Ce qui nous intéresse dans cet article pour notre recherche est la manière dont la population locale s'est approprié des innovations apportées par le projet. C'est à dire les interactions qui ont existé entre cette population et le projet en question. Il est important de noter avec l'auteur que les paysans des pays en voie de développement sont souvent réticents face aux innovations technologiques issues de la recherche, c'est pourquoi il faut parfois la pression des organismes nationaux d'encadrement pour pouvoir percevoir un éventuel changement. L'auteur réitère en ces termes « *le progrès technique touche rarement les zones dites difficiles ou avec des résultats très mitigés et peu durables* ».

En réalité, les techniques proposées s'inscrivent souvent dans un modèle de développement testé en expérience ou provenant directement d'une zone favorable sans processus d'adaptation. Ces techniques centrées sur l'amélioration de la productivité par un processus d'intensification étaient inadaptées aux objectifs des populations privilégiant leur survie et la reproduction de l'appareil de production et donc la sécurisation des productions. Or l'intensification induit un accroissement de risques que peu de petits producteurs sont en mesure de prendre ou veulent gérer.

Depuis les années 1980, les organismes internationaux de recherche (CGIAR) se sont présentés comme catalyseur du développement dans les pays en voie de développement. Seulement, les résultats qui ont été obtenus étaient décevants et ont occasionnés une certaine réticence. Quelques producteurs ont amélioré leur manière de produire mais pas considérablement car on observait parfois l'utilisation des méthodes de production proposées à contre temps par rapports aux techniques acquises.

L'auteur pense à ce propos que, la population a du mal à adhérer aux nouvelles techniques de production. Pour lui, ces innovations seraient profitables aux producteurs si elles donnaient lieu à « une reformulation des solutions importées », c'est-à-dire qu'il ne s'agirait plus d'un simple transfert de technologie, mais davantage d'un processus d'appropriation sociale.

²⁰ALARY., 2009, l'adoption de l'innovation dans les zones agropastorales vulnérables du Maghreb.

BORDET²¹, qui s'est également intéressé au développement agricole a souligné l'importance de l'amélioration des techniques culturales en milieu rural au profit des nouvelles techniques de production agricole. Cependant, il déplore que les nouvelles techniques agricoles ne semblent pas avoir une grande priorité dans les stratégies de développement agricole en Afrique, car 80% des travaux agricoles sont encore réalisées à la main et un peu moins de 20% à l'aide de la traction animale. Il remarque également que dans les petites et moyennes exploitations, l'usage d'équipement de culture motorisée est rare, que ce soit en propriété individuelle, en groupement ou en location à des entreprises de services privés.

FOUEPE FONGANG²² (2009) poursuit en relevant que le développement agricole ne saurait se réduire à une question d'innovations techniques à développer par les agronomes et que les agriculteurs seraient prêts à adopter compte tenu de leur rentabilité. Cependant, il note que le processus reste très complexe pour le paysan, parfois pour des raisons (du coût de l'opportunité, du statut social, du risque etc.). Le développement agricole selon cet auteur est aussi une question d'accès des ruraux aux ressources financières, un problème de disponibilité du foncier et de sécurisation etc. Il transparaît dans ses analyses une situation inchangée des agriculteurs malgré l'existence des organismes d'appui au développement agricole. Pour décrire la situation de l'agriculture bamiléké, l'auteur mentionne qu'« *on avait l'impression que tout était en train de se reconstruire mais à des moments, on a le sentiment* » que, pour reprendre les termes de (JANIN, 1996) « *tout change pour que tout reste pareil* ».

COURADE²³(1994), décrit la situation du village camerounais au moment où il subit les effets de la crise, en présentant les problèmes auxquels fait face l'agriculture dans le village camerounais. L'agriculture est considérée selon cet auteur comme un moyen de survie des populations faisant face à plusieurs difficultés qui l'empêchent de remplir considérablement ses différentes fonctions de sécurité alimentaire, productivité, commercialisation et consommation.

Au regard de la place qu'occupe ce secteur d'activité dans le développement d'un pays, des stratégies ont été mises en œuvre pour booster ce secteur d'activité. Mais ces efforts n'ont pas toujours abouti aux résultats attendus. L'auteur le mentionne d'ailleurs en ces termes : « *les planteurs étaient encore loin d'avoir, rajeuni leur outil de production, d'avoir*

²¹BORDET.D., rapport mars 1997, mécanisation des travaux agricoles en Afrique subsaharienne, p .5-6.

²²FOUEPE FONGANG.,2009, thèse de doctorat, les mutations du secteur agricole bamiléké(Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : une analyse à partir des localités deFokoue et de Galim),

²³COURADE.,1994,le village camerounais à l'heure de l'ajustement.

intensifié leur agriculture ou d'être devenus compétitifs malgré les efforts des techniciens, des agronomes et des sociétés d'encadrement ».

En réalité, plusieurs tentatives ont été faites depuis 1990 concernant le secteur agricole dans le but d'améliorer la production, la commercialisation ainsi que la consommation de la population, mais sans résultats satisfaisants. L'intervention agronomique en contexte africain est en crise et illustre à merveille l'échec de la « *révolution verte* » sur le continent africain. L'unique école agronomique du Cameroun (absorbée aujourd'hui par l'université de Dschang) a tenté d'améliorer une agriculture itinérante et minière, basée sur la polyculture en opérant un diagnostic préalable bien conduit, sans résultats probants sur le plan agro technique. Et de conclure que les agronomes de 1990 ne feraient pas mieux que ceux qui les ont précédés.

A ce propos, BALANDIER cité par ELA dans ses études sur les sociétés africaines, interroge l'aptitude des africains à pouvoir s'ouvrir au monde de l'extérieur, afin d'entrer à l'ère du changement. C'est ce qu'il va appeler les « dynamiques du dehors ». ELA²⁴(1998) montre que les paysans africains ont toujours tendance à être réfractaires à ce qui leur paraît extérieur. La tradition telle que perçue par BALANDIER comme pratique sociale et régulatrice des conduites a comme fonction, susciter la conformité sociale, entretenir au mieux la répétition des formes sociales et cultures. L'éducation traditionnelle africaine étant transmise de génération en génération depuis l'Afrique précoloniale jusqu'à nos jours, MUNGALA (1982).

Les paysans à travers la socialisation reçue de leurs coutumes et traditions ont ceci de particulier qu'ils ont en eux la peur de prise de risque et d'adaptation au changement. Car ils craignent les ruptures que peuvent entraîner les nouveaux apports. Généralement dans les pays en voie de développement, les populations valorisent au mieux le conformisme, le conservatisme, la continuité et la permanence. Ils subissent tellement la pression communautaire qu'ils ne parviennent pas innover. C'est d'ailleurs l'une des raisons explicatives donnée au fait que les populations dans les sociétés africaines ont peur de prendre des initiatives qui sont en rupture avec le consensus sur les normes et les valeurs établies, ELA (1998).

²⁴ELA., 1998, innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire, les défis du « monde d'en bas », paris, karthala.

Il se dégage là ce que NJOH MOUELLE²⁵ (1970) appelle la « pauvreté subjective ». Il s'agit à ce niveau de montrer à quel point les croyances, les mythes, les rites traditionnelles peuvent être des obstacles au développement des communautés rurales qui ont pour principale activité de subsistance et de revenus, les travaux agricoles (agriculture, élevage, pêche, artisanat etc). Ils sont davantage sources de résistance aux innovations génératrices de changement. Sur le chemin, ELA²⁶(1990) explique que tout effort pour imposer aux paysans noirs des programmes sans susciter leur adhésion se heurte à des résistances qui demeurent la réaction ordinaire contre l'autoritarisme de l'Etat en milieu africain.

En effet, pour cet auteur, dans les cultures où la tradition de la palabre est établie, les stratégies d'autorité instituées par les représentants de l'Etat suscitent un mode de refus qui n'a toujours pas besoin de démonstration théâtrale. La force de résistance dont les paysans ont souvent fait preuve face à un pouvoir étranger réapparaît sur le terrain des pratiques où l'on découvre que les agriculteurs ne s'engagent pas toujours « corps et âmes » dans les projets qui leur sont imposés d'en haut.

Les résistances paysannes sont d'autant plus vives que les interventions des « développeurs » veulent imposer des formes de rationalité qui affichent un mépris de type colonial à l'égard des savoirs populaires en évitant toute confrontation entre les apports extérieurs et les logiques des sociétés indigènes. Or, les techniques importées ne sont pas innocentes, elles sont au service d'une stratégie globale qui, à son tour, est le reflet technique et productif d'un choix social.

Selon cet auteur, en fétichisant le « modernisme », les politiques de « modernisation » qui refusent de se placer du point de vue des sociétés locales risquent de se fermer aux effets négatifs de l'introduction des techniques qui, pour être « modernes » ne sont pas automatiquement « bonnes » et plus « efficaces ».

En effet, l'auteur montre comment les paysans développent des stratégies de ripostes aux changements qui leur sont imposés depuis l'extérieur, et qui pourraient modifier progressivement leurs habitudes.

Après cet état de connaissances, il en ressort que la population locale n'a pas encore jusqu'ici eu la rationalité de s'adapter aux différents apports innovateurs valorisés par les instituts agropastoraux et par les structures agricoles dans le secteur agropastoral. Pourtant, l'agriculture dans son ensemble et au regard des fonctions qu'elle remplit est une véritable

²⁵NJOH MOUELLE., 1970, de la médiocrité à l'excellence ,edt clé.

²⁶ ELA., 1990, quand l'Etat pénètre en brousse ; les ripostes paysannes à la crise, paris,Karthala.

source de garantie de sécurité alimentaire et de développement local. La population locale peut donc s'approprier des améliorations apportées par les instituts agropastoraux dans les pratiques agricoles.

Cependant, il est important de noter que les études faites (mentionnées plus haut) sur la question des interactions entre la création des instituts agropastoraux et le développement agricole de la population riveraine ne sont pas encore jusqu'ici assez développées, ces études présentent en majorité que la population locale reste jusqu'ici réticente aux changements venant de l'extérieur ; qui selon elle, est inappropriée à leurs réalités sociales.

Au regard de la place qu'occupe l'agriculture dans le développement local, national et sous régional, de nombreuses études faites pour comprendre la résistance de la population au changement dans une localité où il existe un ou des centres de formations en relation avec le secteur agricole seraient capitale pour comprendre davantage le milieu rural .On note plusieurs instituts agropastoraux, écoles et centres de formations agropastorales au Cameroun, mais nous constatons que le pays importe encore la majorité de ses denrées alimentaires de l'extérieur, situation paradoxale qui nous amène à rechercher les raisons qui expliqueraient une telle situation en contexte locale.

Notre étude se démarque de celles mentionnées plus haut pour plusieurs raisons : Elle est une contribution scientifique à l'analyse et à la compréhension de la dynamique sociale de la population locale face à la création des instituts agropastoraux dans une localité. Elle s'intéresse à la perception de la population locale des nouvelles pratiques agricoles valorisées dans ces instituts ainsi qu'aux techniques culturelles adoptées par la population locale.

Dans le champ de la sociologie rurale, le résultat de cette recherche pourrait contribuer à mieux comprendre la réticence des paysans à s'approprier les nouvelles idées qui leur sont apportées.

Ce travail est une contribution pour une meilleure compréhension des réalités rurales et notamment la question de dynamique sociale en contexte de création des instituts agropastoraux dans une localité.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi d'orienter notre étude vers l'influence de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala sur la production, la commercialisation et la consommation de la population locale. Cette ligne de conduite que

nous avons choisie aura plus de clarification à travers une série de questions qui facilitera une compréhension profonde du phénomène étudié.

4-Questions de recherche

Toute recherche dans les sciences sociales et particulièrement en sociologie nécessite que le chercheur parte d'un questionnement qui est en réalité le fil conducteur de sa recherche. Pour GRAWITZ²⁷ (2001),

Construire l'objet sociologique, c'est deviner sous les apparences les vrais problèmes et poser les bonnes questions (...). Mais il y a beaucoup de questions possibles à partir d'une même réalité sociale et celles que l'on choisit orientent l'enquête et ses résultats.

La question de recherche est constituée d'une question principale et de deux questions secondaires. Elles sont formulées de manière suivante :

4.1- Question de recherche principale

Quelle est l'influence des nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO sur les dynamiques sociales à Obala ?

4.2- Questions de recherche secondaires

- ❖ Quels sont les enjeux de l'installation de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala dans le cadre du développement agricole dans cette localité ?
- ❖ Qu'est ce qui explique la réticence de la population locale face aux nouvelles techniques agricoles valorisées à l'ISAGO ?

5- hypothèse de recherche

Nous avons formulé nos hypothèses de manière suivante :

5.1- hypothèse de recherche principale

Pour répondre à cette interrogation, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle :

Les nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO influencent faiblement le développement agropastoral de la localité parce que les producteurs locaux restent encore réticents aux nouvelles techniques culturelles que valorise cet institut.

²⁷GRAWITZ M., 2001, *méthodes des sciences sociales*, paris, Dalloz.

5.2- Hypothèses de recherche secondaires

- ❖ L'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala s'est installé à Obala dans le but d'améliorer les techniques de production agricoles dans la localité à travers ses enseignements et devenir un centre de compétences en formation et installation des entrepreneurs agricoles au niveau local et national.
- ❖ La réticence de la population locale aux nouvelles techniques agricoles valorisées à l'ISAGO est favorisée par son attachement aux anciennes pratiques agricoles et type de culture au détriment de celles valorisées par l'ISAGO.

6- Objectifs de recherche

Tout travail de recherche vise un intérêt. On ne saurait entreprendre l'étude d'un phénomène sans espérer vouloir l'intérêt qu'elle présente pour une société. Les objectifs de notre recherche s'articulent autour d'un objectif principal et de deux objectifs spécifiques.

6.1- Objectif de recherche principale

L'objectif principal de ce travail est d'analyser l'influence des nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO sur les dynamiques sociales des populations locales à Obala.

6.2- Objectifs de recherche spécifiques

- ❖ Identifier les enjeux de l'installation de l'ISAGO à Obala dans le cadre du développement agropastoral dans cette localité.
- ❖ Apprécier le niveau d'adhésion de la population locale au changement apporté par l'ISAGO dans les pratiques agricoles.

7- définition des concepts

DURKHEIM²⁸(1895) demande à chaque chercheur de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache et qu'il s'agit bien de quoi il est question. C'est la première et la plus indispensable condition de toute preuve et de toute vérification. Ceci nous permet de voir l'importance de la clarification des concepts clés dans le cadre d'un travail scientifique, pour notre thème, nous avons eu à définir les concepts suivants : institut agropastoral, dynamique social et milieu rural.

²⁸DURKHEIM, E.,1895, *les règles de la méthode sociologique*, Félix Alcan, coll.

7.1- Institut agropastoral

Un **institut**²⁹ de manière générale est une organisation permanente créée dans un certain but, il est un corps constitué de personnes de lettres, d'artistes, de savants. C'est également un établissement de recherche scientifique, d'enseignement etc.

A partir de cette définition, nous pouvons dire qu'un **institut agropastoral** de manière simple est un établissement d'enseignements théoriques et pratiques spécialement basés sur le domaine agropastoral, en insistant sur la production végétale et animale, l'entrepreneuriat agropastoral et économie et sociologie rurale, ainsi que les transformations agroalimentaires. Il désigne une exploitation, une activité professionnelle ou quelque chose qui est en lien à la fois avec l'agriculture mais aussi avec la pratique de l'élevage.

7.2-Dynamique sociale

COMTE (1835) définit la philosophie au départ comme une discipline qui se fixe pour objet essentiel l'étude scientifique du fonctionnement des sociétés, appelée « physique sociale ». Il s'est longtemps inspiré des sciences de la nature pour expliquer l'évolution de la société. C'est notamment dans ce contexte qu'il évoque le concept de dynamique sociale. Rappelons que la dynamique dans son essence est une discipline de la mécanique classique qui étudie les corps en mouvement sous l'influence des actions mécaniques qui leur sont appliquées. Elle combine la statistique qui étudie l'équilibre des corps au repos, et la cinématique qui étudie le mouvement. La dynamique est donc l'étude du développement de la série et détermine la filiation des systèmes politiques.

Aussi, c'est dans le sens du développement qu'il faut comprendre le progrès, non dans celui d'un accroissement de confort ou de développement se remarque dans une amélioration de l'action sur la nature, dans le perfectionnement de l'organisation sociale. Également dans le perfectionnement organique dû à l'exercice et entraînant l'élévation du taux intellectuel chez les peuples soumis à l'action de la culture occidentale.

En sociologie, la dynamique sociale renvoie aux changements et aux étapes successives dans l'évolution des faits sociaux. Elle permet d'envisager la société sous l'angle de son évolution. COMTE perçoit la société comme un milieu en évolution qui subit en permanence des changements. Exposée aux tomes IV, V et VI du *cours de philosophie*

²⁹<https://fr.m.wikipedia.org>, site visité le 11/06/20 à 22h10.

positive et au tome III du système de politique positive, COMTE montre que la dynamique sociale dans son aspect historique se double d'une philosophie scientifique de l'histoire. Il insiste sur le bien-fondé de l'évolution historique et sociale que s'applique la partie historique de la dynamique sociale. Il s'agit d'aborder l'aspect du progrès de la société.

7.3-Milieu rural

Selon l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), le milieu rural englobe l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources des campagnes. C'est-à-dire des zones situées en dehors des grands centres urbanisés.

Au sens du code wallon de l'aménagement du territoire, le milieu rural comprend la partie du territoire qui englobe la zone agricole, la zone forestière, la zone d'espace vert, ou de parcs. Sa spécificité se situe dans une diversité d'attitudes, de traditions socioculturelles, de liens avec la nature et de caractéristiques économiques et environnementales dont l'origine est principalement basée sur l'agriculture. Il constitue le lieu de production d'une grande partie des denrées et des matières premières. Essentiellement agricole et sylvicole antérieurement, il est en voie de transformation et assure de plus en plus des fonctions de détente, de loisirs, de dépaysement pour les habitants des grands centres urbains.

Sa spécificité se situe dans une diversité d'attitudes, de traditions socioculturelles, de liens avec la nature et de caractéristiques économiques et environnementales dont l'origine est principalement basée sur l'agriculture.

8- cadre théorique

Dans le cadre de notre travail, nous avons adopté une démarche compréhensive des faits sociaux dont WEBER constitue en sociologie une figure de proue. Selon cet auteur « *Le monde social est une agrégation d'actions sociales, qui représentent des comportements humains auxquels l'acteur attribue un sens subjectif* ». Cette démarche indique que le sens et la signification des actions des individus ou groupe d'individus se trouvent en l'individu. C'est aussi pour cette raison que pour cette recherche, Nous avons convoqué deux théories à savoir : la théorie de l'encastrement social et la théorie de logique d'action.

8.1-la théorie de l'encastrement social

Le concept d'encastrement développé par le sociologue américain GRANOVETTER apparaît suite à la discussion qu'il a faite dans une partie du travail de POLANYI. Dans ladite

partie, il conteste l'idée selon laquelle la grande transformation des sociétés anciennes aux sociétés industrielles avait été caractérisée par le fait que les comportements économiques n'étaient plus liés à un "encastrement" social.

Pour Polanyi, les actions du champ économique sont centrées de plus en plus sur des comportements reposant sur le calcul rationnel économique dans un contexte de socialisation très faible. GRANOVETTER mobilise à nouveau le concept d'encastrement pour discuter cette idée et montrer à quel point les comportements économiques sont au contraire encore fortement liés aux relations sociales, notamment à partir de l'analyse des réseaux.

En effet, la réflexion se prolonge par la mise en évidence du passage d'une conception des échanges économiques fondés sur la transaction à une vision privilégiant la notion de relation. Le concept d'encastrement (embeddedness) développé par GRANOVETTER postule de manière concrète que l'entreprise n'est pas seulement économique. Elle résulte aussi d'interactions concrètes entre acteurs réels en liaison avec un environnement socio politique singulier.

Ce concept implique une prise en compte prioritaire des processus sociohistoriques, des caractéristiques spécifiques des entreprises, des dynamiques de création et de transformation des formes institutionnelles. L'idée soutenue ici est celle selon laquelle les organisations économiques ne peuvent être analysées en des termes exclusivement économiques. Elles doivent s'enrichir de questionnement plus large incluant les dimensions sociales.

HUAULT, l'idée d'encastrement en d'autres termes révèle que les formes organisationnelles restent d'interactions concrètes entre acteurs réels en liaison avec un environnement socio politique singulier.

En réalité, il est question de comprendre que l'exercice de l'ISAGO en tant qu'entreprise dans un angle prioritairement économique, ne permet pas toujours à la population d'Obala d'adhérer aux nouvelles techniques agricoles qui y sont valorisées. Il s'agit de montrer davantage que l'importance accordée aux dimensions sociales dans les organisations et entreprises permet à celles-ci d'aller au-delà de l'aspect purement rentable et économique pour toucher le social, et qui dit social, dit amélioration des conditions de vie des individus.

En somme, la théorie de l'encastrement social nous a permis dans le cadre de ce travail de recherche comprendre comment l'ISAGO en tant qu'entreprise fonctionne de manière

exclusivement économique. Ce qui ne permet pas de remarquer l'influence de ses techniques agricoles dites améliorées sur la production de la population locale. Il s'agit de voir la nature des relations qui existe entre l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala et la population locale afin de traiter les problèmes qui en découlent et de questionner la prise en compte de la population riveraine par cet institut dans son exercice.

8.2-Théorie des logiques d'action.

La théorie des logiques d'action est un ensemble d'acteur +situation d'action. Elle a comme figures de proues AMBLARD, BERNAUX, HEREROS et LEVIAN. La théorie des logiques d'action invite à une multipolarité théorique et réintroduit les dimensions culturelles, historiques et psychologiques dans l'analyse stratégique. Rendre compte des logiques d'actions c'est rechercher ce qui fonde les choix des acteurs, c'est également comprendre quelles rationalités sont à l'œuvre derrière chaque action.

La logique d'action réunit deux unités élémentaires à savoir l'acteur et la situation d'action. De la rencontre de ces deux dimensions naissent des interactions à travers lesquelles les logiques d'actions vont se matérialiser. Cette théorie se place dans la continuité de l'analyse stratégique : l'organisation réunit les acteurs ayant les intérêts particuliers et devant travailler à un objectif qu'ils partagent plus ou moins.

Il peut exister tout de même une opposition (partielle) entre intérêts propres de chacun et l'objectif commun. La formule logique d'action = « acteur +situation d'action », considère l'acteur non seulement comme celui qui a des caractéristiques de l'acteur tel que CROZIER et FRIEDBERG le définissent, mais il a également une dimension identitaire, culturelle et social historique (son parcours et son expérience professionnelle). Par ailleurs, l'acteur est aussi immergé au sein des groupes qui possèdent une vie propre et dont les comportements relèvent d'une logique spécifique.

La situation d'action renvoi pour partie au « contexte historique et institutionnel » qui apporte un éclairage intéressant et permet de mieux comprendre le comportement des acteurs et à l'analyse de l'usage des symboles, de mythes dans le discours des acteurs. La situation d'action est fonction de la structure de l'organisation, ce que les acteurs nomment le dispositif de la situation. Il est question ici d'évoquer les logiques qui permettent de comprendre la résistance de la population riveraine au changement apporté par l'ISAGO en essayant de voir pourquoi la population n'intériorise pas et ne parvient pas à introduire dans leurs techniques de productions, les pratiques vulgarisées par cet institut.

Il s'agit en effet de rechercher ce qui fonde les choix de ces acteurs et de comprendre quelles rationalités sont à l'œuvre derrière chacune de leur action. En somme, la théorie de logique d'action a permis dans le cadre de ce travail de recherche de montrer comment l'ISAGO et la population locale considérée comme acteurs, évoluent dans une situation d'action qui est la recherche du développement agropastoral et d'où les deux acteurs partagent plus ou moins les mêmes intérêts.

9 -Méthodologie

Il est question dans cette partie, de montrer la voie que nous avons emprunté pour la collecte, le traitement, l'analyse et l'interprétation des données de nature qualitatives.

9.1- Approche méthodologique

Dans le cadre de notre travail, nous avons adopté une approche qualitative. Encore appelée méthode compréhensive, l'approche qualitative tire ses origines de la sociologie de WEBER. En sociologie, les méthodes qualitatives regroupent un ensemble de recherches utilisées dans les études qualitatives. Les entretiens notamment de type semi- directifs, les observations participantes et les « focus groupes » ou entretien collectif sont les plus utilisés. Elle se caractérise par une approche qui vise à analyser la culture et le comportement des humains et de leurs groupes du point de vue de ceux qui sont étudiés et repose sur une stratégie de recherche souple et interactive. Elle donne un aperçu du comportement et des perceptions des individus et permet d'étudier leurs opinions sur un sujet particulier, de façon plus appropriée que dans un sondage.

En claire, la sociologie compréhensive est comme le précisent BOUDON et BOURRICAUD (1983) mieux définie comme un effort pour saisir les processus de combinaison et de composition à partir desquels émergent types sociaux et individualités historiques. Elle a servi ici à faire une analyse en profondeur des actions, des interactions et relations qui existent entre l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala et la population locale.

9.2- Champ d'observation et sélection des unités d'observation

Le champ d'observation de notre étude est Obala. Obala est un arrondissement du département de la Lékié, région du centre Cameroun. La population d'Obala s'élevait à 78 929 Habitants (BUCREP, 2010). C'est une zone dominée par la prédominance de

l'agriculture avec des sols ferrallitiques ou basiques, sablo-limoneux et hydro morphes. Cette zone présente de ce fait, un intérêt particulier sur les causes du retard du développement agropastoral pourtant cette richesse naturelle a contribué à l'installation d'un institut agropastoral dans cette localité.

Cette recherche est circonscrite à Obala pour plusieurs raisons :

- ❖ Du fait de la présence dans cette localité de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion ;
- ❖ Du fait de la proximité de cette zone avec la ville de Yaoundé ;
- ❖ Du fait que pendant notre stage académique à l'ISAGO, nous avons pensé qu'il serait important de comprendre l'influence des techniques agricoles valorisées dans cet institut sur la production agricole de la population locale d'Obala. Comme unités d'observation, nous nous sommes intéressés à l'Institut agropastoral d'Obala, aux producteurs, aux commerçants des produits agropastoraux au marché d'Obala et aux consommateurs d'Obala.

Ainsi, au cours de ce travail de recherche, nous nous sommes intéressés au promoteur de l'ISAGO, du responsable des pratiques agricoles à l'ISAGO, du DAAC et de la SAAF de l'ISAGO, aux producteurs locaux, commerçants et consommateurs locaux. Ces champs d'observation ont été choisis parce que nous avons pensé qu'ils sauraient rendre compte du phénomène étudié.

Une fois le champ d'observation bien déterminé, il convient pour une étude sociologique de procéder à la sélection des unités d'observation. Nos unités d'observation sont circonscrites en deux groupes : nous avons identifiés les répondants privilégiés et la population cible. La méthode d'échantillonnage était non probabiliste. Ceci surtout en tenant compte de l'impossibilité pour nous non seulement d'avoir une liste exhaustive de tous les acteurs impliqués, mais aussi à cause des moyens que nous disposions pour mener à bien cette recherche.

- ❖ Les répondants privilégiés

Cette catégorie de répondants est celle qui savent beaucoup sur le phénomène étudié et capables de nous renseigner dessus. Nous avons identifié pour cette étude, le promoteur de l'ISAGO, le directeur de cet institut, le DAAC, le chef SAAF, les notables des différents quartiers que nous avons visités. Ils ont été choisis à cause de leur implication dans le

fonctionnement de l'ISAGO et de l'influence que ce fonctionnement pourrait avoir avec le reste de la population d'Obala.

❖ La population cible

Il s'agit des individus directement influencés par le fonctionnement de l'ISAGO dans la localité d'Obala. Notre critère de sélection respectait 03 composantes bien définies à savoir les producteurs, les commerçants du marché d'Obala et les consommateurs installés avant la création de l'ISAGO.

Les producteurs : Nous nous sommes intéressés uniquement aux plus grands producteurs de chaque quartier, qui avaient environ **02** à **07** hectares de terres en exploitation. Pour cela, nous avons pu nous entretenir avec **30** grands producteurs soit **25** hommes et **05** femmes. Ce travail de terrain a été effectué dans **07** quartiers de la localité d'Obala. Nous avons recensés **04** producteurs à Afambassi, **05** à Abokono, **03** à Ekoumdouma, **05** à NkolMelen, **04** à NdengMezeugue II, **04** à Mbele et **05** à Ekogassi.

Les commerçants : Nous avons sélectionnés les **20** commerçants de cultures pérennes, vivrières et autres produits pastoraux tels que les poulets dans le marché d'Obala. En mettant l'accent sur ceux qui avaient un comptoir. Nous avons interrogé précisément **10** commerçantes de produits vivriers, **05** commerçants de produits pérennes et **05** commerçants de poulets.

Les consommateurs étaient des individus installés à obala bien avant l'installation de l'ISAGO à Obala, afin de mieux voir l'influence de l'existence de cet institut dans la vie quotidienne des consommateurs locaux.

L'ensemble de ces individus constitue à l'analyse, un échantillon représentatif parce qu'il définit l'aspect généralement conforme à celle qui serait obtenue en interrogeant l'ensemble de la population (QUIVY ET CAMPENHOUDT, 2001). Cet échantillon nous a permis d'obtenir des résultats pertinents et convainquant dans le cadre de cette étude. Les entretiens ont été réalisés garce aux guides d'entretiens préalablement établis (voir annexe). Le but visé par ces différents entretiens était de voir les raisons pour lesquelles les producteurs locaux ne parviennent pas encore jusqu'ici à adopter facilement les techniques culturelles proposé par l'ISAGO. Tout en insistant sur la prise en compte des populations locales dans l'exercice de cet institut d'enseignement agronomique.

9.3- Les techniques de collecte de données

De nos jours, le terrain constitue un élément indispensable de la recherche en science sociale, il est considéré comme le laboratoire du sociologue. Pour PAUGAM(2010), « *il est difficilement imaginable de définir le métier de sociologue sans faire référence à l'enquête qui a pour finalité la production des données* ». Etant donné que nous avons opté pour une démarche qualitative, les outils de collecte de données mobilisés dans le cadre de notre travail sont : recherche documentaire, les entretiens semi – directifs et l'observation directe.

9.3.1- Recherche documentaire

La recherche documentaire ou bibliographique est une source par excellence du savoir. Elle constitue une étape essentielle dans la conduite d'un travail de recherche. Selon les termes de N'DA³⁰ : « *la recherche documentaire ou bibliographique permet de découvrir les ouvrages indispensables ainsi traités que les nouvelles publications et de faire le point sur l'existant* ». La consultation des documents écrits (ouvrages, documents scientifiques, rapports d'étude, textes de lois, site web etc.) et non écrits (télévision, radio, images), nous a permis de saisir en profondeur les différents points de vue développés sur la thématique.

9.3.2- Les entretiens semi- directifs

Généralement pendant les entretiens semi- directifs le chercheur dispose d'un certain nombre de thèmes ou de questions guidées relativement ouvertes sur lesquelles il souhaite que l'enquêté réponde. Mais il ne pose pas forcément toutes les questions dans l'ordre dans lequel il les a notés sur leurs formulations exactes. Autant que possible, l'enquêteur ici laisse mener l'enquête afin que celui-ci puisse parler ouvertement dans les mots qui qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient. L'enquêteur essaye seulement de recentrer l'entretien sur les thèmes qui l'intéresse quand l'entretien s'en égare. Cette technique a pour but, tout en étant centrée sur le sujet interrogé, de garantir l'étude de l'ensemble des questions qui intéressent l'enquêteur.

Cette technique a été utilisée dans le cadre de ce travail pour obtenir le regard du promoteur de l'ISAGO sur la relation que son institut entretient avec la population locale, ainsi

³⁰N'DA.P., 2007, méthodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de thèse de doctorat, paris le Harmattan, p.96.

que sur le regard des producteurs des commerçants et des consommateurs sur la relation qu'ils entretiennent avec l'ISAGO.

En effet nous nous sommes entretenus avec les producteurs, commerçants et consommateurs installés avant la création de l'institut, donc avant l'année 2013. Ceci dans l'optique d'établir un rapport entre la production agricole dans la localité, la commercialisation et les habitudes alimentaires avant la création de l'ISAGO et pendant son fonctionnement.

9.3.3-l'observation directe

L'observation est utile pour comprendre plus, ce que les gens disent à propos des situations complexes (BOWLING, 1997). Plus que regarder autour de soi, il s'agit d'enregistrer activement des informations selon un certain nombre de dimensions, telles que les lieux, les personnes (les auteurs) et des activités (PRADLEY, 1980). Observer signifie porter son attention sur le détail de l'observation, l'information visuelle ainsi qu'auditive, la dimension temporelle, l'interaction entre les personnes et l'établissement de liens avec catégories mentales (MORTELMANS, 2009).

L'observation directe réfère à ce qu'un chercheur a véritablement vu. Ce type d'observation est fait au moment où l'observateur observe des comportements précis du sujet dans un environnement donné. L'observation directe permet de décrire avec plus d'objectivité le comportement et il n'est réfutable dans la mesure où il est précis. Cette technique permet de décrire une séquence de faits de façon narrative. Les mots utilisés doivent permettre de distinguer ce qui a été observé.

Dans le contexte qui nous occupe, cette technique a été utile par exemple pour les visites dans les exploitations agricoles, lors de la rédaction des termes de références pour les pratiques agricoles à l'institut agropastoral d'Obala et de leurs rapports et la participation aux différentes pratiques agricoles de production animale ; production végétale et de transformation. Observation permettant d'apprécier le niveau de développement agropastoral dans la localité d'Obala en la présence d'un institut agropastoral.

9.4- Traitement et analyse des données.

Les données qualitatives que nous avons recueillies après notre terrain ont été traitées à partir la méthode d'analyse de contenu. L'analyse de contenu est une méthode de

recherche qui tient compte de ce qu'ont dit les enquêtés de la façon la plus objective possible. Elle se situe au cœur de la communication et permet une compréhension en profondeur des relations sociales, c'est dans ce même sens que BERELSON (1952) son fondateur la définit comme « *une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication* ». Elle nous a permis de comprendre en une fois toutes les facettes du phénomène étudié. Elle a renforcé notre esprit scientifique en ce sens qu'elle nous a obligé à prendre du recul par rapport à nos discours, à nos représentations et à nos représentations spontanées.

Pour LOUBET (2000), l'analyse de contenu s'oppose aux techniques modernes qui se veulent quantitatives et à base de dénombrement. Cette technique d'analyse de données repose sur un fondement rationnel. Pour dégager la signification du texte, on se réfère alors au sens des mots employés et à la structure logique du document étudié. On essaie de déceler les lignes directives du document, d'en découvrir les idées fondamentales et leurs articulations. On distinguera ainsi les idées principales des idées secondaires du texte, non en fonction de leur répétition, mais, en fonction de leur place dans l'architecture d'ensemble du document et en fonction de la dynamique interne de celui-ci.

La procédure (BARDIN, 1977) comprend généralement la transformation d'un discours oral en texte, puis la construction d'un instrument d'analyse pour étudier la signification des propos. Ensuite, on utilise l'instrument d'analyse et on décode ce qui a été dit. Enfin, l'analyse établit le sens du discours.

Au cours de ce travail, l'analyse par thématique des données a été effectuée en découpage du contenu des différents entretiens en fonction des thèmes qui en sont ressorti. Ainsi, les données que nous avons recueillies sur la réticence de la population locale d'Obala face aux nouvelles pratiques agricoles valorisées à l'ISAGO ont été regroupées en plusieurs thématiques qui suivent :

- ❖ Les nouvelles pratiques agricoles valorisées à l'ISAGO à Obala ;
- ❖ Le regard de la population d'Obala sur les nouvelles pratiques agricoles valorisées à l'ISAGO ;
- ❖ Le type de techniques agricoles pratiqué par la population locale à Obala.

Loin d'être limitées, ces thématiques ont donné lieu à de nombreuses sous-thématiques qui ont été développés dans ce travail de recherche.

**PREMIERE PARTIE : LES INSTITUTS
AGROPASTORAUX AU CAMEROUN : SOCIO-
HISTOIRE ET DYNAMIQUE D'EMERGENCE.**

Les instituts agropastoraux entant que centre de formation dans le domaine de l'agriculture ont été pensé et crée par des institutions étatiques et privés dans le but d'améliorer la production agricole au Cameroun et de pallier au problème de l'insécurité alimentaire. La création de ces instituts agropastoraux s'inscrit dans un contexte bien défini. C'est pour cette raison que la première partie du présent travail se propose de faire une sociohistoire du processus de l'émergence des instituts agropastoraux au Cameroun. Pour le faire, nous avons subdivisé cette partie en deux chapitres. Le premier présente le contexte socio historique et l'émergence des instituts agropastoraux au Cameroun. Le deuxième chapitre présente les instituts agropastoraux face au défi du développement agropastoral local en Afrique.

**CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE
L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET
EMERGENCE DES INSTITUTS
AGROPASTORAUX AU CAMEROUN.**

Aborder le contexte sociohistorique de l'émergence des instituts agropastoraux au Cameroun revient à comprendre à la lumière du passé historique, les origines de la création de ces instituts et leurs fonctionnements actuels.

La question de l'agriculture a longtemps été au centre des préoccupations de l'Etat. C'est cette situation qui a abouti à la succession de plusieurs périodes dans l'histoire des politiques agricoles au Cameroun. Alors que, de la fin des années 60 aux années 80, les pouvoirs publics conçoivent et définissent les politiques à travers les plans quinquennaux de développement sans en référer aux acteurs, la crise économique des années 80 suscite de nouvelles formes de relations entre l'Etat et le monde paysan. Puis les programmes d'ajustement structurel entraînent de nombreuses restructurations, une baisse des subventions étatiques mais aussi l'apparition de nouveaux acteurs³¹.

L'agriculture va connaître des moments d'instabilité qui occasionneront une situation de crise alimentaire et d'insécurité alimentaire dans le pays. C'est notamment dans le souci de palier à cette situation et d'améliorer la qualité de production agricole que l'Etat a pensé créer en 1960 la toute première école d'agriculture nommée : l'Ecole Nationale Camerounaise d'Agriculture (ENCA) qui deviendra plus tard l'actuel FASA (Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles).

D'après l'histoire de création de cette école d'agriculture³², il est noté qu'elle avait pour but de former de manière professionnelle les étudiants dans le domaine agropastoral et de façon générale afin d'améliorer leurs pratiques agricoles et d'avoir un meilleur rendement. C'est dans ce contexte que plusieurs instituts agropastoraux vont voir le jour au Cameroun avec des objectifs pas très éloignés de ceux de la première école. C'est-à-dire, avoir un autre regard de l'activité agricole, assigné le caractère professionnel à l'activité, améliorer les pratiques agricoles et surtout assurer la sécurité alimentaire dans le pays.

Pour cette raison, nous proposons dans ce chapitre de situer dans un contexte socio historique l'évolution des instituts agropastoraux au Cameroun depuis la création des premiers instituts agropastoraux jusqu'à nos jours. Pour le faire, nous présentons dans la première section(01) de ce chapitre ,la problématique de la faim qui aboutira au désir de

³¹ **Valentine Achancho** une pièce maîtresse du développement rural, revue grain de sel.

³² [www.faculté d'agronomie et des sciences agricoles \(université de Dschang\)](http://www.faculté.d'agronomie.et.des.sciences.agricoles.université.de.Dschang). Ce site web fait ressortir l'histoire de création de la FASA en partant de son origine jusqu'à son actuel nom. Consulté le 06/06/2020 à 12h 32min.

l'autosuffisance alimentaire, par la suite, nous présentons dans la section deux (02) l'émergence des premiers instituts agropastoraux au Cameroun. Enfin, à la section trois (03), nous présentons les instituts agropastoraux face aux différents objectifs.

1- DE LA PROBLEMATIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU DESIR DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.

La situation de l'insécurité alimentaire au Cameroun a amené le pays à faire des efforts pour aboutir à une autosuffisance alimentaire³³. Il s'agit là pour le pays, de faire remonter la faille créée par cette situation en essayant de satisfaire sur une base nationale les besoins alimentaires, en quantité et en qualité nutritive. C'est notamment dans cette perspective que pour palier au problème de sécurité alimentaire, le Cameroun a mis en œuvre une politique agricole dès les années 1960.

1.1- politique agricole mise en œuvre au Cameroun.

Quatre grandes périodes caractérisent l'histoire des politiques agricoles au Cameroun.

1.1.1- La période des plans quinquennaux de développement (1960-1986).

La période des plans quinquennaux³⁴ qui démarre avec l'indépendance du pays en 1960 (AMOUGOU, 2018)³⁵, était caractérisée par la promotion des cultures d'exportation et industrielles qui étaient sources des devises pour l'Etat et qui devaient participer à l'amélioration du niveau et des conditions de vie en milieu rural. Les petits producteurs étaient considérés dans ce système comme des instruments destinés à asseoir la production de masse, parfois forcée (AloysiusAjab et jean –lucdubois, 2009)³⁶. L'Etat, pour sa part, garantissait les prix et contrôlait strictement les opérations d'achat des intrants et de vente des produits agricoles d'exportation à l'instar du cacao et des cafés (mécanismes de stabilisation des prix).

³³ L'urgence d'une révolution agricole au Cameroun, searchworks.stanford.consulté le 13juin 2022à 16h45 minutes.

³⁴ Le plan quinquennal est selon le dictionnaire en économie, un document de planification économique gouvernemental fixant des objectifs de production sur un période de cinq ans.

³⁵ Gerard AMOUGOU, *esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun : un regard contextuel*, FNSNF, 2018.

³⁶AloysiusAjab et jean –luc Dubois, *croissance et développement au Cameroun : d'une croissance équilibrée à un développement équitable*, bamenda , CIG, 2009,426p.

Les autres instruments de cette politique³⁷ étaient la création des grands projets de développement, la mise en place des sociétés de développement qui permettaient à l'Etat d'être présent auprès des agriculteurs, de leur apporter les conseils techniques nécessaires et de développer les infrastructures nécessaires à l'amélioration du cadre de vie de ces populations.

A côté des producteurs agricoles traditionnels d'exportation, et en dehors du riz et du blé qui étaient promus par l'état comme substitut aux importations, les produits vivriers de base (manioc, taro, igname, pomme de terre, maïs, sorgho, arachide, haricot, banane plantain etc.) étaient des produits traditionnellement sans soutien spécifique hormis le conseil technique prodigué dans la mouvance des idées de maintien et de consolation de l'autosuffisance alimentaire.

Les résultats de cette politique ont été globalement qualifiés de mitigés. En effet, les rendements sont restés très bas malgré les efforts fournis pour promouvoir la recherche agronomique et l'encadrement technique des producteurs (BOKAGNE, 2006).

Le non atteint des objectifs fixés par l'Etat a été imputée entre autres : l'accès insuffisant des paysans aux intrants et autres facteurs de production ; à un système d'encadrement peu performant ; à la stagnation de la productivité des exploitations ; au vieillissement des exploitations et des producteurs ; au retard accumulé par la recherche agricole en matières de cultures vivrières.

Au cours du cinquième plan (1981-1985)³⁸, l'Etat a révisé sa stratégie d'intervention en créant dans chaque zone agricole, une structure de développement dotée d'une autonomie administrative et financière, censée établir des relations (d'un nouveau type) entre l'administration et les paysans. Les aspects liés au revenu des producteurs (et non plus seulement les intérêts des consommateurs urbains) sont pris en compte dans la fixation des prix agricoles. De même, l'intensification de la formation des agents de développement rural et la maîtrise par l'Etat de la production et la transformation sont promus.

³⁷ Valentine ACHANCHO, *Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du centre : cas du Cameroun.*

³⁸ Document indiquant la mise en œuvre des plans quinquennaux de développement au Cameroun de 1960 à 1999.

Vers la fin de cette période, le Cameroun démarre l'exploitation du pétrole, ce qui a pour conséquence un ralentissement des investissements en faveur du secteur agricole. Les priorités de développement sont portées vers les grands projets d'infrastructure et le développement des administrations publiques et parapubliques. Le sixième plan quinquennal a été interrompu en 1986 du fait de la crise économique.

1.1.2- La période de début de la crise économique (1986-1990).

A partir de 1985, l'économie camerounaise entre en récession suite à la baisse brutale des revenus d'exportation (chute des cours des principaux produits de base à savoir le cacao et le café et baisse des revenus pétroliers). Entre 1985 et 1995, on note une chute consécutive du Produit Intérieur Brut(PIB) de 6,3% par an. Ceci s'est traduit par un déséquilibre des comptes macro-économiques et, en particulier, par un déficit des finances publiques. Au cours de l'exercice 1987-1988, l'ONCPB (Office National de Commercialisation des Produits de Base), principal instrument de gestion des filières d'exportation enregistre un déficit de près de 30 milliards. Le bilan réalisé en 1988 des deux décennies d'interventionnisme de l'Etat a mis en évidence les faiblesses suivantes :

- Le déphasage entre les résultats de la recherche agronomique et les préoccupations des agriculteurs. En effet, les acquis sont restés inaccessibles aux utilisateurs du fait de la faible ou de l'absence de liaison entre la recherche et la vulgarisation et l'inadaptation des thèmes de recherche aux besoins réels des agriculteurs ;

- L'inefficacité dans la gestion et l'encadrement de la production et la distribution des semences des produits vivriers du fait de l'incapacité de l'autorité au développement alimentaire(MIDEVIV)³⁹, structure étatique ayant le monopole de cette activité (coûts de fonctionnement trop élevés) ;

- Coût trop élevé des subventions aux engrais pour les petits producteurs, qui avoisinait les 60% de la consommation nationale (7,5 milliards par an), couplé à la lourdeur du circuit de distribution (retards de livraison aux exploitants), ceci est également valable pour les pesticides (insecticides et fongicides) pour le cacao, le café et les céréales (8 milliards par an) ;

³⁹La MIDEVIV fut créé par décret présidentiel n°73/584 du 26 septembre 1973 et était chargée à l'époque de sa création de résoudre les problèmes alimentaires en assurant l'équilibre entre la production et la demande en produits vivriers d'une part et en garantissant une distribution rationnelle de nature à irriguer les centres urbains dans les meilleures conditions d'autre part.

- Politique de crédit agricole défaillant. Le principal instrument de crédit, le FONADER s'est trouvé en rupture des ressources financières du fait de l'inadaptation des systèmes de garantie et des impayés de l'ordre de 70% ;

- Inefficacité et cout élevé du dispositif de formation et d'encadrement des producteurs via les sociétés de développement ;

- Vieillesse des exploitants agricoles, à cause du phénomène d'exode rural et de l'accroissement rapide de la population urbaine ;

- Faillite de la gestion administrative des coopératives agricoles par les agents étatiques (déconnexion de la base et non appropriation de l'outil par les producteurs, mauvaise gestion financière et interventionnisme très poussé des pouvoirs publiques).

Pour faire face à cette situation, les mesures adoptées par l'Etat camerounais ont consisté essentiellement à mettre en œuvre des plans d'Ajustement Structurel (PAS) conclus avec les Institutions de Bretton Woods⁴⁰.

L'orientation générale de la politique économique a consisté à redéfinir la stratégie de développement, et particulièrement le rôle de l'Etat dans la sphère économique. C'est ainsi qu'un environnement libéralisé a vu le jour, caractérisé par l'allégement progressif des barrières non tarifaires, la restructuration, voire la privatisation, liquidation de la plupart des entreprises des secteurs de la production et de la commercialisation, la libéralisation des prix, et la responsabilisation des acteurs et notamment des organisations professionnelles et interprofessionnelles. C'est dans ce contexte qu'en 1988, se tiendra à Yaoundé, un séminaire national sur les coopératives qui constatera la crise du système et jettera les bases de la réforme coopérative qui concrétisera par la promulgation de la loi sur la liberté d'association en 1990. Cette loi sera complétée plus tard par la loi sur les Groupes d'Initiative Commune(GIC) et les coopératives en 1992.

Globalement, les mesures prises par l'Etat témoignaient d'une volonté politique affirmée de consolider l'agriculture comme le moteur essentiel du développement économique et social en raison de sa forte contribution à l'économie (les cultures

⁴⁰ Institutions internationales mises en place dès 1941, en pleine seconde guerre mondiale. Entre 1941 et juillet 1944, moment où se réunit la conférence de Brettonwoods, plusieurs propositions contenues dans le plan initial sont abandonnées : mais l'une d'entre elles se matérialisera : la création du FMI (Fonds Monétaire International) et de la BIRD (Banque International pour la Reconstruction et le Développement), mieux connue sous le nom de Banque Mondiale.

d'exportation représentant à elles seules 50% des recettes en devises) et des besoins du maintien de l'autosuffisance alimentaire.

Malgré tout, les potentialités de production sont restées sous-exploitées et la part des cultures vivrières sur le marché des exportations est restée insignifiante. Il s'est donc avéré nécessaire pour l'Etat de s'orienter vers une politique agricole adaptée aux exigences de compétitivité et de s'adapter aux chocs externes sur les produits de base. C'est ce qui a justifié l'élaboration et la mise en œuvre de la Nouvelle Politique Agricole(NPA).

1.1.3- La Nouvelle Politique Agricole (1990-1998).

Les orientations de cette politique portent sur la mise en œuvre des mesures de déréglementation et de privatisation visant à rationaliser les ressources, à trouver des modes de gestion plus efficaces et privatiser la gestion du capital des entreprises parapubliques. Le mode opératoire consiste à responsabiliser davantage les agriculteurs, à diversifier la production agricole, à valoriser le potentiel de production et les possibilités de commercialisation existantes et de protéger la production nationale. Cinq objectifs prioritaires ont été retenus :

- ❖ La modernisation de l'appareil de production ;
- ❖ La maîtrise de la sécurité alimentaire ;
- ❖ La promotion et la diversification des exportations ;
- ❖ Le développement de la transformation des produits agricoles et L'équilibre des filières de production.

A l'actif de cette politique, on peut relever les principaux résultats, qui sont les suivants⁴¹ :

- ❖ La mise en place des nouvelles lois de 1992 et 1993 sur le mouvement associatif qui ont permis de redynamiser le secteur associatif agricole à partir de la base ;
- ❖ La promotion d'organisations interprofessionnelles comme Rhoticam (filières horticoles) et le CICC (filières cacao et café) qui sont devenu des partenaires importants pour le développement des filières concernées ;
- ❖ La mise en œuvre d'une nouvelle démarche de vulgarisation agricole qui associe la recherche, la vulgarisation et les autres acteurs du monde agricole ;

⁴¹Ces résultats ont été ressortis après la mise en œuvre des premiers plans quinquennaux.

- ❖ Diverses réformes engagées en vue de la libéralisation du commerce des intrants et des produits agricoles permettant une meilleure transparence des opérations et une meilleure répartition des profits vers les producteurs ;
- ❖ Divers projets de soutien à la consolidation des organisations paysannes et à l'amélioration de la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones les plus affectées des régions septentrionales ;
- ❖ La restructuration réussie de certaines entreprises publiques, qui a permis d'amorcer une reprise des investissements dans certaines filières (banane, coton, caoutchouc et palmier à huile) ;
- ❖ Le développement des systèmes de micro financement décentralisés, qui annonce une nouvelle approche du financement des besoins sociaux et économiques dans les zones rurales.

L'ensemble de ces mesures, couplé à la dévaluation du franc CFA en 1994, a permis une amélioration de la compétitive des produits nationaux et une reprise sensible de la croissance de certaines filières comme le coton, le cacao, la banane, le caoutchouc, le maïs, fruits et légumes. Toutefois, les résultats sont restés en deçà des attentes pour la plupart des produits vivriers du fait du mauvais fonctionnement des marchés internes qui affecte la compétitivité des produits nationaux. D'autres contraintes relevées portent sur :

- La faiblesse des investissements privés nationaux et étrangers dans le secteur agricole liée à l'absence d'un marché financier adapté au secteur, à la liquidation de la banque crédit agricole et à la clôture des guichets qui lui étaient rattachés (fonds de bonification par exemple) ;
- L'absence d'un cadre institutionnel adapté au nouveau contexte de la politique de développement du secteur (réforme des services publics, promotion des services privés et associatifs capables de relever plus efficacement les anciennes interventions étatiques, faible capacité opérationnelle des organisations de producteurs) ;
- Le retard accumulé dans la restructuration de certaines entreprises parapubliques qui a affecté la mobilisation des investissements et les perspectives de croissance court terme de certaines filières de production essentielles comme l'huile de palme, le riz et le sucre ;
- La productivité insuffisante des petites exploitations traditionnelles, aggravée dans certaines régions par un vieillissement structure : non renouvellement des plantations, émigration des jeunes, baisse de la fertilité etc.

Cette situation met en évidence la précarité des conditions de vie des agriculteurs et de leur système d'exploitation et, a interpellé l'Etat sur « les nouveaux défis » que le secteur agricole devrait désormais s'efforcer de relever.

1.1.4- La politique Agricole : Nouveaux Défis et la Stratégie de Développement du Secteur Rural (depuis 1999).

Les nouveaux défis à relever portent sur :

- La consolidation du secteur agricole comme moteur du développement économique et social du pays ;
- La promotion de l'organisation professionnelle et interprofessionnelle des différents opérateurs économiques qui doivent constituer les principaux acteurs du développement de l'agriculture.
- L'amélioration de la sécurité alimentaire des populations grâce à l'augmentation des productions et de l'ensemble des revenus.

Pratiquement, les options stratégiques sont les suivantes :

- La modernisation des exploitations agricoles pour améliorer l'accès aux intrants, au foncier, aux techniques plus performantes et au financement ;
- L'augmentation des revenus agricoles par l'amélioration de la productivité et le développement des opportunités commerciales pour assurer la compétitivité des produits agricoles nationaux et contenir l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires ;
- Le renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones à forte densité démographique et à écologie fragile dans le cadre de programmes de développement intégrés ;
- La promotion de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles, tout en assurant la comptabilité entre les diverses contraintes sociales, économiques, techniques et écologiques ;
- La définition et la mise en place d'un cadre indicatif spécifique pour les petites et moyennes entreprises agricoles de production et transformation afin d'accroître la mobilisation de l'investissement privé national dans un secteur de production moderne, compétitif et créateur d'emplois ;
- La consolidation de l'organisation et de développement des filières de production orientées vers l'exportation et la transformation industrielle en raison de l'importance de leur poids social et économique dans les diverses régions du pays, et en particulier l'achèvement à

court terme de la restructuration du capital des entreprises agro- industrielles en cours de réhabilitation ;

- Le développement de l'accès aux marchés régionaux et sous régionaux qui présentent des opportunités de débouchés importants pour une large gamme de produits nationaux ;
- La consolidation des organisations professionnelles et interprofessionnelles afin de développer un nouveau partenariat dans la gestion du secteur ;
- L'achèvement du désengagement des services publics des activités pouvant relever du domaine concurrentiel et l'adaptation de leur fonctionnement aux nouveaux objectifs de la politique agricole et aux missions essentielles qui leur reviennent ;
- La consolidation de l'Etat de droit dans le domaine commercial et financier, en poursuivant les réformes engagées et en renforçant leur application, et en assurant une gestion souple et efficace des procédures afin de créer un cadre plus favorable au développement des investissements nationaux et étrangers dans le secteur agricole ;
- L'orientation en priorité des investissements publics vers l'appui aux dynamiques de production autonomes existantes afin d'accroître leur efficacité et leurs effets induits, et vers les actions structurantes comme consolidation des organisations paysannes, le développement des systèmes micro- financiers, la réhabilitation des pistes rurales et la gestion participative des infrastructures socio- économiques de base.

Les enquêtes réalisées en 2000 auprès des agriculteurs dans la perspective de l'élaboration de la stratégie de développement du secteur rural, ont classé la libéralisation des filières au premier rang des causes de leurs difficultés. Les effets négatifs dénoncés sont :

- L'absence d'encadrement des producteurs ;
- La hausse des prix des intrants ;
- La chute des prix d'achat payés aux producteurs, et
- L'absence de financement.

En 2003, le gouvernement du Cameroun a élaboré un Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural. Ainsi, les politiques agricoles en cours visent principalement l'attente des objectifs de production définis dans le Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural (DSDSR).

L'intervention de l'Etat est organisée autour de sept axes stratégiques à savoir :

- Développer durablement les productions et l'offre des produits agricoles ;

- Gérer durablement les ressources naturelles ;
- Promouvoir le développement locale et communautaire ;
- Développer les mécanismes de financement adaptés ;
- Développer l'emploi et la formation professionnelle agricole ;
- Gérer les risques d'insécurité alimentaire ;
- Développer le cadre institutionnel.

Ce document de stratégie est actuellement en cours de révision pour être en cohérence avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui est le cadre national du développement économique et social. Il reste néanmoins la base d'analyse la plus pertinente pour apprécier les actions menées par l'Etat et leur contribution pour lever les contraintes les plus fortes du secteur agricole au rang desquels figurent la capitalisation, l'accès aux moyens de production et l'écoulement des produits à des prix rémunérateurs.

L'insécurité alimentaire et, plus généralement, la question des approvisionnements surtout des grands centres urbains, sont désormais des menaces à la paix civile qu'il faut considérer depuis les émeutes de la faim de 2008. Les dégâts matériels et humains ont été très importants. C'est pourquoi le président de la république du Cameroun a créé la MIRAP pour assurer l'approvisionnement en produits de grande consommation.

La vocation de cette structure est d'offrir des débouchés à la production domestique, notamment à la production agricole, en achetant les produits, en cas de déficit de production en recourant à l'importation. Cette structure pourrait permettre le contrôle du déséquilibre entre la production et la consommation domestiques.

La relance du programme national de sécurité alimentaire est une initiative forte de l'Etat concourant à gérer les risques d'insécurité alimentaire. Ce programme après une phase pilote développée doit s'étendre sur l'ensemble du territoire avec une participation financière importante de l'Etat (50% du budget du programme). L'ambition du programme est de couvrir les zones présentant un risque d'insécurité alimentaire.

1.2- Situation de la sécurité alimentaire au Cameroun.

Au regard de la situation préoccupante de sécurité alimentaire au Cameroun⁴², nous avons pensé présenter l'état de cette situation dans les zones du pays, notamment dans la zone rurale et dans les capitales régionales.

1.2.1- En zone rurale.

La situation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en zone rurale au Cameroun présente que 9.6% des ménages sont en insécurité alimentaire soit (2.6% sous forme sévère et 7.4% sous forme modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante et ont des problèmes d'accès à la nourriture⁴³. Cette moyenne cache de fortes disparités entre les régions. En effet, dans les régions du nord et de l'Extrême-Nord, respectivement 14,6% et 17,9% des ménages ont une alimentation qui n'est pas satisfaisante même en période de disponibilité avant la soudure, soit environ 615 000 personnes⁴⁴.

Signe de la difficulté des ménages, 63% des ménages dans le nord et 46,5% dans l'Extrême – Nord consomment des aliments moins préférés, une des stratégies de survie utilisées par les ménages en période de difficulté.

D'autres régions ont des taux non négligeables d'insécurité alimentaire : l'Est (10,3%), l'Ouest (7,3%), l'Adamaoua (7,1%) et le sud (6%), mais avec une population concernée moindre, ces régions étant moins peuplées.

L'insécurité alimentaire et sévère touche surtout l'Extrême- Nord (4,1% des manages), le Nord (3,7%) et l'ouest (3, 3%).

L'insécurité alimentaire des ménages ruraux est liée à la petitesse de la taille des parcelles cultivées, à la faible utilisation d'intrants agricoles et à l'utilisation d'outils rudimentaires. Ces ménages ne produisent pas assez pour se nourrir toute l'année ou avoir une alimentation suffisamment variée. Au niveau national, le Cameroun doit recourir aux importations notamment de blé et de riz pour nourrir sa population. Environ 25% des céréales consommées sont importées.

⁴² Pour la FAO(2010), la sécurité alimentaire suppose que tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

⁴³ Voir page 18 du rapport de classification de la sécurité alimentaire dans le pays.

⁴⁴ Les données ont été collectées entre le 18 avril et le 17 mai 2011, période de relative disponibilité dans le nord du pays, suite à la récolte de contre saison (moins abondante que la récolte principale) et précédant la soudure.

L'un des défis que doit affronter le pays dans les décennies à venir est d'arriver à nourrir sa population de 19,4 millions d'habitants qui devrait doubler dans les trente prochaines années⁴⁵ alors que le pays est déjà en situation de déficit céréalier.

Par ailleurs, en zone rurale, 10,5% des ménages sont en insécurité alimentaire relative. Ils ont une consommation qui n'est satisfaisante, mais leur statut économique permet de penser que leur consommation alimentaire est en partie le résultat de mauvaises pratiques alimentaires et de chocs récents.

Une petite partie de cette population des ménages en insécurité alimentaire relative est dans une situation difficile car sa consommation alimentaire est pauvre, soit 1,7% de la population rurale (les 8,8% restants ont une consommation limitée). Ces ménages sont concentrés dans l'Ouest, le sud et le littoral. L'Ouest a connu une sécheresse et une invasion de chenilles en 2010 qui peuvent en partie expliquer cette situation. Par ailleurs, dans l'Ouest et le Littoral, les ménages ont aussi été les victimes d'une maladie du taro, un de leurs aliments de base.

Environ 30,3% de la population rurale est vulnérable à l'insécurité alimentaire. Il s'agit des ménages pauvres dont la consommation alimentaire est acceptable, mais qui devraient en cas de chocs récurrents mettre en place des stratégies de survies et pourraient voir leur consommation alimentaire se dégrader.

Les ménages et les acteurs économiques du secteur agricole souffrent d'un fonctionnement des marchés vivriers qui est loin d'être optimal. Le mauvais état et le manque de routes contribuent aux difficultés des ménages pour s'approvisionner et vendre leurs produits aux meilleures conditions. La fluctuation des prix et des disponibilités selon le calendrier agricole, et la hausse des prix depuis 2007 sont des entraves à l'approvisionnement satisfaisant des ménages.

Ces dernières années, les échanges transfrontaliers du Cameroun vers ses pays voisins se sont accentués. Ce phénomène et son impact sur la stabilité des approvisionnements, les prix et la sécurité alimentaire des populations locales mais aussi les opportunités pour les producteurs locaux restent largement inconnues et méritaient une analyse approfondie.

⁴⁵ Notamment à partir de 2011.

Le Cameroun est vulnérable aux variations des prix des céréales sur les marchés internationaux. La dépendance extérieure pour les céréales était supérieure à 25% en 2008.

Dans l'Extrême- Nord, le Sud et l'Ouest, la situation de la consommation alimentaire s'est dégradée depuis 2007⁴⁶. Dans l'ensemble de la zone rurale, si le pourcentage de la population dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisant, resté stable à environ 20% des ménages, le nombre absolu de ces personnes a lui certainement augmenté depuis 2007 en raison de la croissance démographique (2,7% par an).

Le nord du Cameroun a les taux de malnutrition les plus élevés du pays. Le taux de malnutrition aigüe globale des enfants de moins de cinq ans était de 7,9% dans le nord et 8,1% dans l'Extrême- nord fin 2010, une situation dite pauvre selon la classification de l'OMS⁴⁷. Les taux de malnutrition chronique étaient à un niveau critique, au-delà de 40% dans ces deux régions⁴⁸.

L'Extrême –Nord et le Nord restent les régions prioritaires pour les interventions. Ces régions ont les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés et les plus mauvais indicateurs en terme de pauvreté, d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à des sources d'eau améliorées et à des conditions de vie moins précaires. Ces régions sont de plus soumises à une certaine récurrence de chocs climatiques ces dernières années.

1.2.2- Dans les capitales régionales

En zone urbaine, 6,7% des ménages sont en insécurité alimentaire (0,7% sévère et 6% modérée) : moins que dans les zones rurales⁴⁹.

L'insécurité alimentaire sévère est surtout présente à Douala (1,7% des ménages) et quasi inexistante à Yaoundé ou dans les autres capitales régionales. Les ménages en sécurité alimentaire qui dépendent presque entièrement des marchés pour s'approvisionner, comme tous les ménages urbains, ont des travailleurs journaliers, et des ménages qui dépendent de dons.

⁴⁶ La première CFSVA avait été menée en 2007.

⁴⁷ WFP, UNICEF, HKI, Enquête PAM, Hellen Keller, UNICEF, enquête alimentaire, nutritionnelle et sanitaire dans les régions du nord et de l'Extrême Nord du Cameroun (SMART), mars 2011.

⁴⁸ Des études MICS et EDS étaient en cours au moment de l'enquête CFSVA. Leurs résultats permettront de mettre à jour les connaissances sur la malnutrition dans le pays.

⁴⁹ République du Cameroun : Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Avril 2021- données de septembre 2020, avec la participation de la FAO, *action againstHunger*.

Ces ménages sont les premières victimes de la hausse des prix des produits alimentaires. La hausse des prix est le premier choc dans les ménages urbains ayant subi un choc ces 12 derniers mois.

Cette situation d'insécurité alimentaire dans le pays a favorisé l'émergence des premiers instituts agropastoraux qui avaient en majeure partie pour objectif commun l'amélioration des pratiques agricoles et l'innovation agricole pour une meilleure productivité qui garantirait la sécurité alimentaire dans le pays.

2- EMERGENCE DES PREMIERS INSTITUTS AGROPASTORAUX AU CAMEROUN.

Dès les années 1960, le Cameroun s'est doté d'établissements de formation agricole⁵⁰ afin de former des techniciens dont avaient besoin les pouvoirs publics pour assurer le développement du secteur rural. Ces premières institutions avaient pour missions d'étudier scientifiquement l'agriculture avec la participation de la collectivité agricole, d'en présenter les résultats à un vaste ensemble d'agriculteurs susceptibles de les utiliser et de former les cultivateurs, les vulgarisateurs, enseignants et chercheurs, de façon à ce que la production agricole puisse poursuivre sa croissance sur des bases durables.

Pour soutenir cette politique, le gouvernement a entrepris au fil du temps, un vaste programme d'investissement dans les infrastructures de formation agricole. De nombreuses transformations du dispositif de l'enseignement et de la formation agricole et rurale ont aussi vu le jour ainsi bien dans les orientations que dans l'organisation.

2.1-Du point de vue du dispositif d'Etablissements Supérieurs de formation agricole.

Le choix de ces établissements d'agriculture, part du fait que, nous n'avons pas pu identifier plusieurs instituts agropastoraux au Cameroun qui œuvrent uniquement dans le secteur agropastoral. C'est ce qui nous a amené à prendre certains Instituts Supérieurs qui possèdent au sein de leur établissement un département d'agronomie et qui ont une crédibilité dans les enseignements en agronomie et un certain effectif (au moins 200 apprenants dans les filières d'agronomie).

⁵⁰Informations tirées du Document intitulé : *un aperçu de l'évolution de l'enseignement agricole au Cameroun* dès les années 1960.

2.2- De la Faculté des Sciences Agronomiques (FASA) de l'Université de Dschang vers la création des autres instituts agropastoraux.

L'histoire de création des instituts agropastoraux au Cameroun remonte à la création de la FASA (Faculté d'Agronomie et des sciences agricoles).

A l'origine, l'Ecole Nationale Camerounaise d'Agriculture (ENCA) a été créé en 1960. Elle a ensuite été remplacée en 1972 par l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique (ENSA), puis en 1977 par le centre universitaire de Dschang. En 1988, le centre devient l'Institut national de développement rural (INADER).

Créée en 1993, la FASA est un des établissements de l'université de Dschang. Elle a des campus dans cinq(05) zones agro- écologiques du Cameroun. Sa principale mission est de mettre en œuvre une politique cohérente de formation des cadres moyens et supérieurs dédiés à la production agricole, à la sécurité alimentaire et au développement durable.

A l'issue de la création de la première école d'agronomie au Cameroun, qui est l'actuelle FASA, plusieurs autres instituts et département d'agriculture au sein des écoles de formation se sont créés, afin d'améliorer la production et productivité agricole, assurer la sécurité alimentaire dans les localités et dans le pays. Les instituts agropastoraux que nous avons sélectionnés pour cette étude sont déterminés par rapport à des effectifs bien précis (soit 300 apprenants au moins).

Nous avons donc sélectionnés à cet effet : l'Ecole pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB), l'Institut supérieur des Sciences de la Santé de l'Université des Montagnes de Bagangté (ISSS), l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala (ISAGO), l'Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombassa (ISTAO), l'Institut Universitaire des Sciences et Techniques de Yaoundé (IUSTY) et L'Université Agricole de Management des Métiers de la Production(IUAMMP).

2.3- du point de vue de la gestion du système et de son fonctionnement.

Jusqu'en 1988, les personnels formés dans les établissements d'enseignements agricoles étaient systématiquement intégrés dans la fonction publique camerounaise. Puis, face aux difficultés économiques que connaissait le Cameroun et à la nécessité de compresser les dépenses budgétaires, le gouvernement a décidé de geler les recrutements dans la Fonction publique. Les conditions générées par la crise économique et les mesures d'ajustement

structurel conséquentes, ont imposé des restrictions budgétaires drastiques qui ont affecté négativement les ressources et les budgets de l'enseignement et de formation agricole et rurale.

Ces mesures ont eu pour principales conséquences :

- Une baisse considérable de la demande en formation agricole ;
- L'exode massif des formateurs pour d'autres secteurs d'activités ;
- Le quasi fermeture de certains établissements de formation agricole ;
- La décrépitude des infrastructures ;
- La baisse générale du niveau d'activités dans les structures de formation agricole.

2.4- Quelques perspectives de solutions envisagées par l'Etat.

Face à l'ampleur du sinistre, le gouvernement a obtenu l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture pour entreprendre une évaluation approfondie de la situation. Définir les grandes orientations de la réforme du système d'enseignement et de formation agricole et rurale et proposer une stratégie de mise en œuvre des réformes⁵¹. Les résultats réalisés dans ce cadre présentaient une situation d'ensemble dont les principaux points faibles étaient :

L'absence d'un document officiel dans lequel sont consignées les grandes orientations et les options fondamentales retenues pour une politique de l'enseignement et de la formation agricole et rurale au niveau national et qui détermine les missions, les objectifs, les méthodes et les moyens du système ;

- L'obsolescence des programmes de formation encore en vigueur bien qu'étant inadaptés aux emplois effectifs sur le terrain et à la formation d'entrepreneurs agricoles et ruraux ;
- L'inexistence de relation formelle entre les trois niveaux de formations : niveau de base, moyen et supérieur ;
- Le manque de suivi et de coordination des structures publiques, privés ou associatives qui apportent des soutiens variés au développement de l'enseignement et de la formation agricole et rurale ;

⁵¹ République du Cameroun : MINADER, réformes du système d'enseignement et de formation agricole et rurale et mise sur pieds de quelques stratégies.

- L'absence d'un plan cohérent de développement du système d'enseignement et de formation agricole et rurale, prenant en compte la diversité agro-écologique ;
- La faiblesse des liens entre les structures de formation et leur environnement ;
- L'absence de cadre d'appui à l'insertion des diplômés et formés dans le circuit économique ;
- L'absence d'un texte régissant le statut des formateurs occasionnant un dépôt massif des enseignants vers d'autres secteurs d'activités plus rémunérateurs.

En effet, dans ses efforts de maintien d'une croissance durable et de réduction de la pauvreté, le gouvernement entendait revaloriser le secteur rural pour mieux exploiter les énormes possibilités d'extension de la production agricole et surtout d'amélioration de la productivité des exploitations. L'agriculture demeurera le secteur clé du développement économique et social futur du pays. Pour améliorer sa participation de 32% au PIB, ce secteur avait besoin de se doter d'outils efficaces parmi lesquels un projet d'avenir pour l'enseignement et la formation agricole et rurale, un projet concerté, global, partagé pour tous les partenaires et opérationnel.

2.5- Projet de reconstruction de l'enseignement agricole au Cameroun.

Le projet de reconstruction en cours d'élaboration portait sur les principaux éléments suivants :

2.5.1-Axes stratégiques de la réforme.

Les axes stratégiques de réforme arrêtés sont :

- La professionnalisation, basée sur l'acquisition des compétences adaptées aux conditions réelles de développement de l'agriculture ;
- La formation à l'emploi ;
- La régionalisation en vue de prendre en compte la diversité écologique et socio-économique de l'agriculture camerounaise et de mettre en place des pôles régionaux de formation pluridisciplinaires ;
- La généralisation de la formation continue qui doit concerner l'ensemble des acteurs du développement ;
- La contractualisation de l'Etat et les établissements privés de l'enseignement et de la formation agricole et rurale ;

- Le renforcement de la formation technique de base dans le domaine de l'agriculture en général à travers les programmes d'enseignement agricole dans l'enseignement général et la création des établissements d'enseignement technique agricole.

2.5.2-finalités

Le nouveau système de l'enseignement et de la formation agricole et rurale au Cameroun avait pour principales finalités de contribuer à :

- L'émergence d'une nouvelle race d'entrepreneur rural, véritables professionnels exerçant un métier, aptes à se faire employer ou à s'auto-employer et de servir de courroie d'entraînement de la modernisation du secteur traditionnel ;
- La formation des ressources humaines nécessaires pour assurer le progrès agricole et rural et par conséquent, le développement économique et social du Cameroun ;
- La transformation des structures de formation en véritables pôles et de développement économique et social dans la région d'implantation ;
- La revalorisation du métier d'agriculteur en suscitant l'intérêt surtout des jeunes et des élites pour les professions du secteur rural et en élevant le niveau technique et d'organisation des agriculteurs.

2.5.3- cadre institutionnel proposé.

Un cadre institutionnel est proposé suivant un statut, une structuration administrative et des missions bien précises qui permettront de mener à bien l'enseignement agricole au Cameroun.

2.5.3.1-statut, structuration administrative et missions.

Une Agence Nationale de Coordination du Système de l'Enseignement et de Formation Agricole et Rurale (ANCSEFAR) pourrait régir le nouveau système.

Les structures d'enseignement et de formation agricole et rurale en deçà de bac+2 devraient être rattachées à cette Agence comme structures opérationnelles, soit au total : 142 structures potentielles. Les missions de formations antérieurement dévolues aux divers ministères techniques seront transférés à l'ANCSEFAR pour en faire un tout plus homogène, mieux intégré et plus systémique.

2.5.3.2- les outils de gestion et d'évaluation du système.

Le système devrait être doté d'outils de gestion et d'évaluation aussi bien au plan national que régional. La concertation associera l'Etat, les représentants des professionnels du secteur rural, les représentants des organisations fédératives regroupant les établissements privés agricoles, les personnels, formateurs et apprenants.

Comme outils de gestion et d'évaluation du système, il y'a eu à cette période,

❖ Outils de concertation

Comme outil de concertation, le système a été doté d'un Conseil National de l'Enseignement et de la Formation Agricole et Rurale (CNEFAR) et une Commission Professionnelle Consultative (CPC).

❖ Les instruments de pilotage

Le pilotage national du système s'est fait à travers : un schéma national prévisionnel de l'enseignement et de la formation agricole et rurale et des schémas régionaux prévisionnels de l'enseignement et de la formation agricole et rurale.

❖ Les outils d'évaluation

L'évaluation interne s'est faite à partir du bilan annuel et des rapports de l'inspection.

L'évaluation externe quant à elle s'est faite par l'Observatoire National de l'Enseignement et de la Formation Agricole et Rurale.

Le système préconisé doit être compris comme un appendice de l'éducation mais gérer pour le compte de l'Etat par une organisation parapublique ayant pour tutelle une administration publique du secteur rural en l'occurrence et pour l'instant, le ministère de l'Agriculture. Ceci tient de l'impératif de cohésion et de l'intégration optimale des composantes qui étaient éparpillées du système.

L'Etat continuera à travers l'Observatoire National et l'Agence Nationale de Coordination du Système d'Etablissement et de Formation Agricole et Rurale à :

- Préserver l'intérêt commun et l'équité ;
- Veiller sur la réglementation des services, les résultats et le contrôle de qualité ;
- Participer au financement du système.

Cependant, certaines mesures d'accompagnements devront être nécessaires.

2.5.3.3-Mesures d'accompagnement nécessaires.

Le nouveau système devrait s'appuyer sur une bonne stratégie d'insertion des apprenants, plus de dynamisme et l'agressivité sur le plan managérial de la part des responsables et des infrastructures et équipements appropriés.

2.5.3.4- programme d'accompagnement.

Un projet de mise en œuvre d'une durée d'un an et en cinq phases a été élaboré et les estimations préliminaires situent son coût à près de 5 millions FF.

Un programme de renforcement des capacités constitué de trois projets de formation et recyclage a été élaboré pour :

- 12 responsables des fermes et établissements de formation agricole,
- 60 responsables et formateurs de niveau moyen en ingénierie des dispositifs de formation et en ingénierie pédagogique,
- 40 responsables des centres de formation de niveau de base en ingénierie des dispositifs de formation et en ingénierie pédagogique.

Après avoir pensé à une reconstruction de l'enseignement agricole au Cameroun, les instituts agropastoraux se sont fixé des objectifs auxquels ils ont décidé de faire face pendant leur fonctionnement.

3- LES INSTITUTS AGROPASTORAUX FACE A DE DIVERS OBJECTIFS.

La création des instituts agropastoraux au Cameroun, part d'une idée, celle de moderniser l'agriculture, en valorisant des techniques agricoles qui se veulent modernes et capables de relever le secteur agropastoral à travers la grande production agricole qui assurerait la sécurité alimentaire dans le pays.

3.1- Vers une modernisation de l'agriculture au Cameroun par quelques auteurs.

La question sur la modernisation de l'agriculture au Cameroun n'a pas laissé certains auteurs indifférents, les auteurs tels que : SHANTAYANAN DEVARAJAN, ERTHEARD et ELA se sont prononcés sur cette question.

3.1.1- Selon SHANTAYANAN DEVARAJAN.

En mission au Cameroun le 27 juin 2012 , SHANTAYANAN DEVARAJAN⁵² a indiqué trois voies pour parvenir à la réalisation de « l'agriculture de deuxième génération » telle que impulsée par le chef de l'Etat : la mécanisation, l'amélioration du réseau d'infrastructure de communication (routes, pistes, ponts). Desservant les bassins de productions et l'augmentation du niveau d'éducation et de santé des paysans⁵³ .

Ce point de vu rejoint celui d'un autre économiste :T.MAMA⁵⁴, qui estime que pour moderniser l'agriculture camerounaise, l'objectif de la Stratégie de Développement du Secteur Agricole doit consister à passer d'un secteur agricole traditionnel archaïque à une agriculture industrielle moderne. Il dit à cet effet « *la modernisation de l'agriculture traduirait sa contribution à la modernisation de l'économie camerounaise*⁵⁵ ».Il suggère alors entre autres : de créer une banque agricole, de valoriser les ingénieurs agronomes et autres techniques d'agriculture, de promouvoir la mécanisation dans l'agriculture.

3.1.2- Selon ERTHEARD.

Cependant, pour ERTHEARD avec le financement tout comme la mécanisation, le pays n'est toujours qu'au facteur capital, il faudrait associer le facteur marché, et le facteur terre dans cette modernisation. Le facteur le plus important étant selon lui, la terre. De manière générale, la modernisation de l'agriculture ne pourra pas faire l'économie d'une modernisation du rapport à la terre.

De la même façon que les paysans doivent s'ouvrir à des pratiques culturelles plus rationnelles, avec la formation technique et les investissements que cela suppose ; de la même qu'ils doivent s'ouvrir au marché ; ils devront s'habituer à considérer la terre avant tout comme un facteur de production, comptabilisé dans les comptes d'exploitation. Le chemin de l'entreprenariat rural passe nécessairement par-là.

En effet, la réflexion d'ETHEARD porte plus sur le rôle que joue le marché découlement et la terre dans la modernisation de l'agriculture, que la nature de l'investissement destinée à ladite modernisation. Par ailleurs, la terre, le facteur capital et le

⁵² Economiste en chef pour la région Afrique de la banque Mondiale.

⁵³ Cameroun tribune n°10124/6325 du jeudi 28 juin2012, p.2.

⁵⁴Pr. TOUNA MAMA, est un agrégé d'économie et conseiller spécial n°1 du premier ministre du Cameroun (2010), auteur de Cameroun : crise financière mondiale : le secteur rural n'est pas à l'abri.

⁵⁵ TOUNA MAMA, 2011, p.23.

paysan forme un système, qui selon MENDRAS possède une « loi », laquelle commandera le choix de toute innovation. Selon MENDRAS, tant que l'innovation technique, s'insèrera dans un système, c'est la loi de ce système qui commande le choix de l'innovation. En revanche, le jour où la production agricole tout entière s'intègre dans un cycle de production agro-alimentaire, toute la société paysanne est désintégrée : c'est véritablement la fin des paysans⁵⁶.

3.1.3- Selon ELA.

Pour J.M.ELA, il faut joindre l'utile à l'agréable en faisant du surplus agricole un « enjeu politique ». L'auteur pense que pour que le pas vers la modernisation de l'agriculture soit décisif, la mécanisation est indispensable dans les milieux où les outils de travail n'ont pas changé de plus en des dizaines d'années. Car les jeunes paysans qui veulent rester à la terre et qui aspirent à devenir agriculteurs ne veulent plus travailler avec la houe, pense l'auteur. Si l'élévation des prix stimule le développement agricole, les infrastructures de communication quant à elles facilitent l'évacuation des produits, et stimulent les familles paysannes⁵⁷.

Parlant du rôle de la technologie, le sociologue trouve que l'ingénieur agronome a sa place parmi les paysans où il est appelé à se salir les mains pour jouer un rôle efficace dans la révolution agricole qui s'impose à l'Afrique (ELA, 1990, P.62). Cependant, l'auteur estime que l'argent et la technologie ne sont pas suffisants, il faut en plus un environnement « socio-politique » harmonieux dans les milieux de production agricole. Dans le sens contraire, si les discours politiques délaissent le « clivage idéologique » au service des intérêts « modernistes » des couches détentrices de pouvoir, alors, il est utile de mettre en évidence l'incapacité de l'Etat à réaliser les objectifs qu'il assigne à partir des structures politiques qui excluent toute forme de démocratie locale (ELA,1990,P.63).

Ainsi, on observe que le sociologue n'a pas la même perception de la modernisation de l'agriculture que les économistes. Ce dernier semble moins réaliste, il ne situe pas la

⁵⁶ H. MENDRAS, la fin des paysans, 1967, P.185. Ouvrage qui marque un aboutissement dans la construction du corpus de la sociologie rurale. Ce corpus associe en effet une analyse de l'existence et des spécificités d'un monde rural distinct de la « société englobante » et une analyse du changement social dans les campagnes.

⁵⁷ ELA j.-M., quand l'Etat pénètre en brousse ...les ripostes paysannes à la crise. Paris, Karthala, 1990, P.62.

problématique de cette modernisation au cœur des réalités sociales. Puisqu'on ne « change pas la société par décret », on peut être certain de s'attendre à une modernisation de l'agriculture par la simple mécanisation entraînant nécessairement un changement, celui du monde paysan ; il ne faut pas perdre de vue d'une part, que dans tout système selon CROZIER, existent des manœuvres au service des intérêts propres des acteurs⁵⁸. D'autre part, il faut tenir compte de l'inadéquation entre le système de programmation de l'économique et du socio- économique qui fonde la problématique des problèmes de population et développement identifiées à la fois comme causes et conséquences de la pauvreté qui sévit sur le continent africain (NJECK , 2012).

Après leur création, les instituts agropastoraux ont chacun une vision et un mode de fonctionnement bien précis.

3.2- vision de quelques instituts agropastoraux à l'heure de « l'Agriculture de Seconde Génération ».

Dans le cadre de cette étude, nous présenterons l'année de création, les objectifs, les domaines d'enseignements, les infrastructures des instituts agropastoraux suivants : Institut Supérieur des Sciences de la Santé de l'Université des Montagnes de Bagangté, l'Université Agricole de Management des Métiers de la Production(IUAMMP),Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB), Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa (ISTAO) et Institut Universitaire des Sciences et Techniques de Yaoundé (IUSTY).

3.2.1- Institut Supérieur des Sciences de la Santé de l'Université des Montagnes de Bagangté.

UDM de Bagangté a été créé en 2000.c'est une institution universitaire privée, avec 1757 étudiants en 2011⁵⁹.

Le Cameroun dispose de grandes forêts et d'un fort potentiel agricole encore faiblement exploité. L'agriculture n'occupe que 24% des terres cultivables du pays et représente donc un métier d'avenir au Cameroun. Le développement de l'agriculture camerounaise passe par son intensification et son industrialisation. Ce qui impose donc une augmentation de la production agropastorale et agro- foresterie, des rendements et des

⁵⁸M.crozier, l'acteur et le système, en collaboration avec Erhard Friedberg, paris, le Seuil, 1977. Il est Fondateur de l'Ecole française de sociologie des organisations et de l'analyse strategique1977.

⁵⁹ Site web, WWW;udesmontagnes.org.

surfaces agricoles, tout en préservant l'environnement et les forêts, et ceci dans un monde où le climat change continuellement. Il est donc urgent de former des diplômés capables de répondre à ses besoins et exigences. C'est pourquoi cette formation qu'offre l'UDM vise plusieurs objectifs.

❖ **Objectifs**

Il s'agit pour l'UDM de :

- Générer des diplômés capables d'encadrer les producteurs, ou de s'installer comme producteurs pour contribuer à la sécurité et l'autosuffisance alimentaire du pays et même de la sous-région ;
- Former des techniciens de haut niveau compétents à accompagner les opérateurs économiques du secteur agricole et ainsi soutenir l'implémentation de l'Agriculture de Seconde Génération au Cameroun ;
- Encadrer le monde rural et l'accompagner vers le développement d'une agriculture plus rentable et plus durable.

❖ **Cursus de formation**

L'UDM a un cursus de cinq ans sanctionnées par un diplôme d'ingénieur de travaux (agro-sylvo-pastoral) /Master II professionnel. Les études sont organisées en deux cycles :

Le premier cycle : les niveaux 1,2 et 3 comportent des enseignements de base dont l'objectif est de permettre à l'étudiant d'acquérir l'ensemble des connaissances fondamentales et théoriques indispensables à l'exercice de la profession ;

Le deuxième cycle : niveaux 4 et 5, complète le cursus par une formation optionnelle qui permet à l'étudiant d'approfondir ses connaissances dans les disciplines de son choix, dont les productions végétales, les productions animales ou l'agroforesterie.

❖ **Métiers**

Les métiers sont nombreux et se retrouvent non seulement dans l'industrie de productions animales et végétales, la foresterie, mais aussi dans les organisations internationales et les structures gouvernementales ou non.

- Productions végétales : producteur ou encadreur : caféiculteur, cacaoculteur, cotonculteur, horticulteur, riziculteur, céréaliculteur, oléiculteur, sylviculteur, etc. Phytopathologiste, gestionnaire d'exploitation agricoles industrielles, spécialiste de conception, mise en place et suivi- évaluation des projets agricoles, etc.
- Productions animales : producteur ou encadreur : Eleveur (bœufs, moutons, chèvres, cochons, volaille, abeilles, poissons, etc.), zootechnicien, Spécialiste de conception, mise en place et suivi- évaluation des projets d'élevage, gestionnaire des industries animales, etc.
- Agroforesterie : administrateur de forêt, coordinateur d'exploitation des produits forestiers ligneux et non ligneux, gestionnaire des forêts et parcs naturels, etc.
- Organisations internationales et ONG : consultant, chargé d'études, chef de projets d'appui aux exploitations agricoles, gestionnaires de projets forestiers, etc.
- Structures gouvernementales : Technicien Supérieur et cadre du MINADER, chercheur de l'IRAD, Enseignement / chercheur des institutions de l'enseignement supérieur, etc.

3.2.2-L'Université Agricole de Management des Métiers de la Production(IUAMMP)

❖ Objectifs

Identifier les niches d'insertion socioéconomique pour les étudiants, contribuer à la résolution des problèmes de société et de l'économie nationale. Ce sont les principaux arguments de la raison d'être de l'Université Agricole de Management des Métiers de la Production. Chaque filière autorisée a fait l'objet d'une étude minutieuse par les experts.

Une urgence s'impose, améliorer le cadre et la qualité de la vie. Ici il faut penser et concevoir l'environnement qui assure l'épanouissement des habitants. L'homme doit être en harmonie avec son environnement de vie pour produire mieux et de façon durable.

❖ Partenariat avec le MINEPIA

Depuis, la création⁶⁰ de l'Institut , l'Université Agricole de Management des Métiers de la production (IUAMMP) en 2013, les hauts responsables du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) ont toujours été invités dans le cadre du déroulement des activités Scientifiques, Technologiques et Industrielles de cette institution . De même, plusieurs étudiants de l'IUAMMP dans le cadre de leur formation comme futurs

⁶⁰ Par TCHAPDIE Edithe, chef de service de la scolarité de l'IUAMMP

professionnels de la production animale, ont été encadrés par les responsables du MINEPIA dans la réalisation de leurs stages académiques et professionnels.

Afin de donner un coup accélérateur à la collaboration, l'IUAMMP a saisi le Ministre de l'Élevage, des Pêches et des industries animales Dr TAIGA par correspondance n°0242/L/IUAMMP/SG/BCBC/20 du 14 janvier 2020 pour la mise en place d'un cadre formel de collaboration. Sur hautes instructions du chef de département, une séance de travail regroupant les responsables de la cellule de formation et ceux de l'IUAMMP s'est tenue sur de hautes instructions du chef de département, une séance de travail regroupant les responsables de la cellule de formation et ceux de l'IUAMMP s'est tenue le mardi 26 février 2020.

❖ **De la théorie à la pratique**

L'IUAMMP ⁶¹au cours des sept dernières années a mis un accent sur la maîtrise des fiches et des itinéraires techniques de production à travers le Programme Intégré de Développement des Technologies Appliquées pour la Compétitivité des Systèmes de Production (PIDTAC-SP). Plusieurs fiches et itinéraires ont été améliorées notamment la culture du blé, de la banane plantain, de la spiruline, ainsi que les techniques d'agriculture urbaine en zone d'habitation.

Le dispositif se met en place graduellement avec des objectifs clairs de production de 8000 plants de banane plantains d'ici la fin de l'année 2020. Les plants de Moringha, et de cacao. Le projet sera installé dans l'enceinte du campus IUAMMP à Ngoulmekong, nouvelle route Olembe Stade.

❖ **Produit dans le service de l'agronomie**

L'Université Agricole de Management des Métiers de la Production est constituée de 03 établissements offrant des formations dans les filières ci-dessous. Les diplômes délivrés sont le LMD, BTS et DSEP.

Collège Supérieur Agricole de Management des Métiers de la Production (CSAMMP). Le Cameroun, pays dans la mouvance de l'émergence à l'aube de 2035, à donner à

⁶¹ <http://WWW.IUAMMP.org>, Site visité le 03/08/20 à 20h 32min.

l'agriculture une place de choix qui nécessite des formations de qualité et en quantité pour répondre au besoin de l'émergence.

Ce collège offre aux étudiants des formations dans les filières suivantes :

- Génie Agricole ;
- Agrobusiness ;
- Génie Pastoral ;
- Génie Agroalimentaire ;
- Génie et Economie Rurale ;
- Sciences Environnementales.

Les filières du CSAMMP, conduisent aux diplômés du cycle Licences, Masters, Doctorat (LMD).

3.2.3-Ecole pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB) .

Située à 34 kilomètres de Yaoundé, l'Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela a été créée en 1962 par le Fonds Européen de Développement (FED). C'est une école de formation théorique et pratique en agriculture et élevage. Du fait de la crise économique, elle a connu un quasi abandon. C'est en 2006, que l'Etat a entrepris relancer les activités de l'EPAB⁶², par une réhabilitation progressive des infrastructures et une allocation des ressources de fonctionnement.

En février 2012, l'institution comptait former 600 jeunes aux techniques d'élevage en vue d'approvisionner les marchés de Yaoundé et ses environs en viande de poulet et de porc.

Suite à l'appui du MINADER, l'EPAB compte être la technopole agro-alimentaire de la sous-région en gestation. A cet effet, les dettes sous lesquelles croupissait l'institution sont épongées peu à peu. Par le biais de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF) qui assure la présidence de son conseil de gestion, la coopération internationale s'est déployée. L'institution a vu ainsi, en quelques mois, des délégations étrangères (Tunisie, Israël et Brésil) venir s'acquérir du type d'aide à apporter à

⁶² Historique de la renaissance de l'EPAB

l'EPAB. La confiance des bailleurs de fonds est ainsi revenue et l'école a repris la formation dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de pêche.⁶³

3.2.4-Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa (ISTAO)

❖ Contexte de création

Le projet de création de l'ISTAO s'inscrit dans un contexte où le gouvernement camerounais évolue résolument vers une agriculture moderne et encourage les initiatives locales et privées dans le domaine de la formation agricole, appuyées en cela par les collectivités locales qui les soutiennent au titre du développement économique local (mise à disposition de terrain par les communautés locales).

❖ Objectifs

Créée en 2013, l'ISTAO a pour objectif de former de jeunes techniciens opérationnels de niveau BTS (Brevet de Technicien Supérieur) répondant ainsi aux ambitions nationales de promotion d'une agriculture moderne. Il a pour également pour objectif de former des jeunes opérationnels (niveau BTS) avec des compétences techniques et des capacités d'analyse. Il s'agit de créer un échelon intermédiaire entre ingénieurs formé par la FASA et les techniciens formés par les établissements techniques agricoles.

❖ Infrastructures disponibles

L'ISTAO dispose de 16 salles de classes et de 4 ateliers équipés en mobilier (tables bancs,). Une petite ferme est prévue pour élever des porcs et des poulets. L'école possède également 200 ha de terrain encore en friche qu'il est prévu d'exploiter.

3.2.5-Institut Universitaire des Sciences et Techniques de Yaoundé (IUSTY)

J'ai observé que de nombreux instituts privés d'enseignement supérieur se sont créés, mais en même temps, l'on constate une grande inadéquation entre les formations dispensées et les besoins réels des entreprises et autres administrations publiques et privées⁶⁴.

⁶³ Ces informations sur la renaissance de l'EPAB ont été recueillies dans le site www.investir.aucameroun.com, visité le 06/08/20 à 15h47.

⁶⁴ Propos du Dr. Xavier ZINGUI MESSOMO, Promoteur, président Directeur General de l'IUSTY, qui présentait de manière global ses motivations et objectifs dans la création de son institut.

D'une part et une insuffisance des infrastructures de pointe pour accompagner les enseignements d'autre part.

L'IUSTY a été créé en juillet 2015 à la suite de l'ONG ASSEJA (Association Enfants Jeunes et Avenir), ONG œuvrant pour la cause humanitaire. Le promoteur, le président directeur Général Dr. Xavier ZINGUI MESSOMO, met sur pied IUSTY pour ainsi poursuivre son œuvre de formation de la jeunesse.

Rien de surprenant donc, de voir que l'IUSTY propose de nombreuses filières d'enseignement aux jeunes dans des secteurs aussi variés et donc le secteur qui nous intéresse dans cette étude est la production (agriculture, élevage, agroalimentaire).

❖ **Objectifs**

La formation dispensée à l'IUSTY trouve son socle dans la loi d'orientation de l'Enseignement Supérieur au Cameroun.

Il s'agit pour l'IUSTY d'accroître durant deux ans, le niveau des connaissances des bacheliers dans différents champs disciplinaires, de manière à faire d'eux des Techniciens Supérieurs capables d'impulser le développement socio- économique du Cameroun. L'IUSTY offre la possibilité aux étudiants de poursuivre leurs cursus universitaire dans les cycles de licence, master, doctorat⁶⁵.

❖ **Offre de formation**

La formation au sein de l'IUSTY se veut la plus complète possible. En BTS, les deux années sont décomposées en quatre semestres, chacun représentant 30 crédits. Le fonctionnement en classe préparatoire semi-intégrée se fait à l'aide de différentes école partenaires en France. Le choix de ces partenaires est conditionné par notre volonté d'offrir des formations diverses à l'issue du parcours des étudiants à l'IUSTY. Ces écoles partenaires proposent une ou plusieurs des spécialités préparées à l'IUSTY : informatique, électronique, Agronomie, Communication, santé, génie industriel, mécanique ...

En définitive, la création des instituts agropastoraux au Cameroun part d'un contexte sociohistorique qui fait ressortir un désir pour le Cameroun à sortir de la situation de l'insécurité alimentaire. Ce désir à l'autosuffisance alimentaire va amener le pays à mettre en

⁶⁵ Information prise sur le site de l'IUSTY. info@iusty.net/uni.iusty@yahoo.fr

œuvre plusieurs politiques agricoles, même si en grande partie il a été remarqué à travers des résultats que, la majorité de ces politiques agricoles n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés au départ pour assurer la sécurité alimentaire dans le pays. C'est dans ce même contexte qu'a été créée la première école d'agriculture dans les années 1960, qui était l'Ecole nationale camerounaise d'agriculture (ENCA) qui deviendra plus tard l'actuel FASA (Faculté d'Agronomie et des sciences agricoles). D'autres écoles d'agricultures seront créées à la suite de la FASA dans l'objectif d'enseigner et de former de manière pratique de nouvelles manières de pratiquer l'agriculture de tel enseigne que le pays soit dans la quiétude en ce concerne son alimentation.

Une fois ces instituts agropastoraux créés, il a été important de connaître les différents objectifs à atteindre par ces instituts notamment l' Institut Supérieur des Sciences de la Santé de l'Université des Montagnes de Bagangté, l'Université Agricole de Management des Métiers de la Production(IUAMMP),Ecole pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB), l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala (ISAGO), l'Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa (ISTAO) et l'Institut Universitaire des Sciences et Techniques de Yaoundé (IUSTY).

Après s'être fixé des objectifs, qu'en est-il des instituts agropastoraux face au défi du développement agropastoral dans les localités de Yamoussoukro, de Lomé et de Katibougou des pays de l'Afrique de l'Ouest ? Quel est l'état de lieu de l'agriculture dans ces localités ? Qu'en est-il de leur production agricole et comment comprendre la réticence de certains producteurs locaux face aux pratiques agricoles valorisées dans ces instituts agropastoraux ? Les réponses à ces questions feront l'ossature du prochain chapitre.



**CHAPITRE II : LES INSTITUTS
AGROPASTORAUX FACE AU DEFI DU
DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL EN
AFRIQUE**

La création des instituts chargées d'enseigner les nouvelles techniques agricoles aux producteurs locaux est une préoccupation générale des producteurs, commerçants et consommateurs de l'Afrique subsaharienne. C'est pourquoi nous avons pensé que pour rendre ce travail plus compréhensible, nous devons étudier la relation entre l'existence de ces instituts agropastoraux et le développement agropastoral local, en prenant le cas de quelques grandes écoles de formation en agronomie en Afrique subsaharienne.

En Côte d'Ivoire, nous avons opté pour l'Ecole Supérieure d'Agronomie de Yamoussoukro, au Togo, le choix s'est porté sur l'Ecole Supérieure de l'Université de Lomé et du Développement Agricole et au Mali, nous avons opté pour l'Institut Polytechnique Rural de Formation Appliquée de Katibougou. Nous n'avons pas insisté sur les pays de la sous-région de l'Afrique centrale parce que les étudiants de ces pays⁶⁶ par souci de rigueur dans la formation qu'ils souhaitent recevoir, préfèrent majoritairement se former à la FASA ou encore dans les autres instituts agropastoraux sous tutelles FASA tels que l'ISAGO, la FASA de Bafia, Ebolowa etc.

1- L'ECOLE SUPERIEURE D'AGRONOMIE DE YAMO USSOUKRO ET DEVELOPPEMENT LOCAL.

1.1-Brève présentation de L'ESA.

L'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de Yamoussoukro est selon les statistiques que nous a fourni le site web de l'école, l'une des six grandes écoles de l'institut Felix Houphouët –Boigny . Cette école voit le jour en 1996, elle est le fruit de la fusion de deux grandes écoles de formation en agronomie, L'ENSA (Ecole Nationale d'Agronomie) et l'Institut Agricole de Bouake (IAB). L'ESA est l'une des écoles de la sous-région ouest africaine consacrée à la formation et la recherche en sciences agronomiques. Elle forme des ingénieurs dans le domaine des sciences du vivant⁶⁷, aptes à appréhender l'ensemble des facteurs scientifiques, techniques, socioéconomiques, humains et culturels capables de prendre des décisions dans un environnement changeant. Cette école a davantage été créé dans cette localité pour former et permettre aux entrepreneurs agropastoraux, les producteurs

⁶⁶ Les statistiques de 2018 des étudiants étrangers inscrits à la FASA présente 11% de la totalité des étudiants inscrits de la dite année et cet effectif a pu augmenter avec le temps.

⁶⁷ Informations recueillies sur le site de l'ESA, www.inphb.ci, consulté le 05 /09/2021 à 18h30 min.

d'améliorer leurs pratiques agricoles. Afin d'assurer une sécurité alimentaire et limiter les importations alimentaires ⁶⁸ dans cette localité et dans le but d'améliorer les pratiques culturales.

1.2- l'état de lieu de l'agriculture dans la localité de Yamoussoukro

Le regard que nous portons sur l'agriculture dans la localité de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire revient de voir si les pratiques agricoles des producteurs locaux se sont améliorées avec la présence de l'ESA dans cette localité.

Il est vrai que l'agriculture marchande s'est largement répandue en Côte d'Ivoire⁶⁹ (café, cacao, coton), mais d'autres spéculations telles que l'ananas, banane poyo, palmiers ont été développées et ajoutées à celles qui existaient déjà (les cultures vivrières)⁷⁰. Toutes ces différentes spéculations ne peuvent être bénéfiques à la population locale que si elles sont produites en quantité, permettant ainsi d'assurer au moins la sécurité alimentaire des locaux. Et pour cela, il faut de ce fait des producteurs capables d'adopter les différentes techniques de production agricoles dites modernes que l'ESA enseigne et promeut. Voilà pourquoi nous allons essayer de comprendre la prédominance des pratiques agricoles traditionnelles dans cette localité.

1.3- production agricole à Yamoussoukro

La production agricole dans la localité de Yamoussoukro est faible⁷¹, ceci parce que les techniques culturales ou pratiques agricoles restent extensives et sommaires. Les différentes manières de pratiquer l'agriculture dans cette localité malgré la présence de l'ESA restent manuelles. Les instruments de travail sont peu nombreux et rudimentaires. On observe encore l'usage unique des outils tels que la machette et daba chez la plupart des producteurs locaux, leur permettant d'effectuer la majorité des tâches champêtres.

⁶⁸ Le flux d'importations alimentaires s'élevait en 2006 à près de 70%, selon le ministère de l'agriculture en Côte d'Ivoire, www.mina.ci.

⁶⁹ Article de Jean-Louis Chaleard, *Risque et agriculture de plantation*, p.475. Il essaie de présenter de manière brève l'état de l'agriculture vivrière et familiale dans certaines localités de la Côte d'Ivoire, en insistant sur les problèmes qu'elle rencontre et leurs solutions.

⁷⁰ République de Côte d'Ivoire, ministère de l'agriculture. Rapports annuels statistiques de la Direction des statistiques rurales et enquêtes agricoles.

⁷¹ Ce constat est fait à partir des données fournies par le site du ministère chargé de l'agriculture en Côte d'Ivoire, en effet, les récoltes de café et cacao vont de l'ordre de 200 à 400 kg / ha / année, une production qui semble faible par rapport aux attentes des producteurs locaux et de la demande nationale et internationale.

L'agriculture essentiellement manuelle contribue également à faire chuter la production agropastorale locale⁷². La maladie du producteur ou l'un de ses proches au moment des semis peut faire en sorte qu'il ne puisse pas produire, si cela arrive en période de récolte, le producteur se verra dans l'obligation de laisser pourrir la récolte, qui est aussi parfois dues à la diminution du nombre de main d'ouvres. Rappelons que la disponibilité en main d'ouvre influe particulièrement sur la production du cacao, café ou coton et surtout parce que la récolte exige plus de travail et un nettoyage préalable de la parcelle où la récolte doit être faite. Mais étant donné que l'agriculture dans cette localité n'est pas mécanisée, la conséquence directe est visible sur le rendement.

Pour ce qui est de l'entretien des cultures, elle reste limitée. Une fois la plantation entrée en production, les producteurs de Yamoussoukro se contentent d'un ou de deux nettoyages semestriels ou annuels, pourtant l'ESA propose des nouvelles techniques agricoles plus efficaces permettant d'améliorer la production des producteurs locaux et des formées de cette école d'agronomie.

1.3.1- Réticence des producteurs de Yamoussoukro aux nouvelles techniques agricoles de l'ESA.

Le producteur est capable d'augmenter ses rendements et ses revenus en intensifiant ses techniques culturales. Grâce à l'utilisation des plants sélectionnés, d'engrais, de traitements phytosanitaires, le producteur peut attendre des rendements bien meilleurs que lorsqu'il utilise des techniques culturales dites traditionnelles. Mais au regard des risques que peut présenter l'agriculture intensive, plusieurs producteurs locaux sont réticents et préfèrent ne pas courir de risque.

En effet, pour une agriculture intensive, le producteur doit engager des sommes importantes, avant sa récolte. Chose pas évidente pour un producteur relativement pauvre qui pratique une agriculture de subsistance. Ne maitrisant donc pas les nouvelles techniques culturales, il ne pourra pas diminuer les variations de production à travers un suivi précis. A la différence du producteur occidentale qui voit son espace foncier limité et que la seule manière d'augmenter ses revenus est d'intensifier sa production, le producteur africain

⁷² République de côte d'ivoire, ministère de l'agriculture : étude socio-économique, vol .3 et 4 ed paris, 268 p et 157 p.

autochtone, même s'il en est qu'un usufruitier⁷³ dispose encore de l'espace à cultiver et à défricher. C'est de cette manière que le producteur autochtone fonde la croissance de ses revenus sur une extension de ses superficies cultivées, même s'il faut relever que le phénomène d'accaparement des terres a considérablement diminué les espaces de terres cultivables dans certaines localités.

Lorsqu'on prend par exemple le cas de la culture bananière⁷⁴, qui demande en moyenne 250 000 FCFA / ha seulement pour les engrais et l'amendement⁷⁵, on peut comprendre davantage les raisons qui permettent de comprendre la réticence des producteurs locaux qui, possèdent dans leur localité un ou des instituts agropastoraux. De même, il faut un système de rémunération de la main d'œuvre, qui exige parfois la paye avant la récolte. La culture bananière étant exigeante, nécessite beaucoup de soins de travail tout au long de sa conduite. Cette conduite rigoureuse qui influe sur la quantité et la qualité de la récolte est souvent négligée par le petit producteur local dont les connaissances techniques ne lui permettent pas toujours d'assurer convenablement à ce genre d'opération (il s'agit de l'œilletonnage par exemple qui consiste à tailler la plante pour ne lui laisser qu'une ramification, celle où le bourgeon est le plus rigoureux).

Le sous-secteur des cultures vivrières occupe près de 85% de la population active de Yamoussoukro⁷⁶ et cultivées essentiellement par les petits agriculteurs, avec des rendements très faibles⁷⁷. L'intensification est pratiquement absente et le système de production demeure essentiellement traditionnel. Malgré son dynamisme et son importance dans la création des richesses pour les petits producteurs, la contribution du sous-secteur des cultures vivrières à Yamoussoukro reste sous-évaluée et mal connue.

Le système extensif adopté par les producteurs de Yamoussoukro n'autorise que les revenus relativement faible au regard des rendements peu élevés et des prix bas payé au producteur⁷⁸. Il est généralement certain que la majorité des producteurs locaux prennent le

⁷³ Un usufruitier est un individu qui exerce une activité de la terre sur un espace bien précis sans en être propriétaire, ce qui signifie qu'à tout moment le véritable propriétaire ou l'Etat peut arriver et le déplacer de cet espace.

⁷⁴ République de Côte d'Ivoire, ministère de l'Agriculture, les exploitations de banane de Côte d'Ivoire, 47p., multigr.

⁷⁵ Extrait de l'article de Jean-Louis Chaleard, sur les risques et agriculture de plantation dans la localité de Yamoussoukro et Abogville .p.480.

⁷⁶ République de Côte d'Ivoire, ministère de l'Agriculture, statistiques des exploitations agricoles dans le sous-secteur des cultures vivrières, 47p., multigr.

⁷⁷ La production nationale ne couvre que 50% des besoins de consommation.

⁷⁸ Dans la localité d'Abogville par exemple, le producteur recevait autour de 100 000 FCFA / ha productif.

plaisir à adopter les anciennes pratiques agricoles qu'ils trouvent moins risquées et faciles. Sauf que ce système suppose l'existence des forêts et des parcelles à défricher pour assurer le renouvellement des parcelles de vivrier, et l'extension des plantations, c'est à dire d'un espace foncier non saturé. C'est par exemple le cas de la localité de Gboto où les forêts sont encore abondantes et où, au rythme des défrichements actuels, la saturation totale ne pourra intervenir que dans une quinzaine d'années. En revanche, dans la localité d'Adomonkro en Côte d'Ivoire, village un peu plus peuplé, le système touche à sa fin : la plupart des planteurs ne dispose plus de forêts à défricher.

Cependant, certaines localités telles que Abogville, Adomonko n'ont plus suffisamment d'espaces et forêts à défricher, or, replanter sur des anciennes exploitations cacaoyères ou caféières semble délicat car les sols sont appauvris par 40 voire 50 années de cultures arbustives.

Pourtant l'ESA de Yamoussoukro recommande par exemple de souvent enrichir le sol grâce aux techniques de fertilisation, d'apport en engrais et compost, c'est à dire en quelque sorte de l'intensifier. Mais les producteurs restent majoritairement réticents face à ces différentes nouvelles techniques et préfèrent mettre en pratiques les anciennes qui leur semble d'ailleurs très faciles et moins coûteuses. Mais la réalité est que leurs rendements restent considérablement faibles par rapport à la demande locale, surtout pour ce qui est des produits vivriers facilement consommables que des produits de rente qui nécessitent d'abord des contrôles et leur transformation.

Après avoir présenté le cas de L'ESA et le développement de la localité de Yamoussouko, nous intéressons maintenant au cas de L'ESA de Lomé et de son développement agropastoral.

2- ECOLE SUPERIEURE D'AGRONOMIE DE L'UNIVERSITE DE LOME ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE A LOME.

2.1-Présentation de L'ESA de LOME

Le secteur de l'enseignement supérieur joue un rôle important dans la recherche agricole togolaise⁷⁹. En 2001, l'Ecole Supérieure d'Agronomie de l'Université de Lomé

⁷⁹Document sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles au TOGO par Gert-Jan Stads et Kossi Adomefa.

(ESA) sera créée. Elle axe ses recherches entre autres sur les cultures, l'élevage, l'économie et la sociologie rurale ainsi que le machinisme agricole et le génie rural. Elle exerce ses activités dans les stations agricoles tels que l'ITRA et possède également ses propres exploitations agro pédagogiques situées dans chacune des zones agro écologiques. Cette école a pour objectif de renforcer les capacités techniques des producteurs locaux et de leur permettre d'améliorer leurs différentes techniques agricoles afin d'augmenter leurs productions agricoles qui pourrait assurer leur alimentation et leurs revenus.

2.1.1- Formations de l'ESA

L'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Université de Lomé, offre les formations suivantes :

- Licence professionnelle Sciences Agronomiques (SA), Mention : agroéconomie, spécialité socio économie rurale ;
- Licence professionnelle Sciences Agronomiques (SA), mention : Phytotechnie Générale ;
- Licence professionnelle Sciences Animales et Vétérinaires, spécialité zootechnie.

2.1.2- Débouchés

Après la formation à l'ESA de l'université de Lomé, les ingénieurs sont prêts à exercer un métier et mettre en pratique les connaissances reçues pendant leurs formations en agronomie⁸⁰. Ils sont aptes à faire dans le domaine de :

- Gestion des exploitations agricoles et de commercialisation des denrées alimentaires ;
- Services d'encadrement des organisations paysannes de producteurs ;
- Organisations non gouvernementales et bureaux d'études ;
- Projets de développement agricole ;
- Structures de recherche agricole publique et privée ;
- Structure de planification agricole ;
- Production agricole et commercialisation de denrées alimentaires ;
- Services d'encadrement des organisations paysannes de producteurs ;

⁸⁰<http://www.tg.refer.org/togo-ct/edu/sup/esa/esa.htm>. Consulté le 24 aout 2021 à 16h 24 minutes.

- Organisations internationales et des projets multilatéraux ayant en charge les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation ;
- Recherche et l'enseignement supérieur.

2.2- pratiques agricoles dans la localité de Lomé

Pour mieux comprendre la réticence des producteurs locaux face aux nouvelles pratiques agricoles valorisées par l'ESA de l'université de Lomé, nous avons pris l'exemple de l'application des pesticides sur les plantes par les producteurs. Il agit de voir la distance entre les recommandations des modes d'application des pesticides telles que recommandées par l'ESA et la méthode qu'utilisent les producteurs locaux.

Le but de l'utilisation des pesticides est d'effectuer les traitements phytosanitaires afin de réduire les pertes liées aux ravageurs et assurer un bon rendement. Cependant, les modes d'utilisation et les délais de carence ne sont pas maîtrisés⁸¹.

2.2.1- Le dosage

La plupart des producteurs de la localité de Lomé ne respecte pas le dosage prescrit sur l'emballage des produits phytosanitaires⁸². Parfois il s'agit d'une question de négligence, mais il est vrai qu'il s'agit davantage de faute de moyens financiers. La pauvreté financière chez le petit exploitant ne lui permet pas toujours de respecter les normes de dosages, il adopte donc la stratégie de faire l'économie qui consiste à mesurer une petite quantité de produit et de le mélanger dans une quantité d'eau plus grande que celle recommandée par l'expertise agronomique. Par conséquent le résultat obtenu à la fin est différent que s'il avait respecté les normes de traitement recommandées par l'ESA par exemple.

2.2.2-Mesures de protection lors du traitement phytosanitaire.

L'ESA recommande que toute activité d'épandage de pesticides requière des mesures particulières de protection. Mais, on peut remarquer⁸³ que très peu de producteurs locaux se

⁸¹les producteurs locaux peu formés (soit 14%) n'ont pas une connaissance des doses d'application et des fréquences de traitement. Ils sont peu convaincus des risques directs qu'ils encourent et de ce fait se protègent rarement.

⁸² Jeune Afrique. Atlas du Togo, éditions JA, paris, pp. 15-36.

⁸³On peut le remarquer à travers l'étude sur le taux de protection des producteurs locaux lors de l'épandage des pesticides dans la localité de Lomé par MadjoumaKanda, GbandiDjaneye – Boundjou, Kpékoumawala, kissaoGnandi, komianBatawila, Ambaliousami, koffiakpagana.

protègent lors du traitement des plantes. Très peu possèdent des équipements de protection. Cette attitude peut s'expliquer par le fait que les mesures de protection⁸⁴ et d'hygiène sont souvent négligées par les maraichers. Les principales raisons qui justifient cette négligence à se protéger sont : la gêne de changer de vêtements après l'application , le port d'équipements de protection jugé non indispensable, la gêne occasionnée par le port des équipements de protection , la maîtrise de la direction du vent, la non disponibilité sur le marché des équipements et quand bien même sont disponibles , le coût d'achat est jugé parfois très élevé par le petit exploitant , qui ne pratique qu'une agriculture de subsistance.

La négligence des mesures de protection pendant le traitement peut entraîner plusieurs malaises et maladies (fatigue, maux de tête, irritation de la peau, rhume, troubles respiratoires, maux de ventre, brûlures cutanées, toux, vertige, maux d'yeux, maux cardiaques, fièvre, diarrhée, irritation du nez, nausée, faiblesse sexuelle, gaz ressort par la bouche, irritation de la gorge, irritation des yeux, gorge sèche, langue amère, manque de souffle, trouble digestifs , vomissement).⁸⁵.

En effet, les producteurs locaux, n'ayant pas connaissance des mesures de protection, ou parfois le savent mais préfèrent utiliser les méthodes traditionnelles de traitement des plantes, souvent par fautes de moyens financiers, car certains trouvent que le matériel de protection est cher et certains choisissent librement de ne pas les utiliser tout simplement parce qu'ils n'y trouvent aucun problème.

2.2.3- Gestion des emballages

Après usage des produits phytosanitaires, les emballages sont soit jetés ou brûlés, or, cette forme de recyclage des emballages des produits phytosanitaires est généralement due au manque d'informations des risques écologiques encourus par la mauvaise gestion de ces emballages⁸⁶.

⁸⁴Selon cette étude menée sur la l'application des pesticides sur les plantes, aucun maraicher ne dispose d'équipements de protection tels que les gants, lunettes, cache nez, masques etc. seul le cache nez semble équipements adopté par la majorité des producteurs locaux. Et parfois, certains n'utilisent même pas ce cache nez.

⁸⁵ Fréquence des malaises chez les producteurs appliquant les produits phytosanitaires sur les plantes, allant de 13,91 et 0,43 selon le taux de récurrence.

⁸⁶ Dongmo, T. j. Gockowski, s. Hernandez , 2005, l'agriculture préurbaine à Yaoundé : ses rapports avec la réduction de la pauvreté , le développement économique, la conservation de la biodiversité et de l'environnement , tropicultura , 23 , 3, pp .130-135.

Le pire est que certains de ces emballages sont réutilisés⁸⁷ et peuvent être une source d'intoxication alimentaire.

Le manque d'informations et de formation sur les pratiques d'utilisation des pesticides est un problème majeur noté par Cissé et al (2006). Le faible taux d'instruction limite fortement les connaissances sur les pesticides notamment sur les modes d'application, les rémanences, le respect des délais de carence ainsi que les précautions à prendre au moment du traitement. Ce manque de maîtrise ne permet pas de ce fait d'avoir de meilleurs résultats après la récolte, car l'objectif de départ qui est de réduire les pertes de récoltes dues aux ravageurs et stabiliser les rendements n'est plus facile à respecter, par conséquent, la production est faible et la population locale n'a pas assez de produits alimentaires pour s'alimenter et vendre pour subvenir aux autres besoins (éducatifs, sanitaires, etc.).

L'application des pesticides sur les plantes par les producteurs locaux nécessite beaucoup de précautions, mais surtout une maîtrise des pratiques en la matière. Malgré la présence de l'ESA à Lomé depuis 2001, on peut encore observer à travers cette étude qui été faite sur l'utilisation des pesticides par les producteurs locaux en 2013, que l'application des pesticides se fait encore à l'aide des arrosoirs, des rameaux et des feuilles de végétaux.

3- INSTITUT POLYTECHNIQUE RURAL DE FORMATION ET DE RECHERCHE APPLIQUEE DE KATIBOUGOU AU MALI.

3.1- Historique de l'IPR-IFRA

L'historique de cet institut nous permettra de mieux comprendre les différentes étapes et appellations qu'il a connu jusqu'à son statut actuel.

L'IPR de Katibougou est l'une des plus anciennes institutions de formations des agents de développement rural de la sous-région ouest africaine⁸⁸. En 1897, la station de Recherche Agronomique Expérimentale de Kati fut transférée au site actuel de Katibougou.

En 1902, il fut créé sur ce site une Ecole des Maitres Laboureurs qui, à son tour, fut transformée en un centre de Stage Agricole en 1913. Ce centre évolua par la suite en Collège Technique Agricole (CTA).

⁸⁷ Jusqu'à 25% de ces emballages sont utilisées comme contenants des produits alimentaires.

⁸⁸ Informations recueillies sur le site web de l'IPR de katibougou <http://www.Ipr-ifra.org>. Consulté le 22-09-2021 à 17h23min.

En 1952, conçu pour la formation des Conducteurs des Travaux Agricoles dans la zone sahélienne de l'ex-Afrique occidentale Française. A côté du CTA évoluait l'Ecole Normale qui avait pour vocation la formation des instituteurs.

En 1955, l'Ecole de Médecine Vétérinaire devient l'Ecole des Assistants d'Elevage de Bamako.

Ainsi en 1965, le Gouvernement de la République du Mali décida de créer l'Institut Polytechnique Rural de Katibougou qui occupa l'ensemble des infrastructures du CTA et en 1970 celles de l'Ecole des Assistants d'Élevage de Bamako comme annexe.

En 1966 l'IPR devient Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée IPR/IFRA.

Une fois ces étapes traversées, l'IPR-IFRA s'est fixé de nombreux objectifs précisément dans le domaine de la formation, de la recherche, de l'appui au développement et dans le domaine de la gestion de l'information scientifique et technique.

3.2- Objectifs de l'IPR/IFRA

3.2.1- Objectifs à long terme

A long terme, contribuer par le biais de la formation, de la recherche et de l'appui au développement à la résolution des problèmes fondamentaux du développement rural dans le pays du sahel, en particulier :

- La lutte contre la désertification et la gestion durable des ressources naturelles ;
- La réalisation de la sécurité alimentaire ;
- La lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

3.2.2- Objectifs immédiats

Objectifs généraux

- Assurer la formation de spécialistes de haut niveau, capables de concevoir, de mettre en œuvre et de réaliser le suivi et l'évaluation des programmes intégrés en matière de développement ainsi que dans le domaine de recherche agronomique ;
- Stimuler la coopération au niveau national en vue de développer les complémentarités et les synergies dans les domaines considérés.

Objectifs spécifiques

Dans le domaine de la formation :

- Développer dans différentes filières de formation (agriculture, élevage, eaux et forêts) les approches interdisciplinaires et intégrées avec une prise en compte de la dimension humaine et culturelle du développement ;
- Adapter les programmes d'enseignements aux réalités et aux besoins de développement socio-économique et culturel ;
- Améliorer la formation pratique des étudiants ;
- Former des cadres capables d'investir plus efficacement dans la promotion du secteur rural ;
- Améliorer la formation du personnel enseignant.

Dans le domaine de la recherche

- Promouvoir les activités de recherche appliquée de caractère interdisciplinaire portant aussi bien sur les systèmes de production que sur les problèmes d'aménagement du terroir ;
- Promouvoir des programmes de recherche en adéquation avec les plans stratégiques nationaux de la recherche agronomique mis en œuvre dans la sous-région, ainsi qu'avec le plan régional de la recherche coordonnée ;
- Contribuer au renforcement du potentiel scientifique et technique des pays de la sous-région.

Dans le domaine de l'appui au développement

- Contribuer à une meilleure diffusion et valorisation des acquis de la recherche en vue d'appuyer les organismes et le secteur privé intervenant en milieu rural ;
- Contribuer à la valorisation et à la prise en compte des savoirs locaux dans les programmes de recherche et de vulgarisation ;
- Assurer dans le cadre d'un véritable partenariat, de meilleures relations de collaboration et de coopération, entre les institutions de recherche et de formation et les organismes du développement rural au plan national et sous régional ;
- Encourager le recours aux langues nationales et langues africaines parlées au sahel ainsi que l'utilisation de technologies de communication modernes pour la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche et des savoirs locaux.

Dans le domaine de la gestion de l'information scientifique et technique

- Renforcer des capacités de l'IPR/IFRA en matière de l'information scientifique et technique ;
- Contribuer à l'amélioration de la gestion de l'information scientifique au niveau national, régional et international ;
- Contribuer à la capitalisation des acquis de la recherche d'une part et des savoirs locaux d'autres parts en vue de leur diffusion.

3.3- Etat de lieu de l'agriculture dans la localité de Katibougou.

La présence de l'IPR/IFRA dans la localité de Katibougou n'empêche pas jusqu'ici que l'on puisse encore constater la persistance des pratiques agricoles dites traditionnelles chez certains paysans.

Faire de l'agriculture le moteur du développement économique de Katibougou, par une agriculture moderne et rentable, est l'un des objectifs que s'est fixé l'IPR/IFRA dans cette localité. Mais cet objectif paraît difficile à atteindre au regard des pratiques agricoles courantes des populations locales.

3.3.1-Pratiques agricoles et appauvrissement des sols à Katibougou

En ce qui concerne les facteurs de la baisse progressive de la fertilité des sols, certaines pratiques agricoles courantes sont à mentionner.

3.3.1.1- Agriculture sur brulis

En effet, on note dans la localité de Katibougou les pratiques agricoles telles que le brûlage des résidus de culture et l'abandon des sols à nu, sans protection contre le soleil et le vent⁸⁹. Pourtant l'IPR/IFRA recommande des techniques bien appropriées pour enrichir le sol à travers des techniques de compostage par exemple, qui permettrait aux sols d'acquérir de nouveaux éléments nutritifs naturels, favorisant ainsi une meilleure production agricole. Avec un sol appauvri, la population de Katibougou aura difficilement de quoi se nourrir, encore moins de ceux destinés à la commercialisation. Une autre pratique agricole qui détruit progressivement le sol dans cette localité est l'utilisation excessive des engrais.

⁸⁹ Informations recueillies auprès de mali actu.net, consulté le 03septembre 2021 à 19h48 min.

3.3.1.2- Application abusive d'engrais

En tentant d'accroître les rendements par l'application abusive d'engrais, les sols finissent malheureusement par s'épuiser. Il est vrai que la dégradation du sol peut survenir à la suite d'un labourage des terres, ce qui endommage la structure du sol. Mais il y a aussi l'utilisation excessive d'intrants comme les engrais synthétiques et les herbicides laissant des résidus et des accumulations qui gênent le travail des micro-organismes. Selon les experts en agronomie de l'IPR/IFRA, une accumulation de sel dans le sol, parfois associée à l'irrigation, peut tarir la fertilité et limiter des rendements des cultures. Le PH étant compris comme l'indicateur de l'acidité du sol, lorsqu'il est faible (moins de 5,5) les contractions d'aluminium et de manganèse peuvent se révéler toxiques pour les cultures sensibles. Cette fragilité des sols nous amène à jeter un regard sur la production agricole de cette localité. Il s'agit de voir quelles sont les stratégies mise en œuvre par la population locale pour produire sur ces sols pratiquement pauvres.

3.3.2- production agricole dans la localité de Katibougou

Il est à noter que malgré les énormes potentialités agricoles que regorge la localité de katibougou⁹⁰, la production agricole y reste faible. Selon certaines recherches effectuées par les experts de l'IPR/IFRA de Katibougou sur les faiblesses de rendements agricoles dans cette localité, il a été révélé que, les rendements faibles sont liés aux variations climatiques et aux PH des sols. Pour tenter de remédier à cette situation, la population locale a essayé l'application des phosphates naturels (PN).

3.3.2.1- Application des phosphates naturels (PN)

En effet, l'application des phosphates naturels sera pensée et effective pour une courte durée, car le manque d'expertise et de technique pendant son application ne va pas changer grand-chose sur la production agricole. Après l'adoption de cette stratégie, la population locale a fait recours à la pratique du chaulage des sols.

3.3.2.2- Application de chaux

L'incorporation de chaux ou de dolomie dans la couche de sol cultivable supérieure est une méthode qui s'avère efficace pour les sols acides dont souffre la production agricole

⁹⁰ *Agriculture au Mali*, A. B.NIANG, consulté le 03 septembre 2021 à 22h 43min.

de Katibougou. En réalité, les experts en science agronomique recommandent que la chaux soit enrobée avec les semences au moment du semis, dans le but de faciliter l'implantation des légumineuses fourragères tempérées. Son application pourrait à titre préventif lutter contre l'infertilité des sols, pour fournir du calcium et du magnésium à des sols pauvres. Or dans la pratique, les producteurs locaux se lassent rapidement de cette méthode, avec pour motif qu'elle est difficile à pratiquer pourtant capable de résoudre le problème d'infertilité des sols. Notons également que certains producteurs ont su adopter cette technique et leur rendement agricole est nettement meilleur par rapport à ceux qui ont abandonné cette méthode après test, ou encore par rapport à ceux qui n'ont pas eu le courage et la volonté de la tester.

On retient après cette analyse que, les producteurs agricoles de la localité de Katibougou n'ont pas jusqu'ici pu adopter et mis en pratique les nouvelles techniques agricoles que lui propose l'Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou.

Rappelons que la plus part des produits agropastoraux sont produits par de petits exploitants qui deviennent de plus en plus vieillissants⁹¹. Les agriculteurs les plus âgés restent réticents à adopter les nouvelles techniques nécessaires un accroissement durable de la production agricole, et indispensable au bout du compte à l'alimentation d'une population africaine et mondiale. La formation professionnelle en agriculture et les services de vulgarisation sont des outils potentiellement efficaces pour enseigner des compétences agricoles et pour fournir des informations renforçant les capacités des jeunes. Cependant, ces outils mis en place ne participent pas toujours développement agricole dans les localités, les résultats obtenus sont donc réduits.

Le cas de l'ESA de Yamoussoukro, de l'Ecole Supérieure de l'Université de Lomé et du développement agricole et de l'Institut Polytechnique Rural de Formation Appliquée de Katibougou au Mali, montre à suffisance l'interaction qui existe entre les instituts agropastoraux dans les localités et le développement agricole.

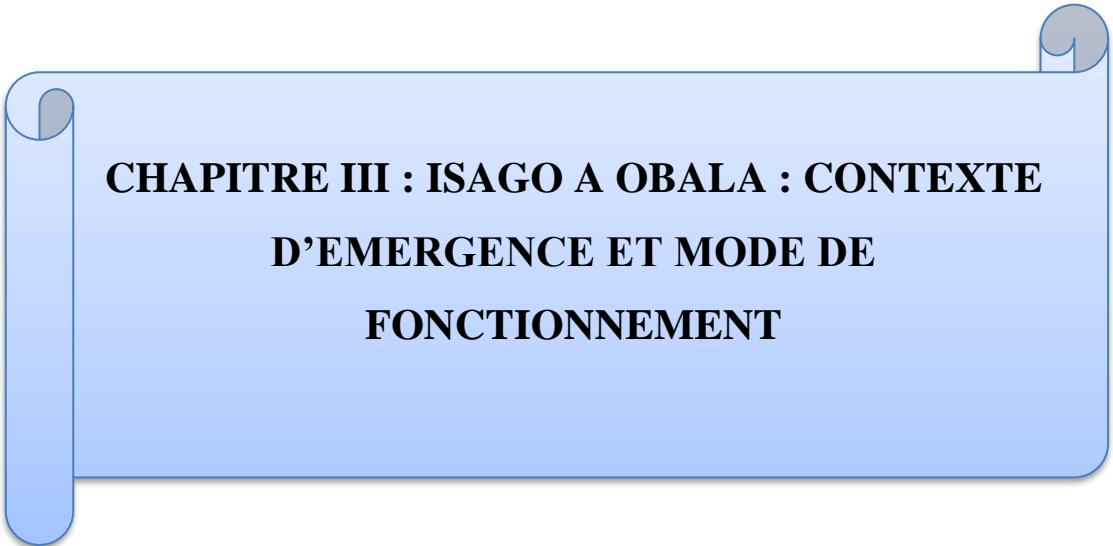
La présence de ces différents instituts qui promeuvent la vulgarisation de la nouvelle façon de produire, ne convainc pas toujours les paysans. Que ce soit dans la localité de Yamoussoukro, de Lomé ou de Katibougou, on a pu voir que les techniques de production

⁹¹ *Les jeunes et l'agriculture : les principaux enjeux et solutions concrètes*, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en collaboration avec le centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

agricoles chez certains paysans restent archaïques. Certains producteurs agricoles dans ces différentes localités ont du mal à accepter de courir le risque d'adopter une nouvelle technique agricole qu'ils n'ont jamais utilisés, par conséquent, ils restent réticents et méfiants. Sauf que cette réticence ne contribue pas au développement agricole dans ces localités car, au regard du besoin alimentaire qui devient de plus en plus important, le savoir-faire local à lui seul ne saurait suffire pour mener à bien le combat de l'autosuffisance alimentaire.

En définitive, on retient que les nouvelles techniques agricoles enseignées par les instituts agropastoraux de la localité de Yamoussoukro, de Lomé et de Katibougou tardent à prendre effet chez la majorité des producteurs locaux à cause de leur réticence et leur peur de courir le risque.

**DEUXIEME PARTIE : L'INSTITUT SUPERIEUR
D'AGRICULTURE ET DE GESTION D'OBALA ET LE
DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL.**



**CHAPITRE III : ISAGO A OBALA : CONTEXTE
D'EMERGENCE ET MODE DE
FONCTIONNEMENT**

Le chômage des jeunes en ville amène certains à faire un retour à la terre⁹². La place qu'occupe l'agriculture dans la vie courante des paysans et ces jeunes est capitale, en ce sens qu'elle contribue à la garantie de leur sécurité alimentaire, de leur économie et plus de leur vie sociale. C'est au regard de cet enjeu représenté par ce secteur d'activité que la localité d'Obala a vu naître un Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion. Un entretien avec le promoteur de cet institut nous a permis de mieux comprendre les raisons de l'installation de cet institut agropastoral, ses différents objectifs, ainsi que son mode de fonctionnement.

1- NAISSANCE DE L'ISAGO

Obala est une localité où l'agriculture représente 70% des activités exercées par la population locale⁹³. C'est notamment l'une des raisons pour laquelle le promoteur a jugé qu'il serait nécessaire de créer un institut agropastoral qui pourrait accompagner et contribuer au développement agricole dans cette localité.

1.1- Choix de la localité d'Obala

1.1.1- Origine du promoteur de l'ISAGO.

Natif d'Obala, le promoteur de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala a été animé d'abord par un choix sentimental. Il le dit proprement en ces termes « *le choix est d'abord sentimental, né à Obala, grandit à Obala, je maîtrise bien le contexte socio-économique de la région, c'est-à-dire ses potentialités agronomiques, économiques et mêmes culturelles* ». Les potentialités dont dispose la localité ont également joué un rôle dans ce choix, au point où Louis NDJIE, promoteur de cet institut souligne que même s'il était natif d'Obala et que la localité ne réunissait pas ces potentialités, il ne l'aurait pas créé à Obala. Il s'agit notamment de la qualité du sol, le relief, le climat, végétation et flore, faune et l'habitat. Au regard du rôle que ces potentialités ont joué dans le choix de l'installation de l'ISAGO dans cette localité, il serait important de les présenter.

⁹² L'exemple de SALIOU SIDY MBAYE, migrant de retour à la terre, qui a eu pour objectif de dynamiser l'agriculture et régler le chômage, l'émigration clandestine. Entretien réalisé par Seydou Ibrahim Faye, Directeur de publication du Magazine SENAGRICULTURE.

⁹³ Informations recueillies dans le document du plan communal de la localité d'Obala.

1.1.2- Atouts biophysiques de la localité d'Obala.

1.1.2.1- Le sol

Le sol est considéré comme la partie superficielle de la terre. Sa formation résulte de plusieurs facteurs mais le facteur climatique est l'élément majeur qui constitue à la composition de son profil pédologique. On distingue dans la localité d'Obala trois types de sols :

- Les sols ferrallitiques ou sols basiques :

Ce sont les sols dérivés du basalte. Ils sont argilo sablonneux, généralement pas profonds et rajeunis par l'érosion. Ils sont riches en humus et se prêtent aux cultures vivrières et pérennes telles que le cacaoyer, le palmier à huile, les arbres fruitiers.

- Les sols limoneux :

Ceux-ci sont plus adaptés aux cultures de céréales, d'ananas, etc.

- Les sols hydro morphes :

Caractéristique des zones marécageuses, ces sols connaissent une exploitation laborieuse en saison de pluie à cause de leur engorgement, tandis qu'en saison sèche ils sont adaptés à l'agriculture de contre saison, notamment les cultures maraichères.

A partir des observations et du test à pression effectué par ONANA NGONO Olivier, Ingénieur à l'ISAGO dans le cadre du projet de production et de commercialisation de poissons de table et d'alevins de *clarias*, nous avons pu dégager un type de couche superficielle meuble d'épaisseur variable dans la localité d'Obala. A la suite de ce test, il en ressort que le sol est de type compact, approprié pour une bonne conduite d'élevage, d'agriculture, ne présentant pas de méfaits pouvant influencer négativement sur la bonne conduite de l'agriculture au sens large du terme.

1.1.2.2- Le relief.

La localité d'Obala regorge plusieurs types de reliefs tels que les collines, les plaines et les plateaux. Ce relief entraîne un bon échange et un équilibre de température. On y rencontre quelques collines telles que le mont Loua⁹⁴ qui a une altitude de 900 m.

1.1.2.3- Le climat

La localité d'Obala est soumise à un climat de type guinéen à 04 saisons annuelles d'inégales durées : 02 saisons sèches dont une grande (de novembre à mi-mars) et 01 petite (de mi-juin à mi-août) ; 02 saisons pluvieuses allant de mi-août à fin octobre pour la grande et mi-mars à mi-juin s'agissant de la petite. La pluviométrie du département de la Lekié est de l'ordre de 1600mm de pluie par an avec maximum de précipitations en septembre. Les températures atteignent des maxima de 35⁰c en saison sèche et 20⁰c en saison de pluie.

Ce type de climat, favorise plus ou moins l'exercice de l'agriculture dans cette localité, permettant à la population de subvenir à leur besoin nutritif, ainsi qu'à la commercialisation de certains produits comme le cacao dont la transformation n'est pas encore maîtrisée. Le manioc, plantain qui parfois est ce qui reste après la consommation de la grande partie.

1.1.3- Végétation et flore

Trois types de formation végétale couvraient la commune d'Obala : la forêt de type secondaire dans la partie sud et ouest de la commune, la forêt galerie le long des cours d'eau et les savanes péri-forestières dans la partie nord. Cependant, la pression démographique et la nature laborieuse de la population ont entraîné la transformation des forêts et de la savane en plantation, réduisant ainsi la richesse en essences commerciales et en produits forestiers non ligneux (PFNL). Il y a plus de forêt Obala⁹⁵, le bois que l'on y trouve viendrait du département de la Haute Sanaga et de la région de l'Est. Les principaux produits forestiers non ligneux présents dans la localité sont : les feuilles de marantacée, le Djanssang (*Riccinodendronheidolotti*), l'okok (*Gnetum Africanum*), Ndoe (*Inviniagabonensi*), la cola (*Garcinia cola*), le bitter cola.

⁹⁴ Site touristique situé à environ 3 km de d'Efok , dans le département de la Lekié.

⁹⁵ Propos du chef du poste de contrôle forestier et du DAADER (Délégué d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural) recueillis lors d'une étude sur la situation biophysique de la localité d'Obala en novembre 2013.

1.1.4- Faune

Dans le plan de développement de la commune d'Obala, il est mentionné que, la destruction de la savane dans cette localité sous l'effet de la pression démographique, entraîne inévitablement la disparition de la faune sauvage du fait de la diminution du couvert végétal, refuge naturel des animaux. On y trouve encore quelques espèces tels que les mammifères (biches, porc-épic, buffles, gazelles, céphalophes bleu, rats de Gambie et aulacodes) ; les reptiles (vipères, couleuvres, varans du Gabon, lézards ...) et les oiseaux (perdrix, perroquets, oies sauvages, pintades). Les produits de chasse sont destinés à l'autoconsommation, même si de plus en plus on observe la petite commercialisation de certains de ces produits. La faune domestique est constituée de chèvres, porc, poulets, canards, chiens, chats.

1.1.5- L'Habitat

Les maisons dans la localité sont construites, pour la plupart en terre battue, certaines étant crépis en terre ou en béton. Ce sont des habitations en matériaux provisoires de forme rectangulaire, séparées de la cuisine et des latrines qui sont généralement des petites cases construites à l'arrière de la maison.

Cependant, au centre urbain, ces constructions traditionnelles s'effacent progressivement au profit des maisons en matériaux définitifs dont le nombre va grandissant. Ainsi, on y trouve de plus en plus des maisons dites modernes avec douches et cuisines internes. Le système d'occupation de l'espace est aggloméré. Tout le monde vit dans un centre et possède des terres en brousse pour la pratique des activités agricoles. Une autre raison justifie ce choix par le promoteur, il s'agit d'une connaissance de la population locale.

1.1.6- Milieu humain

1.1.6.1- L'histoire de la localité d'Obala

Selon le plan communal de développement de la localité d'Obala, Autrefois l'emplacement actuel de la localité d'Obala se trouvait une savane. En ces lieux, on retrouvait beaucoup d'« Obals » ou biches. Les chasseurs venaient donc de partout afin d'y chasser cette espèce animale. Il était à cet effet usuel d'entendre dire « Metekeobal » entendu pour « je vais chasser l'obal ». Les Essélé qui constituent le clan majoritaire Obala ont été trouvés par les allemands qui nommèrent les lieux « Obala ». A cette période, existaient déjà les quartiers Afambassi, Elig-Bessala, Foulassi et Quartier Haoussa. Compte tenu du nombre important de Bamilékés présents dans la localité, les allemands décidèrent de tracer un quartier qui les

abriteraient et faciliterait leur contrôle ; ainsi naquit le quartier Bamileké. Atouts les endroits où devraient être établis des chefferies, les allemands donnèrent des manguiers à planter. En 1917, une chefferie de premier degré fut établie et le quartier administratif occupa pendant longtemps le ré de chaussée de la maison du chef.

Toutefois, en 1942, du fait de certains évènements politiques, la chefferie de premier degré fut transférée à Edinding et celles des Esselé d'Obala devinrent la chefferie de second degré.

1.1.6.1.1- Organisation des villages et démographie.

Selon une étude réalisée par les agents de la commune d'Obala en novembre 2013, la population est constituée en majorité des femmes, environ 55%, tandis que les hommes sont autour de 45%. La densité moyenne de la population en 2013 est de 263 habitants au km². Celle-ci est constituée de 80% d'autochtones et 20% d'allogènes. Les principales ethnies sont les Esselé, les Mvokani, les Benyada, les Mendum, les Adji , les Menyembassa, les Ipep , les Engap et les Issogo. On y trouve également les Bamiléké, les Haoussa, les Bamoun, les Yambassa , les Ndong , les Elendé, les Bassa , les Peuls...

1.1.6.1.2- Situation géographique de la localité d'Obala.

La commune d'Obala⁹⁶ dont le chef-lieu porte le même nom épouse les limites territoriales de l'arrondissement d'Obala, dans le département de la lekié, région centre. Elle est située à 40 km de Yaoundé sur l'axe lourd Yaoundé -Bafia et à 50km de Monatélé . Elle est limitée :

- Au nord par les communes de Sa'a et de Monatélé ;
- A l'ouest par la commune d'Elig-Momo ;
- Au sud par la commune d'Okala ;
- A l'Est par les communes de Batschenga, Edzendouan, Soa et Yaoundé 1^{er}.

La commune d'Obala couvre une superficie de 475 dont environ 25% dans le périmètre urbain et 75% en zone rurale.

⁹⁶ Informations recueillies dans le document du plan communal de la localité d'Obala

L'espace urbain d'Obala est constitué de deux aires reliées entre elles par la route nationale n°4. L'aire 1 est constituée du village Nkometou II. La seconde aire, qui est aussi la plus vaste, est composée de 13 quartiers à savoir : Minkama I, Minkama II, Minkama III, Abokono, Ndzong Mezegue, Obala zone I, Obala zone II, Ekok-Assi, Elig Bessala, Ebolakoun, Afambassi, Elot I, Elot II, Nkolbikok, Mboua I et II.

L'aire de Nkometou II est limitée au nord par Ekabita, au sud par Fomakap, à l'ouest par Nkolmedouga et à l'est par le département de la Mefou et Affamba.

L'aire centrale est limitée au nord par le village Minkama IV, au sud par le village Foulassi, à l'Ouest par les villages Mboua et Nkoledouma et à l'Est par Nkolbot. Le reste avec ses 68 villages, constitue l'aire rurale qui est la plus vaste de l'espace communale.

1.2- Environnement agropastoral à Obala.

1.2.1- Activités agricoles dans la localité d'Obala

Une fois cette organisation constituée, la population d'Obala exerce plusieurs activités et donc la majorité est agricole. Au regard des potentialités et atouts naturels que regorge cette localité, la population trouve plus refuge dans l'exercice des activités agricoles pour subvenir à leur besoin de première nécessité.

1.2.1.1- Agriculture

L'agriculture qui occupe environ 70% de la population de la localité constitue la principale activité économique, (plan communal de développement d'Obala, 2013). Les travaux de recherche de l'étudiant EBODE ENGAMA Achille avec pour thème : production banane plantain et amélioration du système de production dans la localité d'Obala en vue de l'obtention du BTS à l'ISAGO, fait une brève description du système de production agricole de la localité. Il précise à cet effet que l'agriculture dans cette localité recouvre essentiellement les cultures de rente, vivrière et fruitière, avec un système de production extensif caractérisé par une forte utilisation des intrants.

Cette activité est orientée vers la commercialisation et l'autoconsommation. Il s'agit d'une agriculture dite traditionnelle dont l'outillage est constitué de houe, machette, pulvérisateur, plantoir, brouette, pic, arrosoir. La culture de rente fait principalement référence à la production du cacao. Une culture qui occupe 50 à 60% des terres cultivables, soit environ

16 000 à 17 000 ha, pour une production annuelle moyenne de 5 400 tonnes en dépit de la rareté de semences de bonne qualité.

Les cultures vivrières quant à elles regroupent l'arachide et le manioc qui sont généralement en culture associée. Le maïs cultivé de plus en plus en champs pure avec une production annuelle estimée à environ 5 000 tonnes, la banane plantain, la banane douce, l'igname, la tomate, le gombo. A ces deux groupes s'ajoutent les fruits (ananas, mangues, avocat, safou, goyaves, citron, orange).

Tableau 1 : principales cultures

N ⁰	Principales spéculations	Rendement moyen
1	Cacao	900kg/ha
2	Igname	1t/ha
3	Manioc	15t/ha
4	Maïs	2.5t/ha
5	Tomate	2t/ha

Source : Délégation départementale du MINADER dans la Lekie⁹⁷.

Ce tableau renseigne à suffisance et de manière précise sur les différentes spéculations pratiquées à Obala et leur rendement moyen sur des superficies déterminées.

1.2.1.2- Elevage

C'est un élevage de plus en plus conventionnel caractérisé par des cheptels plus ou moins grands et diversifiés. On note également la présence de l'élevage traditionnel caractérisé par la divagation des bêtes. Il faut signaler que les bovins que l'on rencontre dans la localité d'Obala ne sont pas élevés sur place, ils viennent du Nord Cameroun et sont destinés à l'abattage. Les espèces élevées à Obala sont : les ovins, les caprins, les porcins, de la volaille, des lapins, des aulacodes et même des cobayes. La localité abrite d'ailleurs le 1^{er} prix de l'élevage des porcins du dernier comice agropastoral d'Ebolowa. Cet élevage, orienté à la fois vers la consommation et la commercialisation se heurte à un manque criard d'infrastructures.

⁹⁷ Située à l'extrême droite, avant le carrefour du lycée bilingue d'Obala, venant de Yaoundé.

La pratique de la pêche est résiduelle. Cette activité est pratiquée de manière artisanale à l'aide de l'hameçon ou du filet⁹⁸. Les rivières de la localité, notamment Afamba, Foulou, Mbélé, Doua, Mindjomo et Lekié sont poissonneuses. On y pêche de façon récurrente le tilapia, le capitaine et les silures.

Après l'obtention de ces produits agricoles, la population met en place un système de commercialisation, leur permettant ainsi d'avoir de quoi subvenir à d'autres besoins non agricoles.

1.2.1.3- Commerce

Seul le petit commerce est pratiqué dans les villages. La vente des produits de première nécessité, et des produits agricoles, se fait dans les petits marchés locaux.

Les produits vivriers sont généralement écoulés au marché permanent d'Obala centre. Ce marché connaît une grande affluence le samedi qui est le jour du marché. On y trouve les produits de l'agriculture, de l'élevage, les produits manufacturés, les matériaux de construction, des articles divers.

Dans la localité, il existe plusieurs infrastructures qui facilitent l'écoulement des produits de vente. La population dispose de plusieurs marchés ou elle peut se rendre avec leurs produits. Ce sont les marchés de Nkometou, Efok. Il s'agit de marchés périodiques ouverts tous les dimanches. Cependant, on note une activité économique pérenne au marché d'Obala centre, qui est organisé par filière. On y trouve ainsi un marché à bétail, un marché des vivres, une boucherie, le commerce général, etc. Le jour du marché à bétail est le jeudi. Ce marché construit sur 3 900km² est également doté d'installations frigorifiques.

De source communale, Obala possède un des plus grands marchés du département de la Lékié au regard de sa superficie et à la densité des opérations de vente et de ravitaillement qui s'y effectuent. Qui plus est, vendeurs et acheteurs viennent d'horizons divers, surtout les jours du marché.

⁹⁸ Données recueillies par la délégation DEPIA sur l'état de la pêche en générale et de la pisciculture en particulier. C'est au cours de cette recherche, qu'elle a découvert que la pisciculture se développait peu à peu dans la localité d'Obala.

1.2.1.4-Transformation des produits

Il se développe à Obala de petites industries qui font dans la transformation des produits locaux. C'est le cas du maïs qui sert de fabrication de la provende et de la boisson alcoolisée traditionnelle appelée bière de maïs, du manioc dont la transformation en bâtons de manioc est généralement faite par les femmes. Le manioc est également transformé en pâte de manioc, en beignets de manioc, en gari « tapioca » et en farine de manioc, produit de base du couscous de manioc. Le cacao est transformé en beurre de cacao et huile de palme produite à partir des noix de palme. On note aussi l'existence des boulangeries qui fabriquent des pains et brioches à partir de farine de blé. A défaut de transformation, les produits sont aussi conservés par le séchage. Les produits de ces petites industries sont vendus dans la ville, mais aussi à l'extérieur de la commune. L'équipement de ces petites unités de transformation reste archaïque.

Après avoir détaillé le fonctionnement de ces quatre principales activités dans la localité d'Obala, il est important tout de même d'établir la matrice SWOT⁹⁹ de celles-ci. Il s'agit notamment d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces de ces activités.

⁹⁹ Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats en français (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces).

1.3- Matrice SWOT des activités agricoles dans la localité d'Obala.

Tableau 2 : Matrice SWOT des activités agricoles.

Activités	Forces (origine interne)	Faiblesses (origine interne)	Opportunités (origine externe)	Menaces (origine externe)
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> -Dynamisme de la population ; -Diversités des cultures ; -Existence des postes agricoles ; -Disponibilités de l'eau ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Non maîtrise des nouvelles techniques culturales ; -Faible diversification des cultures ; -Faible encadrement et appui des agriculteurs ; -Baisse de la fertilité des sols ; -Rareté et cout élevé des semences améliorées ; -Outillage rudimentaire ; -Vols des récoltes ; -Manque d'intrants agricoles ; -Présence des maladies et rongeurs de plantes ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Développement du secteur agricole ; - Subventions des projets agricoles ; - Climat et relief favorables ; -Existence de plusieurs GIC ; - Disponibilité des terres cultivables et fertilité des sols. 	<ul style="list-style-type: none"> -Endettement constant ; -Baisse de la production agricole ; -Découragement ; -Faibles revenus ; -Destruction des plantes par les animaux ; -Conflits agropastoraux ; -Pourrissement des produits agricoles. -Pénibilité des travaux ; - Augmentation du taux d'hernie.
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> -Elevage diversifié ; -Dynamisme de la 	<ul style="list-style-type: none"> -conflits agropastoraux ; -Elevage domestique ; -Formation insuffisante des 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de plusieurs zones marécageuses favorable à la 	<ul style="list-style-type: none"> -Forte présence de la peste ; -perte des cheptels ; -Dépeuplement des villages ;

	<p>population locale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Atouts naturels favorables. 	<p>éleveurs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des pâturages ; -Non maîtrise des techniques d'élevage ; -Ignorance des circuits d'appui ; -Manque d'encadrement ; - Insuffisances des centres zootechniques ; - Insuffisances des moyens financiers 	<p>pisciculture ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence des GIC et autres associations d'éleveurs de la localité ; - Quelques opportunités de formation initiées par le MINEPIA 	<ul style="list-style-type: none"> -Feux de brousse ; -Perte des produits de pêche ; - Divagation des bêtes ; -Faible revenu ;
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> -Dynamisme des commerçants ; - Un marché disponible ; -Satisfaire le besoin de la population en produits agropastoraux 	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un comité de gestion ; -Absence d'éclairage public dans les marchés ; -Insalubrité du marché ; -Difficulté de ravitaillement ; -Difficulté de stockage ; -Coûtélevé du prix de revient ; - Manque de moyens financiers ; - Eloignement des lieux d'approvisionnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin de s'alimenter ; -Lieu d'échange commercial ; - Satisfaire le besoin alimentaire de la population locale ; - Besoin de gain financier. 	<ul style="list-style-type: none"> -Insécurité dans les marchés existants ; -Faibles revenus ; -Insuffisance de débouchés ; - Accès difficile aux crédits ; -Découragement des commerçants ; - Exposition aux intempéries ; -Détérioration des marchandises ; - Mauvais états de routes ; - Arnaque de certains agents de recouvrements.

Transformation des produits	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des produits agricoles à transformer ; - Savoir-faire locale 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'expertise - Insuffisance des appareils de transformation ; -Insuffisance des séances d'apprentissage - Manque criard de financement des projets de transformation ; - Seulement du manioc, maïs et du cacao comme principaux produits à transformer ; -Négligence de cette activité par la population locale ; -Technique de transformation archaïque 	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin alimentaire à satisfaire ; - Améliorer la qualité alimentaire de la population locale ; - Besoin de se faire des revenus à travers la commercialisation de ces produits 	<ul style="list-style-type: none"> - pourrissements des produits agricoles ; -Multiples cas de vols des produits agricoles ; -produits agricoles parfois de mauvaise qualité dus à la présence des rongeurs
------------------------------------	---	---	--	--

Source : Document du plan communal de la localité d'Obala, novembre 2013, élaboré avec l'appui local ACP-CAM.

L'environnement agropastoral d'Obala fait ainsi ressortir sa situation biophysique, son milieu humain en montrant ses aspects culturels et sociaux ainsi que la présentation des différentes activités menées par la population de cette localité. Toutefois, établir une matrice SWOT de ces activités, nous a permis d'avoir une idée plus claire sur ce qui est des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces de chacune de ces activités

1.4- Autres activités dans la localité d'Obala.

En dehors des activités agricoles citées plus haut, nous pouvons également évoquer d'autres activités récurrentes dans la localité d'Obala telles que : le transport, le tourisme, épargne et crédit et les entreprises de service.

1.4.1- Transport.

Le transport dans la localité d'Obala¹⁰⁰ se fait par voies terrestre. Le mode le plus rentable pour la population locale reste le transport par moto. Les motos sont les plus impliquées lorsqu'il s'agit des déplacements à l'intérieur de l'arrondissement et le taxi pour le chef-lieu de département ou les arrondissements voisins comme Batchenga, Sa'a, Yaoundé etc. La localité dispose d'un réseau routier de 216,200 km soit 1,200 km de route bitumée et 215 km de route en terre. Comme axes critiques, on peut relever les tronçons suivants :

- Nkometou III-Nkoloua-Obala ;
- Nkolmendouga-Yemsoum-Nkolfeb ;
- Nkom-Efoum-Etout-Ayos-Lekieassi ;
- Endinding-Nkiltomo, Nkomeffoufoum ;
- Loua-Yeptang-Nkobiyang.

1.4.2- Tourisme.

La localité d'Obala dispose des atouts touristiques¹⁰¹, malgré sa faible fréquentation par les touristes. On peut citer par exemple la grotte d'Ekoumdouma forts de symbole, le puits de Zouatoupsi, le mont Loua, la chefferie d'Endinding. On peut également citer dans ce registre le palais de la chefferie construit en 1923 par les allemands et aujourd'hui en ruine

¹⁰⁰ Informations issues du document de plan communal de la localité d'Obala, novembre 2013, élaboré avec l'appui local ACP-CAM. P.23.

¹⁰¹ Entretien avec le notable de la chefferie d'Abokono, le 10 mars 2020 à 16h.

pourrait donner certainement un nouveau visage nouveau à la localité d’Obala, abandonné entre 1979 et 1981, ce palais peut être refait afin d’attirer plus de touristes.

1.4.3-Epargne et crédit.

On note la présence d’une structure de micro-finance publique (CAMPOST) et des structures privées (Express Union, Express Exchange, MC2, FIFFA, CEPI ...) ¹⁰² . Ces structures facilitent en effet les échanges économiques ainsi que le sens de l’épargne dans de telles structures de la part de la population locale. Même s’il est à noter que les tontines constituent des moyens d’épargne régulièrement préférés par la population locale.

1.4.4-Entreprises de service.

Le secteur privé dans la localité d’Obala s’identifie par le transport en commun (motos, taxis, cars etc.), les dépannages électriques, les services de froid et climatisation, les services d’hébergement, les services publics, d’assistance juridique, de secrétariat informatique, de pompes funèbres, les stations-services ; les assurances, les services financiers de téléphonies et d’autres activités économiques qui se développent de plus en plus dans cette localité.

1.5- Principales potentialités et ressources de la localité d’Obala.

Tableau 3 : Potentialités et ressources de la localité d’Obala.

Secteur	Potentialités	Ressources
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamisme de la population - Transformation locale du manioc - Diversités des cultures - Existences des postes agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Climat et relief favorables - Existence de plusieurs GIC - Disponibilité des terres cultivables et fertilité des sols.
Elevage, pêche et industrie animale	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs porcheries et poulaillers - Elevage diversifié 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs zones marécageuses favorable à la pisciculture

¹⁰² Différentes micro-finances publiques et privées recensées par les agents de la commune d’Obala en 2015 .

Domaine et affaires foncières	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques titres fonciers - Règlement à l'amiable de quelques litiges fonciers par les chefs et leurs notables 	<ul style="list-style-type: none"> - Vaste étendue de terre disponible
Développement urbain et habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de système d'assainissement - Existences de nombreuses habitations - Existences de quelques latrines ventilées 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des carrières de sable, gravier et latérite
Environnement ; protection de la nature et du développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Transformation des déchets ménagers en compost - Existence de quelques latrines - Faible pratique de l'agriculture sur brulis 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de quelques forets secondaires
Foret et faune	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de PFNL 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de nombreuses espèces d'arbres et d'animaux
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une brigade de gendarmerie - Existence de plusieurs centres d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de chefferie de 3^e, 2^e et 1^{er} degré - Existence d'un comité de vigilance
Enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de certains jeunes à continuer dans les établissements supérieurs - Nombres important de bacheliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de jeunes bacheliers dans la localité
Affaires sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de la solidarité familiale 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un chef de centre social

	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge familiale des personnes vulnérables 	
Promotion de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques associations féminines - Existence de plusieurs corps de métiers chez les femmes - Forte contribution de la femme à l'économie locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un personnel à la délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille
Jeunesse et éducation civique	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques associations jeunes - Scolarisation des jeunes - Forte implication des jeunes dans les AGR - participation des jeunes aux actions de développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une forte population de jeunes - jeunesse active et dynamique.
Sport et éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques stades de football - Existence de quelques équipes de football - Organisation/participation à des championnats de vacance 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de plusieurs terrains de jeux
Transport	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques moyens de transport - Forte mobilité de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des tronçons dont certains bitumés
Emploi et formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - existence de plusieurs techniciens qualifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - existence d'une SAR/SM
Petites et moyennes entreprises,	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques huileries privées 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de la main d'œuvre

artisanat et économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de quelques artisans - présence d'unités de transformation de cacao, d'huile de palme 	
Recherche scientifique et innovation	<ul style="list-style-type: none"> - soins à base des plantes traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des plantes médicinales
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des sites archéologiques - Existence d'une chaîne de montagne - existence de quelques auberges et hôtels 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des grottes - Présence des sites historiques - Présence de massifs rocheux
Culture	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des danses traditionnelles, de nombreux groupes de danses et rites - Existence de 5 foyers communautaires - organisation sporadique des festivals culturels 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une culture locale (langue, habitudes alimentaires, danse et rites) - présence de patriarce et de chef locaux
Mines, industrie, et développement de technologie	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une huilerie ; savonnerie - soupçons de la présence des minerais 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de la latérite, sable et gravier
communication	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des montagnes favorables à l'installation des antennes - couverture parcellaire du signal CRTV 	<ul style="list-style-type: none"> - Hautes altitudes

Source : Plan communal de la localité d'Obala, novembre 2013.

Les Principales potentialités et ressources de la localité d'Obala laissent voir que la localité regorge en son sein des moyens qui permettent de développer des activités qui peuvent améliorer leurs conditions de vie. La localité ainsi présentée fait montre de plusieurs potentialités agricoles à développer chez la population locale. C'est la raison pour laquelle il y a eu l'idée de création d'un Institut d'Agriculture à Obala capable de participer à l'amélioration des pratiques agricoles de la population locale à travers les différents enseignements qu'il offre.

2- EMERGENCE DE L'ISAGO.

La présence de l'ISAGO dans la localité d'Obala est suite à plusieurs étapes. Dans cette section de notre travail, il convient de relever le cheminement par lequel l'institut est passé. Il est donc question d'évoquer sa création à partir du groupe IAO, ses objectifs, sa formation en fonction des compétences recherchées, des cycles et options ainsi que le suivi post formation des étudiants.

2.1- Historique de l'ISAGO

2.1.1- Du groupe IAO à ISAGO

Tout part de ces propos¹⁰³ tenu par le Directeur General du Groupe IAO, monsieur Louis NDJIE, « à la fin de mes études dans une université française, j'avais formulé le projet de retourner sur les terres qui m'ont vu grandir pour y créer un institut de formation des producteurs agricoles, alors que j'avais toutes les possibilités de m'épanouir en Europe ».

En effet, au plan national, le gouvernement et les experts s'accordent sur le constat que l'exode rural exacerbe les problèmes d'emploi et de sécurité dans les milieux urbains. Il a été constaté d'après les statistiques officielles que ,20% des populations de Douala et de Yaoundé sont atteint par le chômage, alors que le sous-emploi concerne 75% des travailleurs de ces villes. Les actes de criminalité en milieu urbain sont souvent perpétrés par des jeunes qui, attirés par les lumières de la ville se heurtent au chômage et au sous- emploi. Dans la configuration actuelle, le secteur rural camerounais manque d'attractivité. La productivité des exploitations agropastorales reste généralement en deçà des normes agronomiques. Ceci explique nettement la pauvreté et l'incapacité des familles à fixer les jeunes dans les

¹⁰³ Entretien avec le Directeur General du Groupe IAO et donc ISAGO en est une composante le 29 juillet 2020 à 15 h22 min.

campagnes. Au plan international, les problèmes causés par le phénomène de l'immigration clandestine sont connus.

Parmi les solutions envisagées, il y a la nécessité, voire l'urgence d'agir, au niveau des pays d'origine des candidats à l'immigration clandestine, pour rendre l'environnement économique et social favorable aux projets de développement individuels et collectifs des jeunes. Aujourd'hui, il est question pour les jeunes d'agir pour le développement des activités en milieu rural et non rêver des meilleures conditions de vie, qui, selon les jeunes se retrouvent en ville et en occident. Pourtant les villages qu'ils abandonnent auraient pu constituer considérablement une main d'œuvre de qualité dans les exploitations familiales. C'est notamment dans le but de pallier à sa façon à ce phénomène que l'IAO œuvre dans l'épanouissement des jeunes en milieu rural, en faisant d'eux de futurs entrepreneurs qui créeront des emplois pour eux- mêmes et pour d'autres jeunes.

2.1.2-Evolution du groupe IAO

Photographie 1 : Direction générale du groupe IAO.



Source: *Enquête de terrain, le 13 juin 2020, 09h12 min.*

La photographie 1 : présente la Direction générale du groupe IAO. Cette photo a été prise depuis la grande salle de conférence de cet institut. Le bâtiment est situé à gauche de l'entrée principale de l'institut. On peut apercevoir les escaliers qui mènent au porte principale du bâtiment, ainsi que le nom du groupe IAO inscrit sur le bâtiment.

En 2003, à l'ouverture de l'IAO, peu de jeunes camerounais nourrissaient en eux le rêve de créer leur propre emploi et d'employer d'autres jeunes surtout dans le secteur agropastoral. Car les activités de production agricole étaient encore perçues comme celles des

personnes qui ont connu l'échec de leur projet de développement socioprofessionnel. Ce n'est plus le cas de nos jours , on se souvient encore du discours du président de la république du Cameroun lors du comice agropastoral qui s'est tenu en 2011 à Ebolowa dans lequel il présentait le secteur agropastoral comme étant un secteur porteur et catalyseur du développement national , en dénonçant la lenteur de ce secteur d'activité au Cameroun , il dit : « ...qu' en 2009, 500 milliards de FCFA ont été mobilisé pour l'importation de la farine, riz et du poisson, soit 7 fois plus qu'en 1994 ! Nous devons absolument nous libérer de cette dépendance » Il poursuit en disant : « ... Le Cameroun compte avant tout sur le secteur primaire notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat pour devenir à l'horizon 2035, un pays émergent ».

Nous pouvons dire de par les statistiques enregistrées à l'IAO ces dernières années que les jeunes sont en train de prendre en considération le discours du président, cette structure assure la formation de plus de **1050** apprenants et cette année académique 2020-2021, elle a enregistré **252**¹⁰⁴ étudiants en première année à l'ISAGO.

2.1.3- Naissance de l'ISAGO

Photographie 2 : vue sur le logo de l'ISAGO.



Source: Enquête de terrain, le 13 juin 2020, 09h45 min.

La photographie 2: présente le logo de l'ISAGO et l'insigne des pays partenaires. Cette photo a été prise le long du couloir qui mène à l'amphi 300. Ce logo est situé au milieu de la cour de l'institut de manière à être aperçu dès l'entrée au campus.

¹⁰⁴ D'après la liste finale des étudiants enregistrées en cette année académique 2020-2021 à l'ISAGO.

Après avoir créé le collège d'Enseignement General et Technique Agricole en 2003, il a semblé capital pour le groupe IAO de permettre aux élèves de ce collège et d'autres collèges et lycée de la même localité après l'obtention de leur baccalauréat de pouvoir poursuivre leurs études en formation agricoles au niveau supérieur. C'est pour cette raison que l'ISAGO a été pensé et créé en 2013. La disponibilité de l'espace foncier (environ 3 hectares), la qualité de terre propice pour la phase pratique des enseignements sont également des éléments opportuns justifiant l'installation de l'ISAGO à Obala.

En effet, l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala, composante du groupe IAO dédiée à l'enseignement Supérieur, a été conçu pour porter durablement la performance du groupe à travers la qualité de ses activités de formation et de recherches. Le soutien du programme C2D AFOP (Programme Conjoint MINADER/MINEPIA), acquis depuis l'ouverture de l'ISAGO en 2013 pour la mise en œuvre du cycle BTS entrepreneur Agropastoral, a été un atout pour l'actualisation des approches pédagogiques et les perspectives d'insertion des jeunes formés.

Cet institut a fonctionné pendant trois (03) années exclusivement avec le cycle BTS en entrepreneuriat Agropastoral (EAP), avec l'appui multiforme du Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (AFOP) du MINADER/MINEPIA).

En 2016, il ouvre le cycle Ingénieurs des travaux Agricoles sous le tutorat de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA). En 2017, deux spécialités du cycle BTS sont ajoutées à l'offre de formation : BTS en Production Végétale et le BTS en Production Animale.

Le tutorat de l'Université de Dschang et la supervision du Ministère de l'Enseignement Supérieur garantissent également l'insertion de l'ISAGO parmi des institutions Universitaires de référence au Cameroun.

2.2 -Objectifs réels de l'ISAGO

L'ISAGO a été créé à Obala pour contribuer au développement agropastoral dans la localité de manière globale. Selon le promoteur de cet institut, *« il s'agit en résumé de former des jeunes entrepreneurs ruraux par une redynamisation du monde agricole,*

professionnaliser l'agriculture, valoriser la création des petites et moyennes entreprises agricoles ¹⁰⁵». De manière détaillée, l'ISAGO a pour objectif de :

- Former des jeunes entrepreneurs ruraux pour une redynamisation du monde agricole et une meilleure valorisation des métiers de l'agriculture, de l'agroalimentaire en zone rurale, par des formations initiales ;
- Professionnaliser l'agriculture par des formations modulaires courtes, destinées à l'acquisition ou au renforcement des compétences de tout acteur intéressé par la production agricole et agroalimentaire ;
- Favoriser la création des petites et moyennes entreprises agricoles afin de produire des richesses à partir des potentialités des zones rurales, par des appuis et soutiens de diverses natures ;
- Travailler pour la mise en place et l'organisation des filières agricoles, processus allant de la production à la commercialisation ;
- Devenir pour le monde rural, un centre de référence pour la formation, l'information et la documentation, le progrès technique ne devenant véritable progrès humain que dans la mesure où il s'accompagne de la volonté d'en diffuser les bienfaits et de combattre les nuisances humaines et sociologiques qu'il engendre.

En plus, ISAGO supporte en plus de ces avantages la régularité des activités pratiques agropastorales. La cellule des travaux pratiques agricoles enregistre par exemple d'octobre 2019 à janvier 2020 près de vingt-deux (**22**) séances de travaux pratiques avec le niveau I tronc commun, quinze (**15**) séances avec le niveau II options confondues de septembre 2019 à janvier 2020, douze (**12**) séances depuis novembre 2019 à janvier 2020 avec le niveau III options confondues et près de six (**06**) séances avec le niveau IV options confondues de novembre 2019 à janvier 2020. L'organisation des visites et voyages d'études, des conférences / ateliers, séminaires et la disponibilité des supports de cours sont d'autres atouts de l'ISAGO. Ces objectifs sont fixés sous l'ordre des domaines de formation bien précis dont dispose cet institut.

¹⁰⁵ Entretien avec le Directeur General du Groupe IAO et donc ISAGO en est une composante le 29 juillet 2020 à 15 h45 min.

2.3-Formation à l'ISAGO

L'ISAGO forme dans les filières de Productions Végétales (PV), Productions Animales (PA) et en Economie et Sociologie Rurale (ESR) à partir de la troisième année de formation.

2.3.1- Cycle BTS à ISAGO¹⁰⁶.

Le cycle BTS à l'ISAGO consiste à permettre aux étudiants d'obtenir leur Brevet des Techniciens Supérieur en Entreprenariat Agropastoral, en Productions Animales et en Productions Végétales.

❖ Option EAP

Pour être admis en première année, le /la candidate doit :

- Être titulaire d'un baccalauréat toutes séries confondues ;
- Avoir réussi au concours d'entrée en première année ;
- Avoir justifié une aisance financière des parents à payer l'intégralité de la scolarité
- Être médicalement apte à subir les épreuves pratiques agropastorales.

❖ Objectif de la formation.

Cette spécialité forme des entrepreneurs disposant de compétences à la fois techniques, économiques et managériales, ayant une bonne maîtrise des activités de production, de commercialisation, de transformation des produits agricoles et de management des exploitations agropastorales. Il s'agit notamment de la gestion d'entreprise agropastorale, la conduite des systèmes de culture et d'élevage, la gestion du personnel et l'organisation du travail.

Comme compétences génériques recherchées chez l'étudiant en voie d'entrer en première année ISAGO cycle Maitriser les outils informatiques de base ;

- Développer une attitude professionnelle dans le respect de la déontologie et de l'éthique ;
- Assurer la productivité du travail en équipe ;

¹⁰⁶ Informations recueillies dans un document de l'ISAGO qui renseigne sur la formation dans cet institut de manière globale , en insistant sur les objectifs la formation en fonction des cycles et options, qui renseigne également sur les compétences recherchées chez chaque étudiant et les différents débouchés qu'offrent chaque option.

- Comprendre le fonctionnement des organisations ;
- Travailler dans un environnement multiculturel ;
- Créer et gérer une entreprise ;
- Utiliser des techniques de collecte et de traitement de données ;
- Mettre en œuvre des actions de recherche et de sécurisation de l'emploi ;
- Développer progressivement une autonomie d'apprentissage afin de pouvoir poursuivre de façon continue son développement personnel et professionnel tout au long de sa carrière.

Les compétences spécifiques dont l'étudiant doit faire preuve sont les suivants :

- Mobiliser des connaissances de base en agronomie et en zootechnie ;
- Situer une exploitation dans son environnement économique et social ;
- Situer un système d'exploitation dans son environnement naturel ;
- Elaborer la stratégie de l'exploitation dans une perspective de durabilité ;
- Conduire un système de production dans une perspective de durabilité ;
- Réaliser la gestion technico-économique et financière de l'exploitation ;
- Gérer le travail sur une exploitation agropastorale dans le respect de la réglementation ;
- Raisonner la mise en marché des produits de l'exploitation agropastorale en vue de maximiser le revenu ;
- Assurer la conservation et le conditionnement des produits de récolte en vue d'en limiter les pertes ;
- Assurer la transformation des produits de l'exploitation agropastorale.
- Débouchés

L'option EAP en formation agronomique a plusieurs débouchés qui permet à l'étudiant ayant choisi cette option au cours de sa formation de pouvoir s'intégrer dans le monde de l'emploi. Un entrepreneur Agropastoral peut donc devenir :

- Promoteur ou propriétaire d'une entreprise agropastorale ;
- Gérant- salarié des PME/TPE agropastorale ;
- Agent d'une organisation de producteurs ;
- Cadre à la fonction publique (MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINFOF, etc) ;
- Cadre dans une Organisation Non Gouvernementale et Programme / Projet ;

- Audit-conseil des exploitations et entreprises agropastorales.

L'ISAGO propose plusieurs options dans le cadre de la formation agronomique des étudiants, chaque étudiant choisi une option en fonction de ses aspirations et de ses objectifs. Après avoir présenté en détail les objectifs, les compétences et les débouchés de l'option EAP, qu'en est-il de l'option PA du cycle BTS ?

❖ Option PA.

Pour être admis en première année en cycle BTS option PA, le /la candidate doit :

- Être titulaire d'un baccalauréat scientifique ;
- Avoir réussi au concours d'entrée en première année ;
- Avoir justifié une aisance financière des parents à payer l'intégralité de la scolarité
- Être médicalement apte à subir les épreuves pratiques agropastorales

❖ Objectif de la formation.

Cette spécialité forme des experts en élevage et la filière animale, disposant des solides connaissances dans l'ensemble des techniques de production animale en biologie et en chimie. L'étudiant apprend la conduite de l'élevage sous tous ses aspects : qualité de l'alimentation, croissance des animaux, surveillance sanitaire, bien-être animal, conception des bâtiments ...

❖ Compétences recherchées

- Maîtriser les outils informatiques de base ;
- Développer une attitude professionnelle dans le respect de la déontologie et de l'éthique ;
- Assurer la productivité du travail en équipe ;
- Comprendre le fonctionnement des organisations ;
- Travailler dans un environnement multiculturel ;
- Créer et gérer une entreprise ;
- Utiliser des techniques de collecte et de traitement de données ;
- Mettre en œuvre des actions de recherche et de sécurisation de l'emploi ;
- Développer progressivement une autonomie d'apprentissage afin de pouvoir poursuivre de façon continue son développement personnel et professionnel tout au long de sa carrière.

Comme compétences spécifiques, l'étudiant de Production Animale doit être apte à :

- Fournir des conseils techniques un chef d'exploitation ou à une coopérative aussi bien dans la production en elle-même que dans la gestion et le fonctionnement d'une exploitation agricole ;
- Gérer une exploitation agricole avec un élevage qu'il apprendra à conduire : il s'agit en effet de la qualité de l'alimentation, reproduction et bien-être des animaux, survivance sanitaire, intervention et manipulation (insémination et soins, par exemple) des animaux ;
- Réaliser des diagnostics techniques, financiers, réglementaires et environnementaux concernant l'élevage ;
- Manipuler les machines et les équipements liés à l'élevage et à la reproduction.

Une fois ces compétences acquises, l'étudiant de cette option de formation en agronomie a plusieurs opportunités qui se présentent à lui.

❖ Débouchés.

Comme débouchés pour un étudiant ayant suivi sa formation en production animale à ISAGO, nous avons les opportunités suivantes :

- Chef de ferme au sein d'une entreprise agropastorale ;
- Conseiller en élevage ;
- Responsable d'une unité en approvisionnement (coopérative, GIC, et autre);
- Technicien sélectionneur ou expérimentateur dans un institut de recherche ;
- Assistant de recherche dans un laboratoire ou centre de recherche (LANAVET, IRAD...);
- Technicien de production des poussins d'un jour
- Technico-commercial dans la distribution des produits d'élevage ;
- Délégué commercial et de services dans une entreprise de négoce ;
- Fonction publique (MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINFOF, etc)
- Promoteur de fermes

Après avoir abordé de manière détaillée les objectifs de formation, les compétences recherchées et des débouchés de la formation agronomique option Production Animale à ISAGO, que dire de l'option PV ?

❖ Option PV.

Pour être admis en première année en cycle BTS option PV, le /la candidat(e) doit :

- Être titulaire d'un baccalauréat scientifique ;
- Avoir réussi au concours d'entrée en première année ;
- Avoir justifié une aisance financière des parents à payer l'intégralité de la scolarité
- Être médicalement apte à subir les épreuves pratiques agropastorales.

❖ Objectif de la formation.

Ce programme forme des spécialistes de l'ensemble des domaines de la culture des plantes maraichères, pérennes, légumineuses, fourragères, de céréales ou d'oléagineux. L'enseignement accorde une place importante aux potentialités agronomiques du sol, des apports d'engrais et d'amendement, la biologie végétale, la physiologie de la reproduction, le fonctionnement et les processus de reproduction et de multiplication des végétaux et des semences.

❖ Compétences recherchées

- Maîtriser les outils informatiques de base ;
- Développer une attitude professionnelle dans le respect de la déontologie et de l'éthique ;
- Assurer la productivité du travail en équipe ;
- Comprendre le fonctionnement des organisations ;
- Travailler dans un environnement multiculturel ;
- Créer et gérer une entreprise ;
- Utiliser des techniques de collecte et de traitement de données ;
- Mettre en œuvre des actions de recherche et de sécurisation de l'emploi ;
- Développer progressivement une autonomie d'apprentissage afin de pouvoir poursuivre de façon continue son développement personnel et professionnel tout au long de sa carrière.

Comme compétences spécifiques, l'étudiant de Production Végétale doit être apte à :

- Définir les objectifs de rendement, de qualité mais également le calendrier de production ;

- Maitriser les bases de la production végétale ;
- Apporter un conseil averti aux agriculteurs en place ;
- S'occuper de la refonte totale d'un système de culture.

❖ Débouchés.

Après sa formation, l'étudiant en production végétale peut être :

- Chef d'exploitation ou chef de culture au sein d'une entreprise agricole ;
- Conseiller agricole (chambre d'agriculture, institut technique) ;
- Responsable d'une unité d'approvisionnement (coopérative, chambre d'agriculture ou de semences) ;
- Technicien sélectionneur ou expérimentateur dans un institut de recherche ou une firme semencière ;
- Chargé de mission dans les organismes agricoles (CAPEF, Coopératives, Groupement des producteurs) ;
- Assistant de recherche dans un laboratoire ou centre de recherche ;
- Technicien de multiplication de semences ;
- Technico- commercial dans la distribution des produits agricoles ;
- Délégué commercial et de services dans une entreprise négoce ;
- Fonction publique (MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINFOF, etc.)
- Promoteur de fermes.

Pour les étudiants désirant poursuivre leur cycle de formation après l'obtention de leur BTS, ils devront remplir certaines conditions en fonction des options choisies.

2.3.2- Cycle Ingénieur des Travaux Agricoles à l'ISAGO.

L'institut forme également les des Ingénieurs des Travaux Agricoles dans les filières de Productions Végétales (PV), Productions Animales (PA) et en Economie et Sociologie Rurale (ESR) à partir de la troisième année de formation.

❖ Option ESR

Pour être admis à l'ISAGO, cycle Ingénieur des Travaux Agricoles, option Economie et Sociologie Rurales, l'étudiant doit :

- Être titulaire d'un baccalauréat toute série confondue ;
- Être d'un BTS dans une filière agropastorale et ou d'un diplôme de Technicien Supérieur d'Agriculture délivré par un établissement reconnu par les autorités camerounaises et ou d'une licence en Sciences Economiques/ Gestion, Sociologie, Géographie et Développement communautaire ou tout autre diplôme jugé équivalent ;
- Avoir validé la totalité des enseignements reçus en deuxième année avec au moins 12/20 de moyenne pour les candidats internes ;
- Avoir justifié d'une aisance financière des parents/tuteur à payer l'intégralité de la scolarité ;
- Avoir déposé un dossier complet de sélection ;
- Avoir été sélectionné par la commission paritaire UDS/FASA-ISAGO ;
- Être médicalement apte subir les épreuves pratiques agropastorales.

❖ Objectif de la formation.

Cette spécialité forme des ingénieurs Agroéconomistes disposant de compétences à la fois techniques, économiques et managériales, ayant une maîtrise des activités de production, de commercialisation, d'animation, de développement rural et de management des exploitations agropastorales.

❖ Compétences recherchées.

❖ Compétences génériques

- Maîtriser les outils informatiques de base ;
- Développer une attitude professionnelle dans le respect de la déontologie et de l'éthique ;
- Assurer la productivité du travail en équipe ;
- Comprendre le fonctionnement des organisations ;
- Travailler dans un environnement multiculturel ;
- Créer et gérer une entreprise ;
- Utiliser des techniques de collecte et de traitement de données ;
- Mettre en œuvre des actions de recherche et de sécurisation de l'emploi ;
- Développer progressivement une autonomie d'apprentissage afin de pouvoir poursuivre de façon continue son développement personnel et professionnel tout a long de sa carrière.

❖ Compétences spécifiques.

- Contribuer et assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des programmes de formation des formateurs à l'entrepreneuriat, dans le cadre des conventions avec certains partenaires ;
- Participer en collaboration avec les autres cadres du développement rural, à la préparation des plans d'affaires (business plan) ;
- Appuyer et faciliter l'installation des entreprises agropastorales y compris dans les mécanismes d'acquisition des terres ;
- Promouvoir les sources de financement efficaces et innovantes ;
- Développer les modèles de financement des chaînes de valeur agricoles ;
- Proposer les différents modèles d'exploitation agricoles à promouvoir en termes de taille, d'organisation, d'innovation technique et technologique afin d'assurer la rentabilité, la viabilité et la durabilité des projets ; organiser le système de formation continue des producteurs.

❖ Débouchés.

- Conseiller agropastoral ;
- Directeur des Coopératives et Plateformes des producteurs ;
- Promoteurs des centres de développement ruraux ;
- Promoteur des entreprises agro-alimentaires ;
- Cadre au sein des institutions financières (EMF et Banques) ;
- Promoteur de cabinet d'expertise et d'appui au développement ;
- Cadre de projets et programmes de développement rural ;
- Fonctionnaire international au sein des structures telles que la FAO/PAM/FIDA/ Banque Mondiale...
- Fonction publique (MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINEE MINFOF) ;
- Audit- conseil des exploitations et entreprises agropastorales.

❖ Option PA.

- Être titulaire d'un baccalauréat scientifique ;
- Être d'un BTS dans une filière agropastorale et ou d'un diplôme de Technicien Supérieur d'Agriculture délivré par un établissement reconnu par les autorités camerounaises

et ou d'une licence en Sciences Economiques/ Gestion, Sociologie, Géographie et Développement communautaire ou tout autre diplôme jugé équivalent ;

- Avoir validé la totalité des enseignements reçus en deuxième année avec au moins 12/20 de moyenne pour les candidats internes ;
 - Avoir justifié d'une aisance financière des parents/tuteur à payer l'intégralité de la scolarité ;
 - Avoir déposé un dossier complet de sélection ;
 - Avoir été sélectionné par la commission paritaire UDS/FASA-ISAGO ;
 - Être médicalement apte subir les épreuves pratiques agropastorales.
- ❖ Objectif de la formation.

Cette spécialité forme des Ingénieurs Zootechniciens disposant des compétences à la fois techniques et managériales sur trois piliers fondamentaux que sont : la production pastorale, l'alimentation et la santé animale. Le Zootechnicien assure les activités d'élevage ou de maintenance des animaux selon des protocoles établis.

❖ Compétences génériques.

- Maîtriser les outils informatiques de base ;
- Développer une attitude professionnelle dans le respect de la déontologie et de l'éthique ;
- Assurer la productivité du travail en équipe ;
- Comprendre le fonctionnement des organisations ;
- Travailler dans un environnement multiculturel.

❖ Compétences spécifiques.

- Réaliser les opérations quotidiennes requises par l'élevage des animaux ;
- Suivre l'ensemble des processus de reproduction, de la sélection des reproducteurs aux soins des nouveaux nés ;
- Surveiller l'état sanitaire et de santé des animaux et administrer les traitements nécessaires ;
- Assurer l'entretien et la maintenance de premier niveau des installations d'élevage et du matériel ;
- Entretien des lieux d'hébergement des animaux et les espaces d'élevage et signaler tout dysfonctionnement ;

- Observer le comportement des animaux et réaliser des mesures ;
- Réaliser des mises à mort selon la réglementation en vigueur ; collecter, réaliser les premières analyses, mettre en forme et transmettre les informations relatives aux données zootechniques ;
- Tenir les registres d'élevage ;
- Assurer la gestion des stocks et des commandes ;
- Assurer la sélection et le transfert des animaux nécessaires aux expériences ;
- Assurer éventuellement le suivi génétique des animaux ;
- Organiser le système de formation continue des agri-preneurs.
- Débouchés.
- Chef d'unité de production animale dans les grandes structures pastorales ;
- Cadre technique dans les sociétés de commercialisation d'équipements pastoraux ;
- Chef d'unité d'abattage industriel ;
- Promoteur des fermes ;
- Promoteur de cabinet d'expertise et d'appui au développement ;
- Cadre des projets et programmes de développement rural ;
- Fonctionnaire international au sein des structures telles que la FAO/PAM/FIDA/ Banque Mondiale...
- Fonction publique (MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINEE MINFOF).

❖ Option PV.

- Être titulaire d'un baccalauréat scientifique ;
- Être d'un BTS dans une filière agropastorale et ou d'un diplôme de Technicien Supérieur d'Agriculture délivré par un établissement reconnu par les autorités camerounaises et ou d'une licence en Sciences Economiques/ Gestion, Sociologie, Géographie et Développement communautaire ou tout autre diplôme jugé équivalent ;
- Avoir validé la totalité des enseignements reçus en deuxième année avec au moins 12/20 de moyenne pour les candidats internes ;
- Avoir justifié d'une aisance financière des parents/tuteur à payer l'intégralité de la scolarité ;
- Avoir déposé un dossier complet de sélection ;
- Avoir été sélectionné par la commission paritaire UDS/FASA-ISAGO ;
- Être médicalement apte subir les épreuves pratiques agropastorales.

❖ Objectif de la formation.

Cette spécialité forme des Ingénieurs Agronomes disposant des compétences à la fois techniques et managériales sur trois piliers fondamentaux que sont : les sciences du sol, l'agriculture et la protection des végétaux.

❖ Compétences recherchées.

❖ Compétences génériques.

- Maîtriser les outils informatiques de base ;
- Développer une attitude professionnelle dans le respect de la déontologie et de l'éthique ;
- Assurer la productivité du travail en équipe ;
- Comprendre le fonctionnement des organisations ;
- Travailler dans un environnement multiculturel ;
- Créer et gérer une entreprise ;
- Utiliser des techniques de collecte et de traitement de données ;
- Mettre en œuvre des actions de recherche et de sécurisation de l'emploi ;
- Développer progressivement une autonomie d'apprentissage afin de pouvoir poursuivre de façon continue son développement personnel et professionnel tout au long de sa carrière.

❖ Compétences spécifiques.

- Conduire une brigade phytosanitaire ;
- Faire une analyse préliminaire des constituants du sol dans le but de la mise en place des cultures ;
- Participer à la mise en œuvre des politiques de développement durable (mise en valeur des terres agricoles) ;
- Œuvrer au développement agro-industriel, via une gestion optimale des espaces, des ressources et des milieux naturels ;
- Veiller à l'amélioration des techniques de productions des sols, en tenant compte de leur nature et de leurs caractéristiques ;
- Etudier une ou plusieurs exploitations afin de déterminer les éventuelles améliorations à apporter ;

- Coordonner et contrôler les unités de production végétale de l'exploitation (champs, serres, etc.) ;
- Définir les outils et les techniques les plus adaptés à une exploitation ;
- Déterminer l'utilisation des sols dans le temps (plan cultural), contrôler leur état et planifier les travaux futurs dans le respect des normes en vigueur ;
- Assurer la reproduction des espèces ;
- Gérer l'utilisation des parcelles, la planification des moments de semailles et de récolte ;
- Observer le suivi des cultures et analyser les sols ;
- Organiser le système de formation continue des agris preneurs.
- Débouchés.
- Chef d'unité de production agricole dans les agro-industries (SODECAO, SOCAPALM, HEVECAM, CDC, PHP, SOSUCAM, etc) ;
- Cadre technique dans les sociétés de commercialisation d'équipements agricoles et des engrais (JAKO, TRACTAFRIC, ADER, etc) ;
- Chef de brigade phytosanitaire ;
- Promoteur d'exploitation ;
- Promoteur de cabinet d'expertise et d'appui au développement ;
- Cadre des projets et programmes de développement rural ;
- Fonctionnaire international au sein des structures telles que la FAO/PAM/FIDA/ Banque Mondiale...
- Fonction publique (MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINEE MINFOF).

Après la formation des étudiants dans ces différents domaines, il est judicieux pour l'institut de contrôler ses étudiants. C'est-à-dire de faire un suivi de ces étudiants afin de voir s'ils mettent véritablement en pratique les enseignements acquis lors de leur formation, ce qui va permettre davantage à l'institut de savoir si ses objectifs fixés sont atteints.

L'ISAGO est conçu depuis 2013 pour porter durablement la performance du groupe à travers la qualité de ses activités de formation et de recherches. Le soutien du programme C2D AFOP (Programme conjoint MINADER / MINEPIA) acquis depuis l'ouverture d'ISAGO en 2013 pour la mise en œuvre du cycle BTS Entrepreneur Agropastoral, est un atout pour l'actualisation des approches pédagogiques et les perspectives d'insertion des jeunes formés. Le tutorat de l'université de Dschang et la supervision du Ministère de

l'Enseignement Supérieur garantissent également l'insertion de l'ISAGO parmi des institutions universitaires de référence au Cameroun.

❖ **Objectif de cet institut.**

- Former des jeunes entrepreneurs ruraux pour une redynamisation du monde agricole et une meilleure valorisation des métiers de l'agriculture, de l'agroalimentaire en zone rurale, par des formations initiales ;
- Professionnaliser l'agriculture par des formations modulaires courtes, destinées à l'acquisition ou au renforcement des compétences de tout acteur intéressé par la production agricole et agroalimentaire ;
- Favoriser la création des petites et moyennes entreprises agricoles afin de produire des richesses à partir des potentialités des zones rurales, par des appuis et soutiens de diverses natures ;
- Travailler pour la mise en place et l'organisation des filières agricoles, processus allant de la production à la commercialisation ;
- Devenir pour le monde rural, un centre de référence pour la formation, l'information et la documentation, le progrès technique ne devenant véritable progrès humain que dans la mesure où il s'accompagne de la volonté d'en diffuser les bienfaits et de combattre les nuisances humaines et sociologiques qu'il engendre.

❖ **Les travaux pratiques qu'offrent ISAGO**

L'ISAGO supporte la régularité des activités pratiques agropastorales. Cette année académique par exemple, la cellule des travaux pratiques agricoles enregistre d'octobre 2019 à janvier 2020 près de vingt-deux (22) séances de travaux pratiques avec le niveau I tronc commun, quinze (15) séances avec le niveau II options confondues de septembre 2019 à janvier 2020, douze (12) séances depuis novembre 2019 à janvier 2020 avec le niveau III options confondues et près de six (06) séances avec le niveau IV options confondues de novembre 2019 à janvier 2020. L'organisation des visites et voyages d'études, des conférences / ateliers, séminaires et la disponibilité des supports de cours sont d'autres atouts de l'ISAGO.

En somme, l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala (ISAGO) dispose de l'essentiel pour mener à bien ses objectifs, ceci garantie davantage l'atteinte de ses résultats.

❖ **LES CYCLES DE FORMATION A L'ISAGO**

L'ISAGO compte trois (03) cycles de formation à savoir :

Cycle BTS avec trois options :

- Productions végétales (PV) ;
- Productions animales (PA) ;
- Entrepreneurat agropastoral(EAP).

Il est à noter que les étudiants de première année du cycle BTS sont envoyés en stage de « découverte d'une exploitation agropastorale » d'une durée d'un (01) mois au sein d'une exploitation agropastorale. Les étudiants de la deuxième année quant à eux font un stage dénommé « Gestion d'une Exploitation Agropastorale » d'une durée d'un (01) mois au sein d'une exploitation agropastorale (EFA).

❖ **Cycle Ingénieur des Travaux Agricoles (ITA)/Licence professionnelle.**

2.3.2.1- Agronomie

En agronomie nous avons relevé quatre filières à savoir :

- Productions végétales (PV) ;
- Productions animales (PA) ;
- Economie et Sociologie Rurale (ES) et
- Génie Rural (GR).

2.3.2.2- Foresterie

En foresterie, l'ISAGO propose des filières telles que :

- Forêt et Agroforesterie ;
- Faune Aquatique et Terrestre.

En troisième année, les étudiants sont envoyés en stage d'« insertion professionnelle » d'une durée de trois (03) mois au sein des Entreprises de développement rural et Agro-alimentaires.

❖ Cycle ingénieur agronome / Master professionnel

2.3.2.3- Agronomie

Tout comme le cycle BTS, l'ISAGO propose en plus des quatre filières d'exploitation agricole à ses étudiants, la filière de management des coopératives agricoles (MACOA).

- Productions végétales(PV) ;
- Productions animales (PA) ;
- Economie et Sociologie Rurale (ES) et
- Génie Rural (GR) ;
- Management des coopératives Agricoles (MACOA).

2.3.2.4- Foresterie

Cette filière propose des options telles que :

- Forêt et agroforesterie ;
- Faune Aquatique et Terrestre ;
- Eau et Environnement.

Comme atouts, l'ISAGO dispose :

- D'un corps enseignant de qualité (exclusivement des spécialistes en milieu rural) ;
- D'une bibliothèque de près de trois mille cinq cent (3 500) ouvrages dont soixante-trois (63) ouvrages en agriculture-conservation –foresterie –sylviculture, vingt-huit (28) en élevage –pisciculture –pêche et faune. Soit un total de quatre-vingt-onze (91) titres différents pour l'agronomie ;
- D'un atelier agro-alimentaire qui sert à la fabrication des jus de fruits naturels, beurre de cacao, savon, chocolat (appareils de production fabriqués par les artisans locaux) ;
- D'un atelier équipé de machines agricoles offert par l'Ambassade de France ;
- De deux (02) tracteurs agricoles ;
- D'une ferme d'application avec :
- Cinq(05) bâtiments de production avicole d'une capacité cumulée de 30 000 sujets /bande ;

- Quatre(04) étangs piscicoles (silure, carpe et tilapia) ;
- Une unité de fabrication d'aliments pour poisson ;
- Une chèvrerie ;
- Trois(03) puits de rétention d'eau ;
- Un cheptel de bœufs et de vaches laitières
- Une porcherie ;
- Une unité d'élevage des canards ;
- Une unité d'élevage des poules locales ;
- Une unité de production de lapin ;
- Un forage ;
- Une unité d'abatage et de conditionnement des poulets.
- Plusieurs bailleurs de fonds ;
- ISAGO est la proche IPES Agricole de Yaoundé (45km et 30 minutes de Yaoundé) ;
- ISAGO se trouve dans un bassin de production propice à plusieurs spéculations ;
- La disponibilité de vastes étendues de terres fait du site d'ISAGO ;
- De deux (02) amphithéâtres, un bâtiment pédagogique de 11 salles de classes.
- D'une ferme d'application avec plus de treize (13) ateliers de production animale et de cultures maraichères situées à Bilone ;
- D'un site dit ATEBA OLINGA par Batchenga de cinquante (50) hectares comportant des champs d'expérimentation de productions végétales.

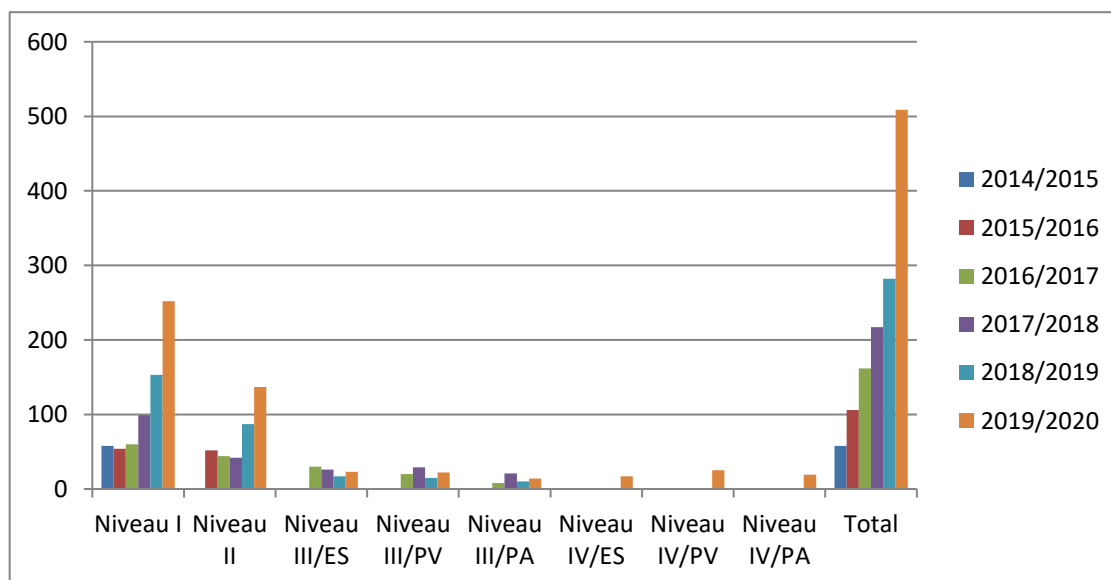
3- ENSEIGNANTS ET ETUDIANTS DE L'INSTITUT SUPERIEUR D'AGRICULTURE ET DE GESTION D'OBALA.

La création et l'évolution de l'ISAGO part d'un besoin et d'un constat ressenti. Celui de mettre à la disposition de la population des possibilités d'améliorer leurs techniques culturales à travers les enseignements qu'il dispose. Pour cela, il a eu un effectif qui a évolué au cours des années avec des enseignants distingués par leurs différents profils. Il s'agira de présenter d'abord l'évolution de ces effectifs allant de 2014 à 2020, d'apprécier les profils des enseignants recrutés, de présenter le processus adopté pour la mise en stage des étudiants.

3.1-Evolution des effectifs des étudiants à l'ISAGO.

Tableau 4 : Evolution des effectifs des étudiants à l'ISAGO.

Niveaux/options	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020
Niveau I	58	54	60	99	153	252
Niveau II	0	52	44	42	87	137
Niveau III/ES	0	0	30	26	17	23
Niveau III/PV	0	0	20	29	15	22
Niveau III/PA	0	0	8	21	10	14
Niveau IV/ES	0	0	0	0	0	17
Niveau IV/PV	0	0	0	0	0	25
Niveau IV/PA	0	0	0	0	0	19
Total	58	106	162	217	282	509



Titre : Diagramme représentatif de l'évolution des effectifs des étudiants à l'ISAGO entre l'année académique 2014 à 2020.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des effectifs à l'ISAGO des années académiques allant de 2014 à 2020. On remarque une régression de 04 étudiants entre 2015 et 2016 au niveau I, et une nette croissance entre 2016 et 2020 au même niveau.

Entre 2015 et 2018, l'effectif est décroissant au niveau II et croissant à partir de 2018 jusqu'à 2020. De 2016 à 2018 l'effectif est décroissant pour le niveau III/ES et croissant entre 2019 et 2020. L'effectif du niveau III/PV de 2017 en 2018 est croissant, décroissant entre 2018 et 2019 et croissant entre 2019 et 2020. Au niveau III/PA, l'effectif est croissant entre 2017 et 2018, décroissant entre 2018 et 2019 et croissant entre 2019 et 2020.

Pour ce qui est du niveau IV, il a été mis à jour à la rentrée académique 2019/2020 avec 17 étudiants pour l'option ES, 25 étudiants pour l'option PV et 19 étudiants pour l'option PA.

En somme on note que l'année académique 2014/2015 a accueillie au total 58 étudiants à l'ISAGO, 106 étudiants en 2015/2016, 162 étudiants en 2016/2017, 217 étudiants en 2017/2018, 282 étudiants en 2018/2019 et 503 étudiants en 2019/2020.

Ces résultats démontrent une nette évolution en effectifs des étudiants de l'ISAGO, partir de 58 étudiants en 2014/2015 pour 509 étudiants en 2019/2020. Cette évolution se justifie par la recherche perpétuelle de la satisfaction des étudiants de cet Institut au cours de leur formation en agronomie.

3.2- Profils des enseignants à l'ISAGO.

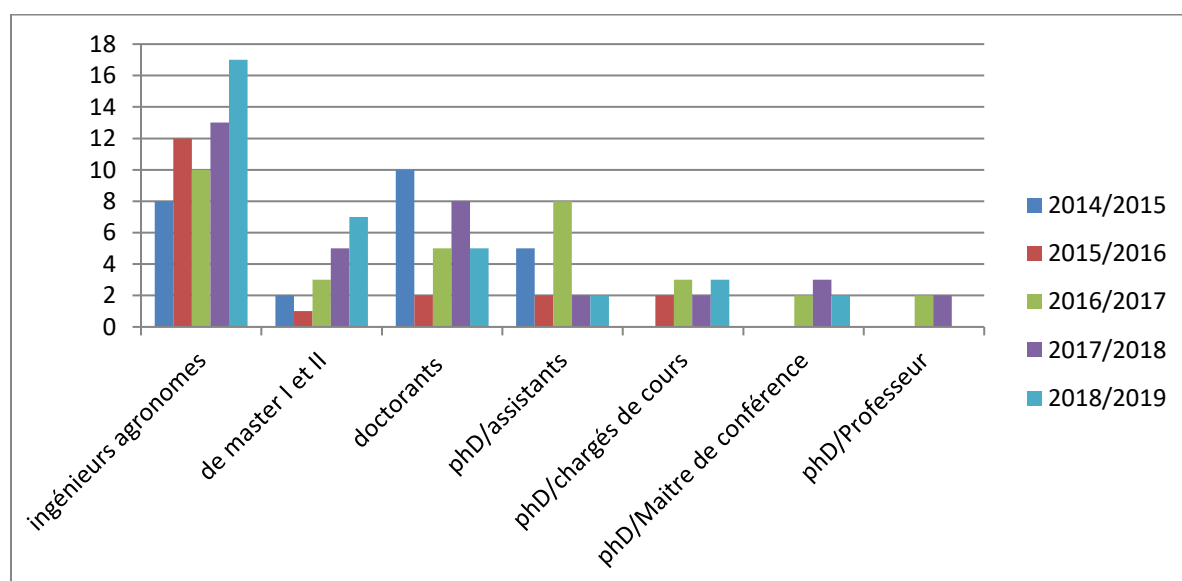
Pour assurer une meilleure qualité de formation à ses étudiants, l'ISAGO recrute des enseignants qualifiés suivant un certain profil à savoir : des ingénieurs agronomes, des enseignements ayant un niveau master I et II, des doctorants, des PhD/assistant, des PhD/chargés de cours, des PhD/Maitres de conférence et les PhD/ Professeur. Ce recrutement respecte à même temps les options donc offre l'ISAGO

Les statistiques de recrutement entre l'année académique 2014/2015 et 2018/2019 ¹⁰⁷montrent que l'ISAGO a fait appel à 60 ingénieurs agronomes, 18 de master I et II, 30 doctorants ,20 PhD/assistants, 10 PhD/chargés de cours, 07 PhD/Maitre de conférence, **04** PhD/Professeur. L'appel aux professeurs a au fil du temps donné plus de crédibilité en termes d'expertise des enseignements dispensés. De même, la collaboration entre l'ISAGO et la FASA est de telle manière que les enseignants de la FASA dispensent également des enseignements théoriques et pratiques à l'ISAGO.

¹⁰⁷ Informations tirées de l'éditorial de l'ISAGO, statistiques des enseignants entre 2014 à 2018 et complétées avec la liste Du recrutement des enseignants de 2019, qui nous a été donné par Mme ALEMOKA Samolé, chef SAAF de l'ISAGO (Service des Affaires Administratives et Financières).

Tableau 5 : profils de recrutement des enseignants à l'ISAGO.

Profils/Années	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019
Ingénieurs Agronomes	08	12	10	13	17
Master I et II	02	01	03	05	07
Doctorants	10	02	05	08	05
phD/assistants	05	02	08	02	02
phD/chargés de cours	0	02	03	02	03
phD/Maitre de Conférence	0	0	02	03	02
phD/Professeur	0	0	02	02	0



Titre : Diagramme représentatif des enseignants recrutés à l'ISAGO de 2014/2015 à 2018/2019.

Le recrutement des enseignants se fait à l'ISAGO en fonction des besoins et en fonction des effectifs. Plus il y a des étudiants, plus il y a recrutement des enseignants, afin de permettre aux étudiants de bénéficier d'une meilleure formation. Même s'il faut relever que le recrutement des phD/maitre de conférence et phD/Professeur est réduit et ne se fait pas toutes les années à cause de leur manque de disponibilité.

Une autre préoccupation qui nous interpelle est de savoir comment s'effectuent les stages des étudiants des différents cycles pendant leur formation à l'ISAGO.

3.3-Mise en stage des étudiants à l'ISAGO¹⁰⁸.

Au cours des cycles de formations, il est prévu plusieurs stages qui permettront à l'étudiant de mettre en pratique les enseignements théoriques qui leur ont été transmis au cours de leur formation.

❖ Cycles BTS (EAP, PV et PA).

En première année de formation à l'ISAGO, les étudiants sont envoyés en stage de « découverte d'une exploitation agricole » d'une durée de 01 mois au sein d'une exploitation agropastorale choisie par un groupe d'étudiant.

En deuxième année, les étudiants font un stage de « gestion d'une exploitation agropastorale » d'une durée de 01 mois au sein d'une Exploitation Familiale Agropastorale (EFA).

❖ Cycle des Ingénieurs Agronomes (ES, PV, PA).

En troisième et quatrième années, les étudiants sont envoyés en stage d' « insertion professionnelle » d'une durée de 03 mois au sein des entreprises de développement rural et des Agroalimentaires. Le projet d'ouverture du niveau 5 à l'ISAGO pour le compte de l'année académique 2020/2021, prévoyait un stage d' « Insertion professionnelle » des étudiants pendant une période de 06 mois.

3.3.1- Suivi post-formation des étudiants.

Le suivi de l'étudiant après sa formation contribue à savoir si les enseignements qu'il a suivis sont mise en pratique, au cas contraire, l'institut pourrait mobiliser des mécanismes permettant à cet étudiant de mettre en exécution les différents enseignements suivis au cours de sa formation. A cet effet, le promoteur de l'ISAGO affirme que le suivi de ses étudiants est très capital, il le précise en ces termes : « *Nous avons commandé une étude il y a de cela 3 ans pour le suivi de nos étudiants qui a sorti pas mal de résultats qui nous sert aujourd'hui. Nous*

¹⁰⁸ Informations recueillies auprès du chargé des stages académiques à l'ISAGO, Docteur LIKENG ; expert en production végétale, le 16 février 2020 à 13h. Aussi, nous avons participé à l'organisation de la mise en stage des étudiants au cours de l'année académique 2019/2020 à l'ISAGO, une insertion qui nous a permis de mieux comprendre le processus de mise en stage des étudiants de tous les niveaux et options.

formons beaucoup de nos étudiants au PEA-Jeunes après leur formation en agronomie ».Ajouté à cela, l'ISAGO compte près de 18 étudiants qui ont été formés et installés à leur propre compte¹⁰⁹.

Un regard critique sur cette situation de suivi post formation des étudiants nous interpelle. Même si cet institut évoque le fait qu'il y aurait un projet qui permettra d'avoir plus de données sur les anciens étudiants.

L'un des objectifs capitaux de l'ISAGO est d'accompagner les jeunes dans l'entrepreneuriat en leur inculquant les techniques qui leur permette de créer des petites et moyennes entreprises agricoles. Si de 2013 date de création de l'ISAGO jusqu'à 2020, date à laquelle cette étude a été menée, seuls 18 étudiants ont pu s'installer à leur propre compte, nous pouvons dire que le niveau de l'auto emploi des jeunes après leur formation est faible. Lorsqu'on sait que cet institut accueille un peu plus de 100 étudiants depuis l'année académique 2017/2018¹¹⁰. L'impact lointain de ce faible niveau d'autonomisation influence également sur les pratiques agricoles locales en ce sens que les autres individus de la localité n'ayant pas bénéficié d'une formation à l'ISAGO ne pourront pas apprendre de ces étudiants, qui, parfois ne sont pas originaire de la localité.

Le DAAC de l'ISAGO confirme le fait que d'après les dossiers reçus lors des concours d'entrée à l'ISAGO depuis sa création, il est remarqué que la majorité des étudiants ne sont pas originaires de la localité. Il dit à cet effet : *« au jour d'aujourd'hui, ISAGO accueille plus d'allogènes que d'autochtones. Au dernier concours qui s'est tenu le 02 aout 2020, nous avons eu plus de ressortissants de l'ouest »*. Ce qui amène à relever que certains étudiants allogènes peuvent retourner s'installer à leur propre compte dans leur localité d'origine après leur formation à l'ISAGO, même s'il faut noter leur détermination à intégrer la fonction publique, vu que l'institut est en partenariat avec certains ministères tels que : MINADER, MINEPIA, MINPMEESA, MINEE MINFOF.

Voici évoqué en somme ce qui est du suivi après la formation des jeunes étudiants à l'ISAGO. Il se dégage une réalité, qui est de savoir que les étudiants ne sont pas assez suivis après leur formation, ce qui est un facteur ne permettant pas de mesurer de manière efficace

¹⁰⁹ Informations recueillies lors de notre entretien avec le DAAC (Directeur des Affaires Académiques et de la Coopération), M. ELOUNDOU ETOUNDI Christian, le 06 aout 2020 à 13h24 min.

¹¹⁰ Statistiques de l'évolution des effectifs à l'ISAGO entre 2014 et 2020 effectué par la cellule informatique de cet institut.

l'influence des enseignements agricoles valorisés sur les pratiques agricoles au niveau local. C'est cette situation qui nous amène à en savoir plus sur l'ISAGO et son mode de fonctionnement, une relation décrite non pas par la population locale, mais par le promoteur et le DAAC, donc par les acteurs internes de cet institut.

4- ISAGO ET MODE DE FONCTIONNEMENT

Une étude au sein de l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala a été menée afin de relever la relation qu'il entretient avec la population locale. Ce niveau d'analyse permet d'avoir les informations externes (population locale) à partir des acteurs internes de l'institut. Ceci dans le but de voir à quel niveau l'ISAGO situe la population locale dans son exercice.

4.1- Situation de la population locale dans l'exercice de l'ISAGO

En prenant en compte le fait que l'ISAGO fonctionne comme une entreprise, il serait intéressant de l'étudier comme le préconise SAINSAULIEU(1987), c'est-à-dire en considérant cet institut comme une « affaire de société ». Ceci rendra parfaitement compte des interactions que la société entendue ici comme la population locale entretient avec l'entreprise comprise comme l'ISAGO. C'est notamment dans le but de relever cette relation que EPEE EKWALLA ¹¹¹pense qu'une entreprise n'est pas seulement le lieu de production des biens et de services, mais qu'elle est davantage un espace où travaillent des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux, qui nouent ainsi des relations sociales et culturelles particulières.

Une définition sociologique de l'entreprise selon SAINSAULIEU ¹¹²la comprend comme une institution c'est-à-dire un ensemble de règles sociales, unifiantes considérées comme légitimes et cristallisées dans un espace à vocation particulière et participant à la socialisation globale.

L'institution entreprise est confrontée à d'une double contingence à savoir : les contingences internes qui concernent les acteurs et les structures et les contingences externes qui concernent ses finalités. Dans le cadre de cette étude nous nous intéressons à la deuxième contingence qui permet de mesurer l'influence de l'existence de l'entreprise à l'extérieur.

¹¹¹ Joseph EPEE EKWALLA écrit un ouvrage intitulé : développement social des entreprises camerounaises, Publié aux éditions l'harmattan en 2012, dans le but de mettre l'accent sur les dimensions sociales, culturelles et communicationnelles de L'entreprise.

¹¹² Extrait de son ouvrage intitulé, sociologie de l'entreprise, paris FNSP, 1987.

A cet effet, nous avons constaté que, l'ISAGO n'attribue pas une place capitale à la population locale dans son exercice. Nous avons l'impression que cet institut se concentre beaucoup sur ses étudiants et de son chiffre d'affaire. A la question de savoir à quel niveau se situe la population locale dans l'exercice de l'institut, le promoteur relève que les différentes pratiques agricoles enseignées restent au niveau des étudiants. Il le relève en ces termes : *« c'est vrai que les pratiques agricoles restent encore au niveau des étudiants et l'école .je pense qu'il faudra voir dans quelle mesure intégrer les producteurs dans les pratiques agricoles, au lieu d'aller à Bilone¹¹³ régulièrement par exemple »*.

Ainsi, nous pouvons relever à travers ces propos à quel niveau se situe la population locale précisément les producteurs dans l'exercice des pratiques agricoles à Obala. Le choix des lieux des pratiques agricoles hors de la localité comme Sa'a¹¹⁴, Batchenga ou Natichgal¹¹⁵, ne permet pas aux producteurs locaux de bénéficier des avantages et des bienfaits des nouvelles techniques agricoles que promeut l'institut.

Cette sorte de distanciation entre l'institut et la population locale nous amène à interroger la réaction de la population locale face aux pratiques agricoles valorisées à l'ISAGO.

4.2- Population locale face aux pratiques agricoles de l'ISAGO.

Il s'agit précisément à ce niveau de notre étude d'interroger des acteurs internes de l'institut sur la réaction de la population locale en rapport avec les nouvelles techniques qu'ils valorisent. Il se trouve que le faible taux d'adoption des nouvelles techniques de production agricole valorisées à l'ISAGO par les producteurs locaux soit due à un véritable problème d'informations sur ces nouvelles pratiques agricoles et un coût élevé des frais de scolarité dans cet institut.

4.2.1- Manque d'informations sur l'exercice de l'ISAGO.

L'apport de l'approche participative instaurée par la FAO dans les projets de développement local des pays africains, relève que l'un des problèmes auquel le producteur fait face est le manque d'informations adéquats et sa tendance à attendre que tout lui soit

¹¹³ Site agrotouristique appartenant au groupe IAO (Institut Agricole d'Obala) et dont l'ISAGO est une composante. Lieu réservé aux différentes pratiques agricoles.

¹¹⁴ Localité située au nord d'Obala.

¹¹⁵ Localité située à l'Est d'Obala.

proposé¹¹⁶. Qu'il s'agisse des campagnes de sensibilisation agricoles, des différents projets de développement instaurés dans les localités, les paysans ont régulièrement eu une attitude d'attentistes. L'attentisme est compris ici comme une attitude consistant à différer une décision jusqu'à ce que la situation se précise¹¹⁷.

La population locale a constamment attendu que les informations viennent à elle et en retour, elle a eu le choix d'adopter l'information en question ou de la rejeter. Par conséquent, elle ne peut s'adapter ou pas que lorsqu'elle est au courant de ce qui se passe. Partant de cette logique, il est facile de comprendre que certains producteurs n'appliquent pas les nouvelles techniques agricoles valorisées par l'ISAGO parce qu'ils n'ont pas l'information. Le DAAC de l'ISAGO confirme cette situation en ces termes « *c'est vrai que nous n'avons pas encore atteint le pic de l'information auprès des producteurs locaux* »¹¹⁸.

Entre le mois de juillet et août, l'ISAGO lance des campagnes de sensibilisation afin de se faire connaître dans les autres régions du Cameroun. Cette sensibilisation se fait dans le but de maximiser l'effectif à la prochaine rentrée académique qui se tient généralement au mois d'octobre selon le calendrier du ministère de l'Enseignement Supérieur. À cet effet, l'accent est constamment mis sur la participation des allogènes, sans toutefois se rendre compte que certains locaux ne sont pas en possession de l'information concernant l'institut dont ils peuvent bénéficier de ses différentes offres de formations. Une autre cause justifie également la réaction de la population locale face aux pratiques agricoles de l'ISAGO, selon les acteurs internes de cet institut, il s'agit du coût élevé de la formation.

4.2.2- Coût élevé de la formation.

L'ISAGO considéré comme une entreprise a tendance à avoir comme défis majeur l'accumulation des fonds, on peut le remarquer au niveau des frais de scolarités représentés dans le tableau ci-dessous :

¹¹⁶ Une étude de l'apport de l'approche participative au Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger présente d'abord la mentalité des producteurs locaux dans ces pays comme des individus qui manquent d'informations pouvant leur permettre d'améliorer leurs techniques de production agricole.

¹¹⁷ <https://fr.m.wikipedia.org>. Site visité le 14-04-2021 à 22h 05 min.

¹¹⁸ Entretien avec le DAAC de l'ISAGO le 06 aout 2020 à 15h 20 min.

Tableau 6 : répartition des frais de scolarité des cycles BTS et Ingénieur à l'ISAGO en respectant les frais d'inscription, de pension en tranche et les frais d'encadrement en une année.

Cycle de formation	Cycle BTS		Cycle ingénieur	
Modalités à remplir				
Inscription	100 000		150 000	
Pension	300 000	1ere tranche : 150 000	500 000	1ere tranche : 200 000
		2eme tranche : 100 000		2eme tranche : 200 000
		3eme tranche : 50 000		3eme tranche : 100 000
Frais d'encadrement	15 000		25 000	
Frais de soutenance	15 000		25 000	
Frais de composition par matière au rattrapage	2 500		5 000	

Il est vrai qu'une entreprise a besoin des fonds pour pouvoir fonctionner, parce qu'elle possède en son sein un personnel à payer, des laboratoires d'expérimentation à équiper, des machines de transformations des produits agropastoraux à renouveler s'il y a besoin. Mais cette position ne devrait pas l'amener à oublier les réalités socio-économiques de la localité dans laquelle elle est implantée. Avec une scolarité au cycle BTS avoisinant la somme de 350 000f et 550 000f au cycle des ingénieurs des travaux agricoles, on peut comprendre le

faible taux de présence de la population locale à l'ISAGO. Surtout lorsqu'on sait que l'une des caractéristiques du milieu rural est la pauvreté de sa population¹¹⁹.

Cette absence des locaux est ressentie au sein de l'ISAGO, au point où son promoteur pour la justifier, note que : « *Les agriculteurs ne voient pas d'intérêts à utiliser les techniques agricoles dites modernes parce que selon eux, c'est coûteux. Ce que nous essayons de faire, c'est de bien former les étudiants afin qu'ils puissent aider à leur tour leur groupe restreint* »¹²⁰.

Former les étudiants afin qu'ils puissent aider leur groupe restreint est une alternative mitigée en ce sens que la majorité des étudiants viennent d'ailleurs, et une fois leur formation terminée, ils retournent majoritairement dans leur localité d'origine, ce qui ne contribue évidemment pas à la vulgarisation et d'adoption des nouvelles techniques agricoles dans la localité d'Obala.

Face à cette situation, l'ISAGO a des projets de mise en œuvre des mécanismes pouvant pousser la population locale à améliorer leur production.

4.3-Mécanismes adoptés par l'ISAGO pour amener la population locale à l'utilisation des nouvelles techniques agricoles.

L'un des objectifs fixés par l'ISAGO est de permettre à travers leurs enseignements en agronomie aux producteurs locaux d'améliorer leur production. Même si nous constatons que cet objectif est loin d'être atteint, au regard de la différence observée entre les techniques de production agricole promues par l'ISAGO et celles adoptées par les producteurs locaux. Après ce constat fait, l'institut a pour projet d'adopter certains mécanismes à savoir : mettre en œuvre des stratégies pour se rapprocher des producteurs pendant les stages des étudiants et la mise en œuvre de la formation duale.

4.3.1- Mise en valeur du savoir- faire des producteurs locaux.

Le savoir-faire paysan a été pendant plusieurs décennies négligées par les organismes chargés du développement rural en général et de l'innovation agricole en particulier, ceci parce qu'ils les jugeaient archaïques et dépassées. Mais après plusieurs échecs de projets de

¹¹⁹Mahmood Hassan Khan, relève qu'il est essentiel d'examiner le contexte économique et social pour mieux appréhender le concept le pauvreté dans les pays en développement prélevé de son ouvrage *La pauvreté rurale dans les pays en développement*, Edition française ,2001,p.5.

¹²⁰ Entretien avec le promoteur de l'ISAGO, le 07 aout 2020 à 14h05 min.

développement dans le milieu rural, ELA¹²¹ a pu découvrir la principale cause, qui est la non prise en compte des réalités paysannes dans la mise en œuvre de ces projets de développement. Il essaye de le démontrer à travers ces propos :

*vouloir faire accéder les agriculteurs et les éleveurs à plus d'efficacité grâce à un niveau scientifique et technique élevé tout en écartant leurs systèmes de production, leurs formes d'aménagement agricole, leur gestion de l'espace, c'est risquer de provoquer le rejet de toute intervention moderniste*¹²².

Les producteurs ruraux ont une tendance à résister aux changements, par peur de rupture avec leurs traditions, raison pour laquelle, on peut remarquer que les techniques de production agricoles n'ont réellement pas changé en milieu rural. Ils usent de leur savoir-faire comme un prototype de production agricole, qui parfois a tout de même des rendements leur permettant de se nourrir, et d'économiser. Cette réalité a été remarquée pendant le premier séminaire international sur le savoir-faire local dans la gestion des ressources naturelles dans les pays méditerranéens, tenus du 13 et 14 décembre 2002 à Gabès¹²³.

Les parties prenantes à ce séminaire ont relevé le fait que de nombreux progrès en agriculture traditionnelle (domestication des plantes et du bétail, travail de la terre, fertilisation et irrigation, mise en place des systèmes culturaux multiples, amélioration variétale etc.), se seraient matérialisés sans une quelconque participation de la science si non celle des paysans.

C'est dans l'optique d'apprendre aussi le savoir-faire local, que l'ISAGO souhaiterait dans les années à venir envoyer leurs stagiaires auprès de ces producteurs. Même si le savoir-faire local est jugé archaïque par ceux qui valorisent le modernisme et le développement sur tous les plans. Il est également important de comprendre qu'il peut être efficace et compléter les techniques agricoles dites modernes. Le promoteur de l'ISAGO accentue cette volonté pour ses étudiants d'apprendre également auprès des producteurs locaux à travers ces propos :

Il faut que le service des pratiques agricoles trouve des maîtres de stage autour de nous pour nos étudiants qui vont en stage, au lieu d'aller ailleurs comme

¹²¹ J.M.ELA ; innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du « monde d'en bas », harmattan, 1998.

¹²² Idem ; p231.

¹²³ Ville littorale de la Tunisie méridionale.

*on a l'habitude de le voir ici dans notre institut, même avec des exploitations rudimentaires*¹²⁴.

Ce projet consiste à recenser toutes les exploitations agricoles locales, étudier leur fonctionnement et y envoyer des stagiaires.

Au cours du stage, les étudiants apprendront auprès des producteurs, chose qui ne sera pas nouvelle puisque les étudiants vont régulièrement en stage, mais à la grande différence que cette fois, il se fera auprès des producteurs locaux. Les stagiaires ayant appris les techniques modernes de production agricole pourront édifier à leur tour les producteurs locaux sur leurs faiblesses afin que leur rendement soit plus conséquent.

Une autre stratégie mise en œuvre par l'ISAGO est la proposition des formations duales aux producteurs locaux.

4.3.2- Formation duale.

L'instauration de la formation duale a pour objectif de permettre aux producteurs locaux de pouvoir bénéficier des nouvelles techniques de production ce qui pourront contribuer à changer ou améliorer les leurs. Aucun diplôme n'est exigé aux producteurs pendant cette formation, cette décision a été prise par l'institut dans le but de capitaliser le nombre de participants.

Même si depuis sa mise sur pied, les formateurs¹²⁵ ont constatés un faible taux de participation des producteurs locaux. Le DAAC de l'ISAGO signale à ce propos que, « *nous proposons des petites formations pour permettre aux agriculteurs de se former sur de périodes bien déterminées. Sauf que beaucoup ne s'inscrivent pas* »¹²⁶. Ce taux de participation faible des producteurs locaux peut se justifier par le coût élevé de la formation et par le manque de volonté de ces derniers à changer leurs méthodes de production agricole.

La formation duale proposée par l'ISAGO se déroule entre 03 et 06 mois selon chaque producteur dans les filières maïs, cacao, banane plantain, poivron, tomate etc. l'offre de formation est disposée de tel enseigne que chaque producteur puisse faire le choix d'une filière ou des filières auxquelles il souhaiterait suivre la formation. Les frais de formation

¹²⁴ Entretien avec le promoteur de l'ISAGO, le 07 aout 2020 à 10h15 min.

¹²⁵ Les formateurs de la formation duale sont en général des enseignants spécialisés en productions animales, végétales et en transformations des produits agropastoraux à l'ISAGO.

¹²⁶ Entretien avec le DAAC de l'ISAGO le 06 aout 2020 à 14h 36 min.

varient selon le nombre de filières choisies. Le chargé des pratiques agricoles à l'ISAGO¹²⁷ le souligne en ces propos : « *c'est chaque producteur qui détermine les filières dans lesquelles il aimerait se former, et le temps qu'il veut que sa formation dure. Les frais varient entre 300.000f et 500.000f* ».

Les frais cette formation fixée par l'institut ne semble pas accessible à tous les producteurs locaux lorsqu'on connaît toutes les difficultés financières que rencontrent ces derniers au quotidien. Pourtant une formation de ce type pourrait leur être utile en ce sens qu'elle contribuerait à l'amélioration des rendements de ces producteurs locaux et contribuer à l'autosuffisance alimentaire dans la localité d'Obala.

En somme, le choix de la localité d'Obala comme site de l'ISAGO se justifie par un attachement émotionnel qu'éprouve le promoteur de cet institut pour cette localité, car est un natif de cette localité, il a la maîtrise de sa culture. Les atouts biophysiques et la démographie ont également été des facteurs motivateurs de ce choix. De l'IAO¹²⁸ en 2003 à l'ISAGO en 2013, l'institut comme toute institution s'est fixé des objectifs qui sont en générale regrouper dans la volonté de participer au développement agropastoral de la localité et d'encourager les étudiants de s'auto employer et de créer des emplois après leur formation. L'installation de l'ISAGO a sans doute créé une interaction entre lui et la population.

Une analyse qui s'est faite à partir des acteurs de l'ISAGO notamment son promoteur et son DAAC a montré que la population locale semble ne pas être la principale cible dans l'exercice de l'ISAGO. Cette population semble ne pas être assez informée sur son fonctionnement. Pour améliorer cette situation, l'institut tente de développer des stratégies de rapprochement vers les producteurs locaux, en envoyant les étudiants dans les exploitations de la localité préalablement recensés par le service des pratiques agricoles. Une autre stratégie déjà mise en œuvre, mais pas conséquente, est la mise sur pied d'une formation duale permettant à tous les producteurs d'apprendre les nouvelles techniques de production agricoles à une durée bien déterminée.

¹²⁷Entretien avec le chargé des pratiques agricoles de l'ISAGO M. MEVOUNGOU ELOUNDOU Flavien, le 08 aout 2020 à 10h20 min.

¹²⁸ IAO (Institut d'Agriculture d'Obala) créé en 2003, avec un collège d'enseignement général et technique agricole.

**CHAPITRE IV : DESILLUSION PAYSANNE : L'ISAGO
ET LA DIFFICILE AGRICULTURE DE SECONDE
GENERATION A OBALA**

La création de l'ISAGO à Obala n'a pas constitué jusqu'à présent un véritable facteur de développement agropastoral dans cette localité. Ce constat résulte des analyses faites au chapitre (3)¹²⁹ du présent travail. Il est alors évoqué la relation entre l'ISAGO et le développement agropastoral local pour comprendre ce paradoxe en contexte camerounais qui devient de plus en plus récurrent dans les localités où existe un institut agropastoral ou une école d'agriculture. La collecte, le traitement et l'analyse des données sur la naissance de l'ISAGO, sur l'émergence de l'ISAGO dans la localité d'Obala et sur son mode de fonctionnement avec la population locale nous entraîne à l'analyse de la réalité de la situation agropastorale sous l'angle de la faible contribution de l'ISAGO au développement agropastoral à Obala.

Cette grille de lecture se justifie non seulement par le coût élevé de la formation à l'ISAGO qui empêche certains jeunes bacheliers de s'inscrire à l'ISAGO et autres individus désirant bénéficier de la formation duale que propose cet institut pendant une courte période. Nous l'avons montré au chapitre (3). Mais aussi l'insuffisance des produits agropastoraux et leurs prix élevés sur le marché d'Obala qui ne permet pas toujours à la population locale de se nourrir sans difficulté. Ainsi, suivant cette logique, pour rendre compte du rapport entre l'existence de l'ISAGO et le développement agropastoral à Obala, le présent chapitre qui s'articule autour de trois sections : la première section (1) traite de la faible contribution de l'ISAGO au développement agropastoral à Obala, la deuxième section(2) analyse la survivance des pratiques agropastorales traditionnelles et la troisième section(3) essaie de comprendre dans quelle mesure l'ISAGO peut prendre en compte réellement la situation de la population locale pour une meilleure contribution au développement agropastoral local.

¹²⁹ Précisément au grand IV de ce chapitre qui présente la relation qui existe entre l'ISAGO et la production

1- FAIBLE CONTRIBUTION DE L'ISAGO AU DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL A OBALA.

L'installation de l'ISAGO dans la localité d'Obala n'a pas jusqu'à présent contribué de manière visible au développement agropastoral dans cette localité. Son existence en tant qu'un Institut de formation agropastoral n'influence pas la majorité des producteurs locaux dans leur manière de produire. Nous avons fait cette analyse à travers le traitement des données de terrains recueillies auprès des plus grands producteurs locaux de chaque quartier d'Obala. Pour mieux ressortir cette idée, nous insisterons sur l'apport de l'ISAGO depuis son installation auprès des producteurs locaux, de quelques statistiques de production agricole des producteurs avant et pendant l'existence de cet institut et les attentes de ces producteurs vis à vis de cet institut.

1.1-Apport mitigé de l'ISAGO depuis son installation aux producteurs locaux.

Depuis son installation dans la localité d'Obala, les producteurs n'ont pas bénéficié de manière conséquente des bienfaits de la formation agropastorale et des nouvelles techniques agricoles dont promeut l'ISAGO. Dans une localité où l'agriculture est la principale activité qui permet à la population de se nourrir et de commercialiser une partie, une augmentation de taux de production agricole pouvait leur permettre d'avoir une meilleure alimentation et une économie locale garantie.

La quasi-totalité des producteurs interrogés dans la localité d'Obala confirme qu'ils n'ont pas modifiés leurs techniques agricoles dans leurs différentes exploitations. Ceux des quartiers reculés du centre-ville d'Obala sont encore plus sous informés par rapport à l'existence de cet institut et les informations qui vont avec. Etant loin du centre d'Obala, les producteurs des quartiers tels que Afambassi, Ekoumdouma, Nkolmelen, n'ont pas la possibilité d'être suffisamment informés parce que l'institut lui-même ne prend pas la charge de faire des campagnes de sensibilisation agricoles, des prospections sur les offres de formation qu'il propose dans les différents coins éloignés de la localité. M. BIYELE franck, Ekoumdouma, *«ma fille, l'école dont tu parles là, ne m'a pas apporté quelque chose dans mon champ. Nous ici on ne connaît pas ce qu'ils font là-bas chez eux¹³⁰»*.

¹³⁰ Entretien avec M.BIYELE franck, producteur de cacao, banane plantain, à Ekoumdouma, le 11 juillet 2020 à 15h 35 min.

Certains producteurs allant dans le même sens affirment qu'ils n'ont rien à apprendre de l'ISAGO et estiment qu'ils ont de l'expérience dans l'agriculture, vu qu'ils pratiquent l'agriculture bien avant l'installation de cet institut dans la localité. Il arrive que pendant le stage, les étudiants apprennent certaines techniques d'élevage dont l'institut ne pratique pas encore auprès des éleveurs locaux. C'est notamment le cas de Mme MINKA, qui apprend de temps en temps aux étudiants de l'ISAGO les techniques d'élevage des aulacodes dans sa ferme. *« Ma fille l'ISAGO ne m'a rien appris, j'ai fait ma formation à l'époque à l'IRAD de nkolbisson, au contraire, c'est moi qui forme leurs étudiants pendant les stages puisqu'ils ne font pas encore dans l'aulacoderie là-bas¹³¹ ».*

Cependant, il y a une minorité de producteurs locaux qui ont quand même améliorés leur production agricole grâce aux enseignements qu'offre l'ISAGO. Il s'agit en effet, des producteurs dont les enfants ont été formés dans cet institut et qui en retour ont mis en pratique ce qu'ils ont appris dans l'exploitation familiale. Pendant la mise en pratique de ces enseignements, leurs parents saisissent l'occasion pour en savoir un peu plus sur les nouvelles techniques agricoles.

Cet intérêt porté sur les nouvelles pratiques agricoles valorisées par l'ISAGO se comprend à travers le fait que malgré le coût élevé de la formation¹³², ces parents ont inscrits leurs enfants dans cet institut pour qu'ils apprennent à produire de manière moderne et qu'ils leur aide par la suite dans leurs différentes exploitations agricoles .M.FEGUE Alphonse, par exemple a inscrit sa fille à l'ISAGO et de temps en temps , elle l'aide dans son exploitation, *« j'ai ma fille là-bas à l'ISAGO qui fait production végétale , elle m'aide parfois dans mon champ et le résultat est positif. Quand elle va finir sa formation on va bien travailler ensemble¹³³ ».*

L'apport de l'ISAGO auprès des producteurs locaux reste mitigé parce que son influence ne se fait pas encore ressentir chez la majorité des producteurs locaux. C'est notamment l'une des raisons qui nous a amené à interroger les producteurs sur leur production agricole avant et pendant l'existence de l'ISAGO.

¹³¹ Entretien avec Mme MINKA, productrice d'aulacodes à Mbélé, le 12 juillet 2020 à 11h20 min.

¹³² D'après les informations que nous avons recueillies sur le terrain, la population locale se plaint beaucoup du coût de formation à l'ISAGO, une contrainte financière qui empêche plusieurs locaux de bénéficier de la formation agricole dans cet institut.

¹³³ Propos recueillis auprès de M .FEGUE Alphonse, producteur de banane plantain, Mbélé , le 14 juin 2020 à 15h 30 min.

1.2-Production agricole des producteurs avant et pendant l'existence de l'ISAGO

Cette comparaison entre la production agricole des producteurs locaux avant et pendant l'existence de l'ISAGO permet d'apprécier ici le niveau d'influence que cet institut a eu sur la production agricole locale avec le temps.

En effet, les trois quarts des habitants pauvres des pays en développement vivent dans les espaces ruraux et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance¹³⁴. Dans ces pays, et en Afrique subsaharienne en particulier, la Banque Mondiale présente l'agriculture comme un instrument pour la réduction de la proportion de la population vivant dans la pauvreté, souffrant de faim, et pouvant favoriser la croissance économique, à condition que s'opère une révolution au niveau de la productivité des exploitations agricoles.

L'amélioration des revenus des exploitants agricoles de ces pays, à travers l'amélioration des rendements et de la productivité du travail, constitue depuis plusieurs décennies l'une des priorités par le gouvernement et organismes de recherche et de développement du Cameroun. C'est notamment au regard de ce rôle que joue l'agriculture dans la vie de la population locale qu'il est important pour eux d'améliorer leur production agricole afin de parvenir à une autosuffisance alimentaire.

Pour le cas de la population d'Obala, la production agricole n'a pratiquement pas changé surtout que la majorité des plantations a vieilli avec le temps. Rien de consistant n'a vraiment changé dans la production agricole de la population locale depuis la création de l'ISAGO dans cette localité. C'est le cas de M.EYE NOAH Christophe, producteur de cacao à Ekoumdouma, qui affirme ceci : « *j'ai toujours mes 05 à 06 sacs de cacao après ma récolte, je n'ai pas reçu leur aide* ¹³⁵ ».

La production agricole de la population locale tarde à s'améliorer malgré qu'il y ait un institut agropastoral qui promeut des nouvelles techniques de production. Néanmoins, nous avons relevé sur le terrain, une minorité de producteurs qui affirment avoir vu leur production agricole augmenter depuis qu'ils ont suivi des formations duales à l'ISAGO. La formation duale qu'offre l'ISAGO aux producteurs locaux leur permet d'apprendre des techniques de

¹³⁴ Extrait de : Restituer l'adoption des propositions techniques de la recherche dans les stratégies d'adaptation des exploitations agricoles familiales, de P. Pédelahore ; R. Tchatchoua ; M. Tonka ; M. Ntsama ; N. Andrieu.

¹³⁵ Propos recueillis après un entretien avec M. EYE NOAH Christophe, producteur de cacao à Ekoumdouma, le 14 juin à 10h 25min au sein de sa plantation.

production agricole qui leur permettront d'améliorer leur production agricole au fil du temps. Les producteurs sont donc appelés à suivre cette formation dans une période allant de 3 à 6 mois selon le choix du bénéficiaire.

Malgré le coût élevé de cette formation tel que mentionné plus haut (chapitre 3), ces producteurs ont quand même eu la nécessité de suivre cette formation. M. Jacob, producteur de cacao, banane plantain à Mbelé, affirme que :

Ma fille, j'ai compris que c'est l'argent qui appelle l'argent comme on dit souvent, j'avais fait ma formation à l'ISAGO ici à Obala en 2017, ça m'a beaucoup aidé, avant je pouvais estimer ma production annuelle à 25%, aujourd'hui je produis près de 60 % par an et je ne regrette pas¹³⁶.

Voilà un aperçu de la quantité des produits agricoles que possèdent après récolte les producteurs de la localité en la présence de l'ISAGO. Il ressort que la quantité de produits agricoles que récoltent les producteurs reste plus moins constante et n'augmente que si certains qui ont eu à bénéficier d'une formation agricole mettent en pratique ce qu'ils ont appris dans leurs différentes exploitations agricoles. Les statistiques montrent que la production agricole à Obala est inférieure à la croissance démographique et que les importations en termes de produits agropastoraux se sont accrues avec le temps.

La faible contribution de l'ISAGO au développement agropastoral dans la localité d'Obala nous a permis de questionner les producteurs locaux par rapport à leurs attentes venant de cet institut agropastoral.

1.3-Les attentes des producteurs locaux de l'ISAGO.

Tout part du fait que les producteurs locaux sont intéressés par une augmentation de leur rendement, surtout dans un contexte rural marqué par un contexte économique où se réduisent les alternatives en matière d'emploi. La sécurité alimentaire passe le plus souvent après une couverture des besoins des exploitations agricoles. Ne pas bénéficier des formations qu'offre l'ISAGO est une situation qui dérange pas mal de producteurs. Poussé par les bailleurs de fonds, l'Etat du Cameroun s'est désengagé des secteurs de production et des subventions multiformes de l'agriculture. En réaction à cette situation, les paysans étaient

¹³⁶¹³⁶ Propos recueillis après un entretien avec M. Jacob, producteur de cacao et banane plantain à Mbelé , le 13 juin à 10h 45min au sein de sa plantation.

obligés de se prendre en charge en créant ou renforçant les associations locales¹³⁷. Abandonnés à eux même, les paysans ont tenté bien que mal à mobiliser des stratégies qui leur permettent de vivre au quotidien grâce l'agriculture. Sauf que ces stratégies ne leur permettent pas toujours d'obtenir un bon rendement à la fin de leurs récoltes.

Malgré de multiples interventions des organismes de développement agricole¹³⁸ auprès des paysans, on observe toujours un décalage entre les techniques d'amélioration de production agricole que ces organismes enseignent à la population et les techniques agricoles observées sur le terrain.

Aujourd'hui cette situation continue d'être préoccupante, au-delà du fait que de nombreux projets de développement agricoles ont échoué cause de non prise en compte des réalités sociales des paysans¹³⁹, la population locale parfois observe le fonctionnement de ces organismes de manière silencieuse et participe juste par contrainte et tente à rapidement s'en lasser. Le cas de l'ISAGO et la population est semblable à cette situation que nous décrivons.

En effet, lorsque nous nous sommes entretenus avec les producteurs d'Obala sur leur relation avec l'ISAGO, nous avons relevés deux critiques qui revenaient de manière fréquentes. A savoir que, l'ISAGO ne fait pas de campagnes de sensibilisation agricole dans les zones reculées du centre-ville et le fait que la mise en stage des étudiants se fait majoritairement hors de la localité. Ces deux critiques ainsi formulées par la population locale révèlent en fait que l'ISAGO s'éloigne de l'un de ses objectifs qui est celui d'intégrer la population locale dans son exercice. Si la mise en stages des étudiants se fait majoritairement en dehors de la localité tel que mentionnée, cela justifierait davantage pourquoi les techniques agricoles des producteurs locaux ne se sont pas considérablement améliorées.

Quant aux campagnes de sensibilisation sur les offres de formations académiques et duales à l'ISAGO, elles se font de plus en plus loin des coins reculés de la localité, chose qui ne permet pas aux producteurs de ces coins de s'imprégner des informations sur le fonctionnement de cet institut qui peut leur être utile dans leurs différentes exploitations agricoles.

¹³⁷ Informations recueillies dans *désengagement de l'Etat en réponses paysannes au Cameroun* ; Moïse Moupou et Lawrence AkeiMbanga. P.163 .

¹³⁸ Parmi ces organismes de développement agricole les plus fréquents en Afrique et au Cameroun, on peut citer la FAO, le FIDA, le PNUD, le PAM qui œuvrent pour le développement des communautés appauvries et donc le besoin le plus ressenti est la faim.

¹³⁹ J.M.ELA, innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du « monde d'en bas », paris, l'harmattan, 1998.

2- FONCTIONNEMENT DE L'ISAGO ET POPULATION LOCALE.

Comprendre le fonctionnement de l'ISAGO avec la population locale revient à analyser davantage la relation qui pourrait exister entre cet institut agropastoral et les commerçants et consommateurs de cette localité.

2.1- L'ISAGO et commerçants d'Obala.

L'installation de l'ISAGO entant qu'un institut agropastoral dans la localité d'Obala, a sans doute eu une certaine influence sur les activités commerciales au marché d'Obala. Pour comprendre cette relation, nous avons analysé plusieurs points.

La catégorie des commerçants qui nous a intéressés pour notre recherche était ceux qui possédaient un comptoir, une expérience de 10 ans au moins dans l'exercice de cette activité de commercialisation des cultures pérennes et vivrières.

2.1.1- Formation des commerçants à l'ISAGO.

Etant donné que l'ISAGO offre des formations courtes allant de 03 à 06 mois, il est possible pour les commerçants de bénéficier des formations en techniques de commercialisation qui pourraient leur permettre de mieux écouler leurs produits. Sauf que la majorité de ces commerçants affirment qu'ils n'ont bénéficié d'aucune formation à l'ISAGO. A ce propos, Mme ATANGANA Pauline affirme n'avoir pas suivi de formation à l'ISAGO depuis qu'elle exerce cette activité, « *depuis 2003 que je vends ici au marché, je n'ai jamais suivi une formation à l'ISAGO, même ailleurs et je m'en sort quand même* ».

De même qu'ils ne sont pas formés à l'ISAGO, ces commerçants en majorité ne sont pas ravitaillés par des producteurs formés à l'ISAGO. Certains producteurs formés à l'ISAGO pouvaient fournir les produits agricoles aux commerçants du marché d'Obala, ceci dans le but de créer une véritable ligne commerciale dans la localité. Nous remarquons plutôt que certains de ces commerçants produisent eux-mêmes leurs produits. C'est notamment l'exemple de Mme Zenabou, « *c'est moi-même qui cultive mes pommes de terre, maïs et le manioc que je vends, depuis 2005 que je suis ici au marché* ». D'autres commerçants s'approvisionnent quant à eux dans les marchés de Yaoundé notamment : le marché du Mfoundi ; le marché 8^e et le marché Mokolo. C'est le cas de madame Brigitte qui s'approvisionne dans ces marchés, « *j'achète souvent ma marchandise au Mfoundi, Mokolo et souvent au 8^e ça dépend de ce que je veux* ». A l'exception de monsieur MANGA Lucien qui est ravitaillé en banane plantain par un formé de l'ISAGO.

D'après ce qui ressort, nous constatons que la quasi-totalité des commerçants au marché d'Obala n'ont pas suivi de formation à l'ISAGO, que ce soit en production agricole ou en technique de commercialisation des produits agricoles. Certains préfèrent se ravitailler dans les marchés de la ville de Yaoundé et d'autres choisissent produire eux-mêmes leurs produits. Cette situation visiblement ne contribue pas à l'abondance des produits agricoles sur le marché.

2.1.2- Insuffisance des produits agricoles sur le marché.

L'approvisionnement de certains commerçants dans les marchés de Yaoundé, majoritairement en provenance de l'Ouest est due au manque de producteurs dans la localité, surtout les producteurs de vivres frais. Mme Bernadette par exemple révèle qu'*« il y a pas assez de produits agricoles ici dans notre marché parce qu'il y a pas assez de producteurs de vivres frais ici, le poivre vient du Nord et Penja et les vivres frais de l'Ouest »*.

Les commerçants des cultures pérennes décrivent à leur tour le manque d'expertise des producteurs dans cette filière. S'il est vrai que la quasi-totalité des commerçants au marché d'Obala n'a pas suivi une formation quelconque en production végétale à l'ISAGO, cela expliquerait les raisons pour lesquelles il y'aurait insuffisance des produits agricoles sur le marché local. Même s'il est à relever que le faible taux de participation à la formation duale (allant de 03 à 06 mois) à l'ISAGO est motivé par son coût élevé soit 300 à 500 mil franc CFA¹⁴⁰.

Avec ce coût qui n'est pas favorable à tous les producteurs, ils se trouvent dans l'obligation de se contenter de leur savoir-faire, qui n'est pas toujours rentable. M. ABESOLO Jean, commerçant et producteur révèle que *« parfois le vent de la saison pluvieuse là renverse les rejets de plantain dans les champs et ça nous donne les pertes, parce que ça produit les petits régimes »*.

Suite à cette difficulté d'approvisionnement que ressentent les commerçants du marché d'Obala, ces derniers proposent aux producteurs formés à l'ISAGO de leur fournir leur produit, afin qu'ils ne soient plus en rupture. A cet effet M. NYOUMI ONGOLO Xavier Arthur, révèle que : *« les producteurs qui ont suivis la formation là-bas à l'ISAGO pouvaient par exemple nous fournir leur production pour qu'on puisse écouler ça ici au marché que de se*

¹⁴⁰ Entretien avec le chargé des pratiques agricoles de l'ISAGO M. MEVOUNGOU ELOUNDOU Flavien, le 08 aout 2020 à 10h20 min.

déplacer tout le temps pour aller à l'Ouest et Yaoundé ». Nous relevons à travers ces propos une envie pour ces commerçants d'avoir des fournisseurs locaux, ce qui contribuera à la disponibilité des produits agricoles sur le marché et à des prix accessibles aux consommateurs.

Cependant, les commerçants qui produisent, ne sollicitent par l'intervention de l'ISAGO dans leur activité. En produisant leurs propres produits agricoles destinés à la commercialisation, ces commerçants pensent avoir trouvé la solution aux problèmes de ruptures de stocks des produits auxquels ils ont régulièrement fait face au marché d'Obala. Mme ETOUNDI Solange, commerçante des vivres frais signale à cet effet que : *« je me bats seule depuis 1996 seule, je cultive mes condiments dans mon petit champ à coté de ma maison et m'en sors, donc je n'ai pas moi besoin de l'ISAGO »*.

Il y a aussi que, lorsque les acheteurs sur le marché local ne donnent pas satisfaction aux producteurs, une alternative est de vendre ailleurs. L'objectif peut être multiple. Le producteur peut chercher sur les marchés urbains des prix plus élevés que sur les marchés à proximité du village.

En effet, les prix pratiqués « en ville » apparaissent comme très alléchants et attractifs pour beaucoup de producteurs ruraux. L'objectif est alors clairement de récupérer le différentiel géographique de prix, en s'affranchissant des intermédiaires (collecteurs ou premiers commerçants)¹⁴¹. Mais il est à relever que ces producteurs peuvent aussi trouver d'autres acheteurs, quand ceux sur la proche du lieu de production ne donnent pas satisfaction (mode de paiement irrégulier ou différé, volumes acheté trop faibles, non valorisation possible de la qualité auprès des consommateurs au faible pouvoir d'achat). Cette possibilité peut également justifier cette situation d'insuffisance de produits agricoles sur le marché d'Obala. M. MANGA Paul, commerçant de banane plantain le souligne en ces propos,

c'est vrai que beaucoup de jeunes d'Obala ont peur de se lancer dans l'agriculture, mais on voit que le peu même qui produisent ici vont vendre ça

¹⁴¹ Accès au marché et commercialisation des produits agricoles ; valorisation d'initiatives de producteurs ; document collectif présenté par Anne Lothoré et Patrick Delmas ; p63 . Ce document résulte des travaux et Echanges ayant eu lieu lors du groupe de travail thématique intitulé « accès au marché et commercialisation de produits agricoles ». Ce groupe de travail thématique animé par Inter réseaux développement rural a impliqué sur le terrain entre 2004 et 2007 plus de 300 personnes d'Afrique subsaharienne, essentiellement du Benin, Cameroun, Guinée, Mali, Burkina Fasso, du Burundi, cote d'ivoire, Madagascar, Niger, République démocratique du Congo et Sénégal. Ces personnes sont issues de plus d'une cinquantaine d'organisations, en grande majorité des organisations de producteurs et de paysans, mais aussi des organisations de commerçants et des organismes d'appui aux organisations des producteurs et au développement rural (ONG, projets).

*ailleurs surtout le plantain, c'est pour ça que le plantain est rare et chères ici au marché, mais on fait avec*¹⁴².

Il en ressort à ce niveau de notre étude que les commerçants qui sont dans l'obligation de se ravitailler dans les marchés de Yaoundé et de l'Ouest sollicitent l'intervention des producteurs locaux surtout ceux formés par l'ISAGO. Car selon eux, leur expertise permettra d'avoir les produits agricoles de bonne qualité et ils seront disponibles constamment sur le marché. Cependant, les commerçants -producteurs ne se plaignent pas beaucoup, parce qu'ils se battent comme ils peuvent pour avoir les produits agricoles issues de leurs propres plantations. Pourtant un équilibre entre producteurs et commerçants faciliteraient la situation commerciale des produits au marché d'Obala.

2.2- Commercialisation des produits agricoles au marché d'Obala.

La commercialisation des produits agricoles est l'activité d'échange des biens et des services relatifs à l'agriculture¹⁴³. Elle permet de réaliser le transfert d'un produit ; du lieu de production au lieu de consommation. La commercialisation doit être orientée vers les consommateurs et générer un profit pour le cultivateur, le transporteur, le commerçant, le transformateur, etc.

Dans le cas de notre étude, nous nous attardons sur la relation entre les « clients » et les commerçants du marché d'Obala. L'insuffisance des produits agricoles sur le marché, constitue un handicap pour l'alimentation des consommateurs locaux. Les prix des produits agricoles augmentent en fonction de leur disponibilité sur le marché. Même s'il est à noter que lorsque les producteurs de l'Ouest ont une grande récolte en produits maraichers (tomates ; condiments verts, poivron, piment, choux, etc.), les commerçants se ravitaillent en quantité et à cette période, les consommateurs sont satisfaits des prix et ont des produits également en quantité.

A la question de savoir si les « clients » sont satisfaits des prix proposés par les commerçants au marché d'Obala, M. Bosco, commerçant de plantain révèle que : « *la plupart des clients discutent le prix, avant qu'on s'entend* ¹⁴⁴ ». C'est dire que les prix sur le marché sont fixés par chaque commerçant, même si est à noter qu'ils sont tous élevés dans la

¹⁴² Entretien avec M. MANGA Paul le 10 juillet 2020 à 11h20 min au sein du marché d'Obala.

¹⁴³ Document sur la commercialisation des produits agricoles au Cameroun. Wikipedia, visité le 07/05/2021 à 18h 30 min.

¹⁴⁴ Entretien avec M. Bosco, commerçant de banane plantain au marché d'Obala, le 11 juillet 2020 à 10h 34min.

plupart du temps. L'abondance des « clients » n'est pas régulière selon les commerçants, M. Ibrahim, commerçant de banane plantain mentionne cela à travers ces propos : « *il y a les jours où tu as bien les clients, et il y a aussi les jours où tu peux rentrer sans vendre quelque chose* ¹⁴⁵ ».

Même si une fine minorité de ces commerçants estiment qu'en étant les plus anciens au marché, ils ont pu gagner la confiance de beaucoup de consommateurs ; raison pour laquelle ils ont toujours les « clients ». Papa ATANGANA Jacques, commerçant de manioc, banane, plantain le dit clairement en ces propos :

*Je cultive moi-même sur 2 hectares et je vends moins chers par rapport aux autres, parfois les autres viennent acheter chez moi pour revendre et je ne manque pas de clients parce que je vends comme ça depuis 32 ans ici au marché, tout le monde me connaît*¹⁴⁶.

A la question de savoir en quoi l'ISAGO pourrait leur être utile dans le cadre de la commercialisation de leurs produits agricoles sur le marché d'Obala, 02 entités se dégagent :

❖ Ceux qui sollicitent bénéficier des techniques de commercialisation pendant la formation duale qu'offre l'ISAGO, mais qui sont découragés par le coût élevé de la formation. Mme NGONO Florence par exemple évoque que, « *l'ISAGO peut nous aider en faisant des séminaires pour nous apprendre à faire le marketing, mais moins chères, on n'a pas l'argent*¹⁴⁷ ».

❖ Ceux qui estiment qu'ils n'ont pas besoin d'une formation quelconque venant parce qu'ils exercent cette activité bien avant l'installation cet institut dans la localité. Mme TSAFACK Marie, commerçante de vivres frais au marché d'Obala le témoigne à travers ces propos : « *je vends seule depuis ici au marché et par la grâce de Dieu je m'en sors un peu, je n'ai pas vraiment besoin d'aide*¹⁴⁸ ».

Nous notons en fin de compte que le rapport qu'entretien les commerçants et l'ISAGO est un rapport mitigé en ce sens que cet institut ne joue pas un grand rôle dans le marché d'Obala. Que ce soit en tant que fournisseur des produits agricoles ou en tant que

¹⁴⁵ Entretien avec M. Ibrahim, commerçant banane plantain au marché d'Obala, le 11 juillet 2020 à 11h 15 min.

¹⁴⁶ Entretien avec Papa ATANGANA Jacques, commerçant de manioc, banane, plantain au marché d'Obala, le 11 juillet 2020 à 11h 45 min.

¹⁴⁷ Entretien avec madame NGONO Florence, commerçante de vivres frais au marché d'Obala, le 12 juillet 2020 à 09h30 min.

¹⁴⁸ Entretien avec Mme TSAFACK Marie, commerçante de vivres frais au marché d'Obala, le 12 juillet 2020 à 10h 15 min.

formateur des commerçants. Néanmoins une fine minorité souhaiterait bénéficier des formations en techniques de commercialisation dans cet institut, mais ils se heurtent au coût élevé de la formation. Ils sont donc obligés à ce moment de mettre en œuvre leur savoir-faire qui n'est pas toujours très évident, lorsque nous voyons la difficulté parfois l'impossibilité de ces commerçants à trouver des produits agricoles dans la localité. Situation qui les amènent à aller se ravitailler ailleurs et qui contribue à la hausse des prix de ces produits une fois au marché d'Obala, une situation qui n'arrangent ni les commerçants, ni les potentiels consommateurs.

Une fois la relation l'ISAGO et les commerçants au marché d'Obala abordé, il convient également de voir dans quel sens l'installation de cet institut agropastoral dans cette localité contribuera à maintenir ou à changer les habitudes alimentaires des consommateurs locaux.

3- L'ISAGO ET CONSOMMATEURS LOCAUX.

La relation que nous établissons entre l'ISAGO et les consommateurs locaux, permet d'analyser dans quel sens cet institut a eu une influence ou pas sur les habitudes alimentaires des locaux. Pour cela, nous avons choisis de nous entretenir avec des consommateurs installés dans la localité depuis 14 années au moins, soit 07 années avant l'installation de l'institut et 07 années après. Nous nous sommes attardés sur deux points essentiels à savoir : l'accessibilité des produits agricoles au marché d'Obala et le regard des consommateurs sur les prix des produits agricoles au marché d'Obala.

3.1- Accessibilité des produits agricoles au marché d'Obala.

Il est indispensable que l'accès aux approvisionnements soit rendu stable et constant pour que la sécurité alimentaire des consommateurs locaux puisse être garantie. Plus élevés seront les rendements du système de production agricole, mieux il sera possible pour ces derniers d'accéder à suffisamment de nourriture. L'installation de l'ISAGO pouvait contribuer à ce que cela soit possible, en ce que les pratiques agricoles qui améliorent, en toute saison, la régularité du flux des différents produits agricoles jusqu'aux consommateurs favorise la sécurité alimentaire des ménages de la population locale. Malgré les pratiques agricoles dites modernes que l'ISAGO valorise, les consommateurs ne parviennent pas toujours à remplir leurs paniers ménagers.

Les locaux installés depuis 14 années au moins dans la localité d’Obala, décrivent l’insuffisance des produits agricoles sur le marché d’Obala. L’un des objectifs que s’est fixé l’ISAGO était de contribuer à travers la valorisation des nouvelles agricoles à la sécurité alimentaire locale. Les producteurs réticents à cette nouvelle façon de pratiquer l’agriculture, ne permettent pas qu’il y ait suffisamment de produits agricoles sur le marché d’Obala. Surtout lorsqu’ils consomment une part de leur propre production. Pour Mme MBALA Huguette, il y a pas abondance des produits agricoles sur le marché d’Obala, elle le déclare dans ces propos : « *non !il y a pas vraiment la nourriture au marché, ce sont les mamans de depuis qui vendent toujours les produits de leurs champs donc pas de changement*¹⁴⁹ ».

Si ce sont les productions agricoles des mamans issues de leurs petits champs qui ravitaillent encore tout le marché d’Obala, malgré la présence de l’ISAGO dans cette localité, il convient de confirmer que c’est ce qui peut justifier l’insuffisance des produits agricoles sur le marché. C’est notamment cette insuffisance des produits agricoles sur le marché local qui participe à l’augmentation des prix de ceux-ci dont la quasi-totalité des consommateurs locaux se plaignent.

3.2- Tendence de Prix des produits agricoles au marché d’Obala.

L’insuffisance des produits agricoles sur le marché d’Obala occasionné par le manque de fournisseurs locaux, insuffisance des producteurs locaux et le manque d’expertise de ces derniers a sans doute été l’un des facteurs de l’augmentation et l’instabilité des prix des produits agricoles sur le marché local.

Photographie 3 : échec d’une exploitation agricole à Afambassi



Source : *Enquête de terrain, le 20 juin 2020, 10h23 min.*

La photographie 3 : présente échec d’une exploitation agricole à Afambassi sur près de 3 hectares composée des bananes plantain et de cacao dû à la non maîtrise de canalisation de l’eau. Photo prise sur une piste étroite qui sert à distinguer 02 côtés de la plantation.

Cette photographie met nettement en exergue l'état de certaines exploitations agricoles qui n'arrivent pas à produire un grand rendement de manière à ravitailler le marché local à cause de la non maîtrise et la non adoption des nouvelles techniques agricoles. L'instabilité des produits et des prix des produits agricoles dans la localité d'Obala crée des situations d'insécurité alimentaire temporaires. A certaines périodes de l'année, les moins nantis n'ont plus accès à des ressources alimentaires suffisantes à cause de la faible production locale.

Photographie 4 : exposition des tas de macabo de 1000fcfa au marché d'Obala.



Source : *Enquête de terrain, le 29 juin 2020, 10h42 min.*

La photographie 4 : présente la petite quantité de tas de macabo que les consommateurs sont appelés à acheter au prix de 1000f. cette photo traduit ainsi la cherté de certains produits agricoles donc décrivent les consommateurs dans la localité d'Obala. Cette photo a été prise à quelques mètres de l'espace qu'occupait ces tas de macabos.

Nous nous sommes renseignés sur le prix du tas de ces macabo mise en exergue sur la photographie tel qu'on peut le voir. Les commerçants comptent environ 10 à 15 macabo par tas en fonction de leurs grosseurs à raison de 1000 CFA le tas. Un prix que les consommateurs ne parviennent pas à adopter à cause de la situation financière précaire de la majorité. Ce tas de macabo est illustratif pour la plupart des tubercules.

Tout comme la plupart des prix des produits agricoles dans les marchés locaux camerounais, les consommateurs d'Obala décrivent en grande partie leur cherté sur le marché local. Une autre cause de l'augmentation de ces prix sur le marché d'Obala, est l'arrivée des étudiants de l'ISAGO.

En effet, les effectifs des étudiants à l'ISAGO augmentent d'années en années depuis sa création. Vu qu'il y a insuffisance des produits agricoles sur le marché, l'arrivée des étudiants de l'ISAGO dans la localité a accentué la hausse des prix de ces produits sur le marché local. Un groupe de femme composée de Mama ZOBO Rita, ELOMBE Mélanie et Mama NGAH Solange indique que : « *le manioc de 2000 f ne suffit plus alors qu'avant on mangeait bien le manioc même avec 500f. Tout est cher, c'est plus cher qu'avant ; même les noix pour faire l'okok sont chères* ¹⁵⁰ ».

Il y a une réalité qui transparait à travers ces propos, celle de savoir qu'il y a plus de consommateurs que de producteurs et donc plus de personnes que de produits sur le marché d'Obala. Ce qui justifie davantage le coût pas toujours accessible par tous les consommateurs. Même s'il faut relever que certains produits agricoles comme les vivres frais sont moins chers pendant la saison pluvieuse.

La hausse des prix de ces produits agricoles sur le marché d'Obala appelle à se demander si ces produits sont au moins de bonne qualité. 03 catégories se dégagent face à ces préoccupations :

La grande majorité dénoncent la mauvaise qualité des produits agricoles, due majoritairement à l'utilisation de trop d'engrais et produits chimiques et qui, par conséquent rend la conservation de ces produits agricoles difficile et parfois impossible. Mme ETEME marie ange le dit en ces termes : « *ils sont devenus de mauvaise qualité, vraiment pas de goût, je me dis que c'est l'utilisation des produits chimiques qui fait ça* ¹⁵¹ ». Les consommateurs achètent les produits agricoles sur le marché cher et ne parviennent toujours pas à les conserver pour longtemps, une autre situation qu'ils décrivent au quotidien. Mme NEMI ETOUNDI Gwladys : « *la qualité n'est plus vraiment bonne, avant nos parents conservaient*

¹⁵⁰ Entretien avec Mama ZOBO Rita, ELOMBE Mélanie et Mama NGAH Solange, quartier chefferie, le 14 juillet 2020 à 12h.

¹⁵¹ Entretien avec Mme ETEME marie ange, le 14 juillet 2020 à 15h.

*le manioc dans le sable pendant une semaine, mais aujourd'hui à peine 02 jours, ça pourri*¹⁵²».

D'autres également pensent que la qualité de ces produits est acceptable parce qu'ils sont majoritairement cultivés dans les vieilles plantations dont ils se sont habitués et familiarisés avec le temps.

Cependant une fine minorité trouve que la qualité est bonne, même s'ils précisent que les produits chimiques ont contribué à avoir des produits avec grosseur, mais avec une saveur pas très bonne.

Cette situation a certainement eu une influence sur les habitudes alimentaires des consommateurs locaux. Elle a non seulement le problème de qualité et la quantité des aliments, mais également celui de l'accessibilité de ces derniers dans un contexte où les systèmes alimentaires tels qu'ils sont structurés ne laissent guère la place pour les aliments frais produits dans la localité d'Obala. Car les producteurs privilégient les cultures intensives.

4- HABITUDES ALIMENTAIRES DES CONSOMMATEURS LOCAUX.

Le changement des habitudes alimentaires des consommateurs locaux se comprend sous deux angles : d'un côté les habitudes alimentaires ont été modifiées parce que les consommateurs n'arrivaient plus à consommer ce qu'ils avaient l'habitude de consommer à cause des prix sur le marché ; de l'autre côté ceux dont les habitudes alimentaires n'ont presque pas changé.

En effet, la quasi-totalité des consommateurs ont vu leurs habitudes alimentaires être modifiées au fil du temps, ceci non seulement à cause de l'insuffisance des produits agricoles sur le marché mais surtout de leur coût élevé. Mme ETEME julienne par exemple était obligé de diminuer sa quantité de nourriture au fil selon ses moyens, « *je m'abstiens de manger ce que je peux, parce que parfois ça coute chère là-bas au marché* »¹⁵³.

Néanmoins, nous notons quelques consommateurs nantis qui parviennent à se nourrir sans difficulté majeure, et qui par conséquent non pas changés leurs habitudes alimentaires. Mme ALIMA veuve ZOA jean pierre, « *non ! Je n'ai pas changé ma manière de manger, je*

¹⁵² Entretien avec Mme NEMI ETOUNDI Gwladys, le 15 juillet 2020 à 10h 30.

¹⁵³ Entretien avec Mme ETEME julienne, le 15 juillet 2020 à 12h00.

*mange toujours ce que je veux*¹⁵⁴ ». Il y a également ceux qui consomment ce qu'ils produisent, cette catégorie de consommateurs n'a pas véritablement vu leurs habitudes alimentaires être modifiée. Parce qu'ayant leurs petites exploitations agricoles, ravitaillent leurs ménages au quotidien en denrées. Mme MBALA le souligne clairement en ces propos : « *je n'ai pas changé ma façon de me nourrir parce que je nourri ma famille grâce à mes petits champs qui sont derrière ma maison, donc il y a pas eu de changement*¹⁵⁵ ».

En effet, il en ressort que les consommateurs dont les habitudes alimentaires ont changés entre temps de manière régressive malgré la présence de l'ISAGO, sont dues au fait que les produits agricoles ont tendance à devenir de plus en plus insuffisants et chères sur le marché d'Obala. A cet effet, ces consommateurs exhortent l'ISAGO de mettre parfois leurs produits agricoles à la disponibilité des consommateurs locaux. M.OKENE Dyclo, « *l'ISAGO ne met pas ses produits à la disponibilité de la population mais au profit des supermarchés de Yaoundé*¹⁵⁶ ». Ceux dont les habitudes n'ont pas changé sont groupés en 02 catégories : ceux qui consomment leurs propres productions agricoles et ceux qui ont un niveau de vie moyen, leur permettant de s'offrir les produits agricoles qu'ils souhaitent malgré leur coût élevé.

En définitive, les consommateurs locaux se plaignent de l'insuffisance de ces produits agricoles sur le marché, situation qui ne leur permet plus de consommer ce qu'ils désirent, parce que les prix s'éloignent de plus en plus de leur réalité sociale dont la principale caractéristique est la pauvreté. Ils ont vu leurs habitudes alimentaires se rétrécir au fil du temps, ceux des consommateurs qui s'en sortent de cette situation sont ceux qui produisent dans de petites exploitations. Cette situation déplaisante est l'un des facteurs qui permet de comprendre davantage les raisons pour lesquelles la majorité des producteurs locaux continuent d'utiliser les techniques culturales dites traditionnelles dans les exploitations agricoles.

¹⁵⁴ Entretien avec Mme ALIMA veuve ZOA jean pierre, le 15 juillet 2020 à 14h 15 min.

¹⁵⁵ Entretien avec Mme MBALA, le 16 juillet 2020 à 14h 50 min.

¹⁵⁶ Entretien avec M.OKENE Dyclo, le 17 juillet 2020 à 10h .

5- SURVIVANCE DES PRATIQUES AGROPASTORALES TRADITIONNELLES.

La population locale est exposée à de nouveaux contextes liés aux évolutions. Notamment en termes de croissance démographique, de désengagement de l'Etat, d'émergence de nouveaux acteurs, de nouveaux défis de développement des productivités agricoles. Ces différents niveaux de l'évolution sont trop rapides par rapport au rythme d'auto adaptation de la population locale fondée sur des démarches expérimentales empiriques.

La cadence d'acquisition des nouvelles techniques de production agricole à Obala n'est pas suffisamment soutenue pour répondre dans les délais aux différents enjeux de l'agriculture qui s'impose dans la localité. C'est pourquoi on peut constater la survivance des pratiques agricoles dites traditionnelles dans la localité, l'approvisionnement en semence reste difficile et traditionnel, raison pour laquelle certains producteurs tentent bien que mal d'améliorer leur production agricole mais rencontrent plusieurs difficultés.

5.1- Les techniques agricoles utilisées à Obala

L'agriculture joue un rôle essentiel dans le développement comme lien capital, source d'épargne de la population locale. Malgré les nouvelles techniques agricoles que promeut l'ISAGO en agronomie et au regard de la place capitale qu'occupe l'agriculture dans le quotidien de la population locale, on remarque chez les producteurs d'Obala qu'ils n'ont pas cessés d'utiliser les techniques agricoles qui ne leur permet pas d'avoir une grande productivité.

En effet, la productivité est basse du fait d'une très faible mécanisation et d'une utilisation réduite d'intrants. Il faut par exemple 40 jours de travail de houe pour 04 avec une charrue attelée pour 01 hectare¹⁵⁷. La combinaison entre l'agriculture et l'élevage est mitigée, la maîtrise de l'eau est limitée, la pratique de la jachère longue et celle du brulis domine encore dans les techniques agricoles utilisées par les producteurs de la localité d'Obala. On observe que l'utilisation des méthodes agricoles traditionnelles telles que les systèmes de cultures associées, de débroussaillage sur brulis et de technique de production culturales avec pour outils principaux la houe et la machette. Cette façon de faire l'agriculture ne peut pas assurer la sauvegarde des sols.

¹⁵⁷ALTERSIAL, CERED, ORSTOM, *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, paris, harmattan, 1996.

Généralement dans les zones à densité démographique élevée comme à Obala, les jachères ne vont pas au-delà de 03 ans, l'agriculture est plus intensive et les cultures sont souvent continues. L'exploitation familiale moderne est quasi absente. On peut dire que l'intensif modernisé avec irrigation, double récolte annuelle, fumure, utilisation de semences et plantes à haut rendements se trouve généralement à l'Ouest du Cameroun¹⁵⁸.

Pendant la collecte des données sur le terrain, nous avons demandé aux producteurs de la localité d'Obala s'ils utilisaient des tracteurs ou d'autres outils modernes de production agricole dans leurs différentes exploitations, à cette interrogation, il ressort la majorité ne font pas usage de ces outils dans leur exploitation agricole. C'est par exemple le cas de M. Jean Marie, producteur de gombo, piment et tomates, qui affirme que : *« ma fille je cultive depuis 26 ans dans mon champ que voici avec la houe et je défriche avec la machette et je m'en sort quand même »*¹⁵⁹.

Néanmoins, on note une fine minorité de producteurs qui essayent d'utiliser des outils modernes de production leur permettant d'avoir un rendement plus consistant. Il s'agit exemple de M. MVONDO Philippe, producteur de cacao, banane plantain, tomates à Ekoumdouma qui affirme ceci : *« de temps en temps j'utilise l'atomiseur pour le cacao et la motopompe pour les tomates »*¹⁶⁰.

¹⁵⁸ Claude Auroi, Jean Lucmaurer, tradition et modernisation des économies rurales, ASIE-AFRIQUE – AMERIQUE LATINE, Genève, presses universitaires, 1998.

¹⁵⁹ Entretien avec M. Jean Marie, producteur de gombo, piment et tomates depuis 26 ans à Abokono, le 13 juillet 2020 à 09h21 min au sein de son exploitation agricole.

¹⁶⁰ Entretien avec M. MVONDO Philippe, producteur de cacao, banane plantain, tomates à Ekoumdouma, le 12 juillet 2020 à 10h32 min.

Photographie 5 : visite dans l'exploitation de cacaoyère de M. MVONDO Philippe à Ekoumdouma.



Source: *Enquête de terrain, le 12 novembre 2020, 09h38 min.*

La photographie 5 présente la visite que nous avons effectuée dans l'exploitation de cacaoyère de M. MVONDO Philippe lors de l'entretien que nous eut avec le propriétaire. Cette visite nous a permis de mieux visiter la plantation et de mieux comparer ce que M. MVONDO Philippe nous a dit et ce que reflétait l'exploitation en question. Cette photo a été prise avec l'aide du propriétaire de l'exploitation.

Lorsque nous prenons l'exemple de la culture du cacao, qui est sollicité par beaucoup de producteurs de la localité, nous remarquons par exemple que lors de la récolte du cacao, certains cacaoculteurs récoltent les cabosses trop tôt car ils veulent vendre rapidement afin d'avoir de l'argent et subvenir aux besoins de leur famille. Cette façon de récolter le cacao aboutit à une mauvaise fermentation. D'autres également retardent la récolte pour manque de la main d'œuvre, souvent aussi parce qu'ils attendent à la fin des pluies ou pour d'autres raisons.

Cette stratégie amène à une perte de fèves de cacao dues à la moisissure et à la germination. Pourtant, selon les techniques de récolte de cacao enseignées à l'ISAGO indiquent que la récolte des cabosses se fait uniquement quand elles sont complètement jaunes ou celles qui sont à moitié jaunes (tout en se rassurant quelles ne sont pas en grande quantité).

Pour ce qui est de l'écabossage, certains producteurs endommagent les fèves lorsqu'ils font usage d'une machette pour écabosser en coupant parfois trop en profondeur. Parfois ce sont les enfants qui font ce travail et se blessent parfois à cause de la pression du coup de la machette¹⁶¹. Ce sont parfois les enfants de M. ATEBA, cacaoculteur à Afambassi qui lui viennent en aide pendant la récolte, puisqu'il faut relever que la main d'œuvre est majoritairement familiale, il l'affirme en ces propos : « *ce sont mes enfants qui m'aident au moment de la récolte et au moment de l'écabossage, chaque producteur de cacao fait comme ça, au moment de la récolte du cacao tout le monde est occupé* ».

Pourtant, l'ISAGO recommande que le processus l'écabossage doive respecter 07 jours après la récolte. Utiliser une machette recommandée aux adultes uniquement ou à l'aide d'un bâton. Il faut également jeter les fèves qui ont germé, décolorées, atteintes de maladie, sont cassées ou ceux qui sont plates.

Quant à la fermentation des fèves, nous avons constatés que certains producteurs de cacao ne fermentent pas leur cacao et font sécher leurs fèves de cacao au soleil, même si certains essayent de les fermenter, mais seulement en 2 jours. Ceci parce qu'ils sont impatients de vite vendre pour se procurer des revenus. Cependant la qualité n'est pas toujours meilleure vue que de l'extérieur on ne parvient pas à déterminer si la fève a été fermenté ou pas sauf si on l'ouvre complètement ou encore en examinant la couleur de ladite fève.

D'autres emploient le plastique pour couvrir le tas de fèves à fermenter au lieu d'utiliser les feuilles de bananiers comme l'exige la méthode enseignée par les agronomes. L'utilisation du plastique ne permet pas l'échange d'air pendant la fermentation. Cette stratégie fait plutôt pourrir les fèves au lieu de les fermenter et ne permet pas de bien aux fèves d'avoir de l'arôme, pourtant les feuilles de bananier permettent à l'air de bien circuler dans les tas de fèves.

Certains également ont pour habitudes d'utiliser les caisses en bois ou des bouteilles en plastique, or cela empêche généralement les fèves d'atteindre la température idéale ou des conditions nécessaires pour une meilleure fermentation. Pourtant les instituts agropastoraux comme l'ISAGO recommandent de placer les feuilles de bananier ou de plantain au sol où seront placées les fèves à fermenter et doivent être à l'ombre. Les gros tas de fèves sont

¹⁶¹Entretien avec M. ATEBA jean, producteur de cacao à Afambassi, le 11 juillet à 16h23 min.

conseillés que les petits cars dans ces derniers, la température n'augmente pas assez pour permettre le développement de l'arôme. Chaque tas de à fermenter doit au moins contenir 20kg de fèves fraîches et pas plus de 2500 kg.

Après le séchage des fèves au soleil, place au stockage. De nombreux producteurs locaux stockent les cabosses pendant une longue période, ce qui provoque parfois leur germination, pourtant les techniques recommandées par l'ISAGO¹⁶² respecte plusieurs étapes à savoir :

- Calibrer les fèves selon leur qualité ;
- Mettre les fèves de même qualité dans un contenant (un sac) bien propre ;
- Stocker les sacs de fèves dans un endroit sec et aérés ;
- Se rassurer également que les sacs de fèves ne sont pas en contact direct avec le sol.

Les pratiques agricoles des locaux ne correspondent pas toujours aux exigences des instituts agropastoraux. Chaque producteur utilise les techniques agricoles qu'il maîtrise le mieux et qui lui revient moins chers. Pourtant ces techniques ne leur permettent pas d'obtenir une grande production après la récolte. Cependant, on peut également se demander où ces producteurs s'approvisionnent en semences afin d'estimer leur qualité.

❖ Approvisionnement des producteurs en semence

Le problème d'approvisionnement en semence de qualité chez les producteurs est posé depuis fort longtemps. Les producteurs locaux n'ont pas toujours connaissance des semences qui peuvent leur donner une grande production agricole, cela pose la question d'approvisionnement et de qualité de ces semences.

Dans les années 1980, les chercheurs en agronomie, les ONG mentionnaient déjà que les agriculteurs n'achetaient pas de semences, mais qu'ils utilisaient leurs propres semences ou qu'ils se ravitaillaient auprès des autres agricultures¹⁶³. D'après ces recherches, il s'est avéré que les magasins et marchés constituent une seconde source d'approvisionnement, mais que la principale source ressort de leur propre stock. Ces études ont également révélé que 10 à 15 % des agriculteurs Ougandais achètent leurs semences de haricot à chaque saison,

¹⁶²Etapes de production du cacao inscrit dans le manuel « *comment produire le bon cacao* » manuel de formation qu'offre L'ISAGO aux nouveaux et anciens cacaoculteurs de la localité et ailleurs.

¹⁶³Extrait du journal numéro 5 de janvier 2003 intitulé temps forts. Ce numéro présente les résultats des travaux de recherche menée en Afrique par le CIAT et ses partenaires et les conséquences.

le même phénomène se produit au Burundi, en RDC et au Rwanda mais cette fois avec une proportion de 20 à 40 %.

Aussi, on peut relever grâce au travail de ces chercheurs que ce sont les agriculteurs les plus pauvres qui dépendent les plus des semences commerciales. Ceci parce qu'ils n'ont pas une grande production agricole par saison et aussi parce qu'ils consomment et vendent parfois la totalité de leur récolte. Pourtant la production semencière au niveau local permettrait d'appuyer les différentes stratégies visant à introduire plusieurs variétés pour répondre de manière efficace aux besoins de la production dans les petites exploitations.

Cette tendance à ne pas s'approvisionner des semences auprès des points de vente agricoles ne permet pas aux compagnies semencières de se développer, ceci généralement parce que les producteurs conservent leur semence pour la saison prochaine. Les différentes étapes recommandées par les chercheurs agronomes mobilisés pour comprendre les rouages des systèmes durables d'approvisionnement en semences en Afrique relèvent que pour amener les producteurs locaux à avoir des meilleures qualités semencières il faut :

- Promouvoir et connaître les nouvelles variétés ¹⁶⁴ ;
- Réduire à une période limitée la vente de semences par les institutions de caractère officiel (instituts de recherche, projets, organisation non gouvernementales) ;
- Réaliser une étude des systèmes semenciers locaux et évaluer la demande en semences ;
- Mettre en place localement, des unités de production semencière à des fins commerciales.

Lorsqu'on regarde de plus près ce qui se passe à Obala, les informations recueillies lors de notre terrain, montrent que certains producteurs agricoles achètent leurs semences au marché. M.ATEBA Jacques, producteur de cacao, maïs, piment affirme ceci : « *j'achète la majorité de mes semences au marché ou dans les boutiques phytosanitaires* ¹⁶⁵ », tandis que d'autres de ces producteurs dans cette localité s'auto fournissent la semence, issues de la

¹⁶⁴Lors de la promotion de nouvelles variétés semencières, il est important de grands producteurs d'inclure les producteurs agricoles, les services gouvernementaux de vulgarisation, les organisations communautaires, les commerçants et le secteur semencier formel. Les informations fournies devraient être destinées à un usager particulier ou à un groupe d'usagers, et devraient être présentées en conséquence et diffusées sous forme de bulletins techniques et brochures, d'annonces sur les chaînes de radio locales, de jingles radiophoniques.

¹⁶⁵ Informations issues de l'entretien avec M.ATEBA Jacques, producteur de cacao, maïs, piment à Ekoumdouma, le 12 juin 2020 à 13h34 min.

dernière récolte. Ce qui limite d'ailleurs les dépenses, qu'ils convertissent pour se fournir des intrants.

Pour ce qui est de la qualité des semences utilisées par les producteurs locaux, on peut dire qu'ils adoptent juste les semences qui leur permettent d'avoir une production sans trop pour autant s'attarder si elles sont améliorées ou pas.

Nous retenons que les producteurs agricoles de la localité d'Obala trouvent majoritairement leur semence dans la réserve conservée de la précédente année. Lorsqu'ils sont en rupture, ils se dirigent vers les marchés et boutiques phytosanitaires afin de trouver des semences améliorées qui sont d'ailleurs rares et chères lorsqu'elles sont disponibles, ou encore lorsqu'il s'agit du cacao à la SODECAO et parfois au GIC tels que SIMAGRI et GIPRAE. M.BOUNI Roger, producteur à Afambassi l'affirme en ces propos : « *nous bénéficions parfois des semences et du soutien du GIPRAE et ça nous aide beaucoup ici à Afambassi* ¹⁶⁶ ».

5.2-Quelques contraintes au développement agropastoral à Obala.

Malgré ses atouts et ses potentialités, le secteur agropastoral rencontre plusieurs contraintes dans la localité d'Obala, ce qui retarde d'ailleurs le développement agropastoral dans cette localité. On note les contraintes de productivité, les contraintes d'accès au marché, les contraintes liées à la formation des producteurs locaux, insuffisance des financements.

5.2.1- Contraintes de productivité.

La production stagne et régresse de temps en temps dans la localité d'Obala parce que la taille des différentes exploitations agricoles est étroite. Les producteurs locaux ne parviennent pas encore à utiliser les techniques agricoles à haut rendement. La raréfaction et le faible taux de qualification de la main d'œuvre dans cette localité parfois due à l'exode rural et le faible accès au crédit, pourraient permettre à ces producteurs locaux d'accroître au tant qu'ils peuvent leurs productions agricoles et parvenir à assurer la sécurité alimentaire de la population locale.

Une autre contrainte qui empêche le développement agricole dans cette localité est l'accès difficile au marché.

¹⁶⁶Propos issus de l'entretien avec M. BOUNI Roger, producteur de cacao à Afambassi , le 11 juin 2020 à 09h15 min.

5.2.2- Accès difficile au marché.

Les produits agricoles dans la localité d'Obala souffrent dans les brousses. Parfois les producteurs voient leurs produits pourrir dans leurs exploitations faute des voies de communication. Lorsque nous étions à Afambassi par exemple, nous avons eu beaucoup de peine à arriver dans l'exploitation agropastorale de Mme MENGUE Erleman , productrice de porcs, poulets, plantain , piment, macabo . Elle nous a affirmé que faire parvenir ses produits au marché était un véritable calvaire à cause du mauvais état de route et que parfois elle préfère écouler ses produits sur place. Les grossistes ou encore les « bayamsallam » comme on a coutume de les appeler viennent parfois acheter sur place dans son exploitation.

Ce cas n'est pas seulement celui de cette productrice mais de la majorité des producteurs de cette zone reculée de la localité. Après notre entretien, il a plu abondamment et l'état de la route était déplorable, seules les voitures de grands gabarits parvenaient à forcer le passage, tandis que les engins à deux roues comme la moto renversaient leurs passagers.

Les producteurs locaux déplorent cette situation qui ne leur permet pas d'écouler leurs produits à temps sur le marché et à des prix favorables, parce qu'il faut également noter que le coût élevé des produits agricoles sur le marché local est justifié aussi par le mauvais état de route. Une fois donc que les produits parviennent à arriver sur le marché, alors ces derniers sont commercialisés en fonction des dépenses effectués sur leur transport. Une fois ces produits sur le marché, on peut remarquer comment ces produits sont parfois posés à même le sol, ce qui relève un véritable problème d'infrastructure de commercialisation dans ce marché.

La plupart des produits issues des exploitations agricoles surtout les cultures pérennes ne sont pas posées sur des comptoirs, n'en parlons pas de la qualité des comptoirs déjà existants qui sont en mauvais état. L'utilisation efficace des infrastructures de commercialisation à Obala qui regroupent marché, comptoirs, centre de collecte des produits agricoles demandent un véritable travail d'analyse des enjeux, des flux, des pratiques de commercialisation avec la participation de tous les acteurs et surtout les acteurs économiques dont le comportement sera déterminant pour l'utilisation de ces derniers.

Photographie 6 : Illustration des conditions d'exposition des tubercules destinées à la commercialisation.



Source: *Enquête de terrain, le 29 juin 2020, 10h50 min.*

La photographie 6 : présente les conditions précaires de commercialisation de certains produits agricoles sur le marché d'Obala. Pour ce cas, nous pouvons voir les tas de patate douce, des régimes de banane et plantain exposés en même le sol, près d'une marre d'eau sale. Cette photo a été prise juste près de l'espace d'exposition de ces produits.

Cette photographie prise en plein marché d'Obala laisse voir la situation précaire en infrastructures de commercialisation dont souffrent les commerçants au quotidien et qui ne permet pas à une meilleure conservation de ces produits. Car lorsque ces produits sont en même le sol, ils se trouvent qu'ils sont en contact direct avec de l'eau en saison de pluie et en saison sèche, ils sont directement en contact avec la poussière.

Après avoir décrit cette situation, nous relevons un autre obstacle au développement agropastoral dans cette localité qui est lié à la formation des producteurs.

5.2.3- Formation mitigée des producteurs locaux

Les producteurs locaux en majorité ne sont pas formés (nous l'avons relevé au chapitre 2 et 3). Ils adoptent les techniques agricoles laissées par leurs prédécesseurs, techniques qui sont parfois à l'écart de celles qui sont modernes, rentables et recommandées par les écoles de formation en agronomie. Voilà pourquoi de jour en jour les ONG telles que le FIDA, FAO s'efforcent d'accentuer la modernisation des techniques agricoles dans les différentes localités

et donc Obala en fait partie. Des programmes tels que le PEA-Jeunes¹⁶⁷ qui financent les projets agropastoraux des jeunes et les campagnes de vulgarisation agricole qui encouragent l'utilisation des semences améliorées, des intrants, des nouvelles techniques culturales permettant d'améliorer la productivité et la production agropastorale. Mais jusque-là les attentes ne sont pas satisfaisantes.

On observe de plus en plus le vieillissement des producteurs et de leurs plantations, l'inadaptation des producteurs à la formation ainsi que les insuffisances de structures de formation. Même s'il faut quand même noter l'existence de l'ISAGO qui est là pour accompagner et booster le développement agricole. Mais le coût élevé de la formation des producteurs agricoles dans cet institut ne permet pas toujours à tous ces derniers de bénéficier de cette formation.

Pourtant la multiplication des structures de formation agropastorale dans cette localité pourrait permettre à plusieurs producteurs que compte cette localité de bénéficier des formations à des prix abordables, lorsqu'on connaît la précarité et la pauvreté des populations locales au Cameroun. En parlant de pauvreté rurale, notons que l'une des contraintes au développement agricole dans la localité d'Obala est l'insuffisance des financements.

5.2.4- Insuffisance des financements

La pauvreté en milieu rural se situe au centre de toutes les politiques de développement agricole au Cameroun. Les conditions de vie de populations locales ne leur permettent pas d'investir à grand pas dans l'agriculture qui est d'ailleurs la principale activité dans le milieu rural. La localité d'Obala par exemple regroupe une population qui se nourrit et arrive à épargner grâce aux activités de la terre. Le document de SDSR¹⁶⁸ relève qu'avec 85% des pauvres qui vivent en milieu rural, et plus de 50% de pauvres dans la population rurale, le développement local tarde à prendre de l'ampleur et le secteur agricole prend un coup.

Les producteurs agropastoraux ont des difficultés à financer leurs projets faute de moyens, car une agriculture qui se veut productive, rentable et durable demande des capacités à pouvoir acheter des outils, intrants efficaces. L'insuffisance des structures et possibilités de

¹⁶⁷ Le programme PEA-Jeune prend effet au sein de du groupe IAO et fait de cet institut un centre d'incubation des jeunes entrepreneurs agropastoral.

¹⁶⁸ Informations recueillies dans le document de Stratégie de Développement du Secteur Rural, version de février 2002, établie dans le but d'accompagner les missions assignées au MINADER. P18.

financement dans la localité d'Obala ne contribue pas au développement agropastoral dans cette localité.

La faible mobilisation de l'aide extérieur ne cadre pas parfois avec les réalités du producteur. Aussi, le financement des multiples projets tarde parfois auprès des structures compétentes telles que le MINADER, le MINEPIA. Ce retard de financement occasionne parfois l'abandon des projets par les propriétaires. Ceux qui ont la volonté de démarrer leur projet agricole malgré le retard de financement, le font avec le peu de moyens qu'ils possèdent, c'est l'une des raisons qui permet de comprendre la présence des techniques culturelles traditionnelles dans cette localité. Le manque de moyens financiers pour se procurer des outils de qualité, des semences améliorées, les intrants fait en sorte que les producteurs ne parviennent pas à avoir une grande production dans leurs exploitations agricoles.

La situation de l'agriculture dans la localité d'Obala amène à réfléchir sur les pistes de solutions qui pourraient permettre d'améliorer ce secteur d'activité dans cette localité et l'une des pistes est de voir dans quelle mesure l'ISAGO peut prendre réellement en compte la situation des populations locales dans leur exercice à Obala.

6-VERS UNE PRISE EN COMPTE REELLE DE LA SITUATION DES POPULATIONS LOCALES POUR UNE MEILLEURE CONTRIBUTION DE L'ISAGO AU DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL ?

L'inclusion des populations locales d'Obala dans l'exercice de l'ISAGO permettrait à ces derniers de faire croître les productions agricoles et accentuer la sécurité alimentaire dans cette localité. Il s'agit d'aborder cette situation sous l'angle d'une approche participative. Notons ici que l'approche participative en milieu local est née du constat d'échec répétés des stratégies d'intervention des projets de développement en milieu rural ainsi que la volonté des gouvernements d'intégrer la dimension « participation des populations » aux politiques de développement rural. Prendre en compte la situation des populations locales par l'ISAGO consiste à accentuer la campagne de sensibilisation en la formation agropastorale dans toute la localité et même dans les zones reculées, la revisite des coûts de formation, l'approvisionnement du marché local en produits agropastoraux

6.1- Accentuation de la campagne de sensibilisation à la formation agropastorale à l'ISAGO

Le point est mis sur l'accentuation de la campagne de sensibilisation agricole que fait l'ISAGO parce que visiblement cet institut préfère se pencher à l'extérieur et au centre d'Obala au lieu de faire la campagne également dans les coins reculés de la localité. Grande était notre surprise lorsque certains producteurs agropastoraux vivant un peu loin du centre d'Obala nous ont affirmé qu'ils n'étaient pas au courant des formations que propose l'ISAGO. Pourtant un fort taux de participation des producteurs locaux à ces formations contribueraient à ces derniers d'apprendre et d'améliorer les techniques culturales qu'ils ont l'habitude d'utiliser.

Une campagne de sensibilisation agricole est crédible lorsqu'elle parvient à transmettre aux populations et précisément les producteurs un message ayant pour but ou objectif d'influencer et d'améliorer leurs manières de pratiquer l'agriculture et tout ce qui concerne cette activité, de la production à la consommation des produits agropastoraux. Une sensibilisation réussie est divisée en 02 grandes parties à savoir : *le planning a publicoutreach campaign* et *le using communication toolseffectively*¹⁶⁹. La première consiste à établir les objectifs stratégiques de ce sur quoi la sensibilisation sera faite ; définir la population cible et élaborer un programme de communication.

La seconde partie explique la manière d'utiliser les différents moyens de communication (internet, cinéma, télévision, brochures, porte-parole de renom ; presse et évènements spéciaux). Toutes ces étapes permettent de faire une meilleure campagne de manière à toucher toute la population locale. Une autre possibilité de faire participer un grand nombre de producteurs agricoles est la revisite des coûts de formation.

6.2- Revisite des coûts de formation à l'ISAGO

Le financement des formations dans les Institut Privés de l'Enseignement Supérieur au Cameroun a souvent été au cœur des débats. Les parents se plaignent de plus en plus du coût élevé des formations dans les IPES du Cameroun. Cette cherté des coûts de formations s'explique par le problème de financement de l'éducation en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Le Pr.TSAFACK NANFOSSO¹⁷⁰ le relève en insistant que la

¹⁶⁹ D'après le magazine OMPI , septembre 2006 du numéro 5/2006.

¹⁷⁰ La dynamique de l'enseignement supérieur privé au Cameroun.

question du financement de l'éducation en Afrique fait partie de l'efficacité des politiques éducatives. L'autofinancement comprend en majeure partie les frais de scolarités versés par les étudiants et le fond privé des promoteurs. Il apparaît comme une contrainte serrée par des charges qui pèsent d'autant plus lourdement sur le budget des institutions du secteur privé que celle-ci refuse d'implémenter la politique qu'impose la modestie de leurs moyens financiers. Le manque de financement fait peser plusieurs charges que les promoteurs de ces IPES devraient supporter.

- Les charges infrastructurelles. Il s'agit à la fois de la construction et de l'entretien des bâtiments, des bureaux pour enseignants, les terrains de sport et autres gymnases, réfectoires. Ces charges rehaussent en quelque sorte le privilège de l'institution mais touchent profondément le budget des promoteurs souvent déjà fauchés par les emprunts bancaires et d'ailleurs. Sans compter les factures d'eau, d'électricité, de salubrité, de connectivité, de gardiennage ;
- Les charges salariales. A la différence des universités publiques, les enseignants du secteur privé ont un salaire supérieur et aussi grâce à la compensation de leur salaire par les heures de cours supplémentaires dispensées, et surtout parce qu'ils ont obligation des résultats ; aussi à cause de la multiplication des instituts privés de l'enseignement supérieur qui voient le jour de plus en plus au Cameroun. Cela rend le secteur compétitif, raison pour laquelle tous ces instituts doivent répondre à des objectifs bien précis. Les charges salariales restent donc une composante importante dans le fonctionnement budgétaire des EPS ;
- Frais de marketing. Les campagnes de publicité pour faire connaître les instituts d'Enseignements Supérieurs touchent directement leur budget. Il faut aussi noter les dépenses liées au prestige et confort, telles que les autobus qui assurent le transport des étudiants, des véhicules de liaison, des équipements pour bureaux, des téléphones de service et bien d'autres outils de travail. A ces dépenses il faut ajouter les taxes de fiscalités, hygiène, santé, enseignement supérieur, recherche, urbanisme et habitat.

La conséquence directe de cette situation se fait ressentir dans la détermination des coûts de formation qui sont en majorité élevés pour les citoyens lambda. Nous avons relevé cet état de lieu dans le précédent chapitre de notre travail (chapitre 3). A l'ISAGO par exemple il faut déboursier en moyenne 400 mil de la première année du cycle BTS soit 100 pour l'inscription, 300 mil pour la pension, en précisant qu'à partir de la deuxième année, les étudiants payent en plus des frais de scolarité les frais d'encadrement et de soutenance à la hauteur de 15 mil chacun. Ce cas confirme la cherté de l'enseignement supérieur privé par

rapport à l'enseignement des universités publiques à coût classique de 50mil (même s'il faut noter que jusque-là certains jeunes bacheliers ne parviennent pas toujours à avoir cette somme et parfois abandonnent les études).

Le coût élevé de la formation à l'ISAGO ne profite en rien la population locale. Les jeunes bacheliers désirant poursuivre leurs études en agronomie sont découragés par le coût de formation. Ils vont ainsi s'inscrire dans les universités publiques où le coût est relativement moins couteux. Seules les familles battantes, avec beaucoup d'efforts et nanties parviennent à inscrire leurs enfants dans cet institut. Pareil pour les producteurs qui désirent se faire former à de modules bien précis dans le domaine agropastoral en une période bien déterminée. Pourtant la revisite de ces différents coûts de formation pourrait permettre à la population locale de contribuer à sa manière à son bien être à travers le développement agricole dans cette localité.

Nous évoquons ce point parce que pendant notre terrain, plusieurs producteurs décriaient cette situation, qui parfois y trouve le motif pour justifier l'utilisation des techniques agricoles dépassées. Pendant notre stage dans cet institut, nous avons assisté à plusieurs reprises aux avertissements adressés aux étudiants par rapport au frais de scolarité, car ceux-ci rencontraient des difficultés à solder leurs frais scolaires. Voir la mesure dans laquelle baisser les coûts de formation à l'ISAGO profiterait non seulement à la population locale mais aussi à l'ISAGO qui aurait en ce moment inclus la dimension sociale dans son fonctionnement.

6.3- Approvisionnement du marché local en produits agropastoraux.

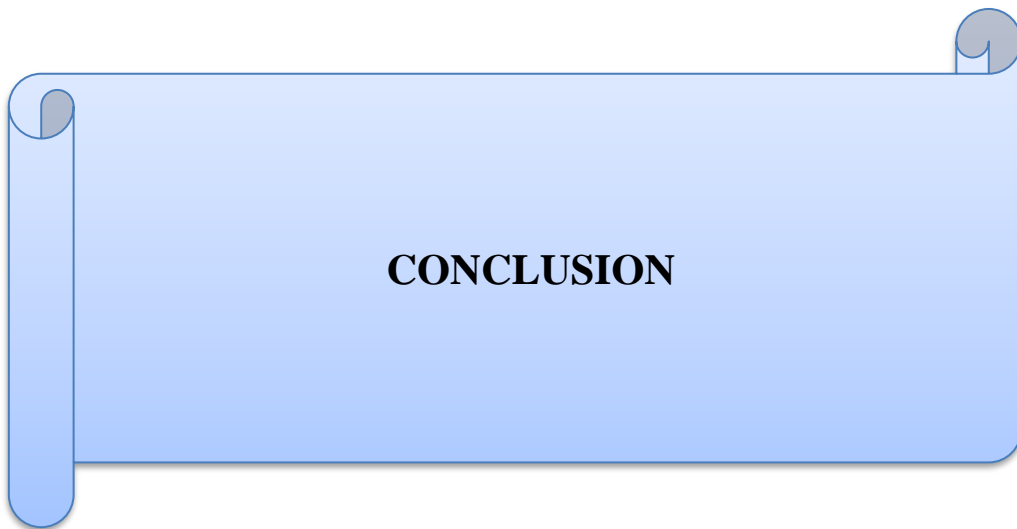
L'approvisionnement du marché en produits agropastoraux sur les comptoirs du marché d'Obala concerne en général les denrées alimentaires non transformées qui offre l'opportunité d'augmenter l'autosuffisance alimentaire dans la localité. Un approvisionnement en produits agropastoraux dans le marché local permettrait également de renforcer les locaux grâce à plus de responsabilité et de transparence entre les consommateurs et les producteurs.

En cela on peut voir un avantage essentiel pour les populations locales qui est la protection des cultures agricoles traditionnelles tels que l'okok, le manioc, les noix, le plantain etc. Aujourd'hui, tel que nous l'avons soulignée plus haut, les consommateurs de la localité d'Obala se plaignent de l'insuffisance des produits agropastoraux sur le marché, pourtant l'existence de l'ISAGO entant qu'institut agropastoral pouvait fournir aux

commerçants locaux des produits agropastoraux issus de leurs différentes exploitations agricoles. Lorsqu'on sait que les producteurs locaux à eux seuls n'ont pas une grande production pour satisfaire à la fois leur propre famille et tous les consommateurs locaux. Pourtant un approvisionnement à grande échelle pourrait être beaucoup plus avantageux pour le développement non pas seulement agricole mais aussi économique de populations locales.

En effet, les bénéfices économiques issues de l'approvisionnement local en produits agropastoraux permettraient de maintenir les producteurs sur les terres agricoles, d'obtenir des revenus financiers plus importants, une croissance de l'emploi et une substitution des importations. Car un constat a été fait, celui selon lequel certains commerçants du marché d'Obala se ravitaillent dans les marchés de Yaoundé tels que le marché du Mfoundi , reconnu comme grand marché garnie en majorité des vivres frais et du marché 8^e au même rang que le premier. Les circuits d'approvisionnements locaux comme les marchés des producteurs, peuvent être un départ pour encourager l'activité des petits producteurs en leur favorisant l'accès aux produits agropastoraux.

Dans un contexte où la protection de l'environnement devient de plus en plus au centre des débats politiques entre les différents Etats du monde, il est primordial de penser à une agriculture durable. A ce niveau de notre analyse, l'approvisionnement du marché d'Obala en produits agropastoraux, permettrait de réduire les impacts environnementaux négatifs causés par le transport de ces produits sur de longues distances, qui agit sur la réduction des émissions à gaz à effet de serre et sur celles des autres polluants nocifs pour l'environnement et sur la santé des populations. Cet approvisionnement local peut également favoriser la décongestion des routes. Il représente davantage un moyen efficace de soutien à l'agriculture et la production locale qui peuvent renforcer de manière durable la résilience des écosystèmes locaux.



Notre recherche était centrée sur l'influence des nouvelles pratiques agricoles. Le thème qui a orienté notre étude est le suivant : *création des instituts agropastoraux et dynamiques sociales en contexte local : cas de l'ISAGO*. Pour expliquer au mieux ce qui a été développé au cours des deux parties de notre travail et les conclusions auxquelles nous sommes parvenues, un certain nombre de rappel sont nécessaires.

La présente recherche a eu un objectif : l'appréciation du niveau d'influence de l'ISAGO sur le développement agropastoral à Obala. La question centrale est formulée de la manière suivante : Qu'elle est l'influence des nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO sur les dynamiques sociales à Obala ? à cette question, sont sorties deux questions de recherche secondaires afin de mieux comprendre pourquoi et comment l'existence d'un institut supérieur d'agriculture tel qu'ISAGO peine à contribuer de manière efficace à l'amélioration des pratiques agricoles à Obala. Ces questions étaient formulées comme suit :

- ❖ Quels sont les enjeux de l'installation de l'ISAGO dans le cadre du développement agricole dans cette localité ?
- ❖ Qu'est ce qui explique la réticence de la population locale face aux nouvelles techniques agricoles valorisées à l'ISAGO ?

A la suite de ces questions de recherche, nous avons formulés afin de mener à bien notre étude, différentes hypothèses. Pour ce qui est de l'hypothèse principale de notre recherche, elle postule que les nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO influencent faiblement le développement agropastoral de la localité, parce que les producteurs locaux restent encore réticents à ces techniques. Nous avons à la suite de cette hypothèse principale, deux hypothèses secondaires à savoir :

- ❖ L'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala s'est installé à Obala dans le but d'améliorer les techniques de productions agricoles pour de meilleurs rendements à travers ses enseignements théoriques et pratiques et devenir un centre de compétences en formation et installation des entrepreneurs agricoles au niveau local et national.
- ❖ La réticence de la population locale aux nouvelles techniques agricoles valorisées à l'ISAGO est favorisée par leur attachement aux anciennes pratiques agricoles et types de culture au détriment de celles valorisées à l'ISAGO.

De ces questions et hypothèses de recherche, l'objectif général était alors de montrer que l'influence des nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO sur les dynamiques

sociales des populations d'Obala est faible. Et pour atteindre cet objectif, nous avons mobilisé deux principales théories devant nous permettre de lire cette réalité. La théorie étant selon GRAWITZ (1981) la construction abstraite permettant de lire la réalité. Il s'agissait de ce fait de la théorie de l'encastrement social avec comme figure de proue GRANOVETTER et la théorie des logiques d'action avec un ensemble de figures de proues constitués d'AMBLARD, de BERNAUX, de HEREROS et de LEVIAN.

Sur la base d'une enquête qualitative réalisée auprès des différents acteurs directement concernés par le « travail de la terre », nous avons mobilisés trois techniques de collecte de données. Dans cette logique, l'observation directe et les entretiens semi-directifs nous ont permis de descendre sur le terrain, afin de recueillir des informations sur notre objet de recherche. Quant à l'observation documentaire, elle nous a permis de passer en revue toute la documentation en rapport avec le fonctionnement des instituts agropastoraux et les dynamiques sociales dans les localités.

La collecte, le traitement, l'analyse et l'interprétation des données à travers la combinaison de ces trois techniques de collectes de données, nous a permis de nous rendre compte que le fonctionnement de l'ISAGO contribue faiblement au développement agropastoral de la localité. Ceci parce que cet institut est renfermé sur lui-même et ne prend pas réellement en compte les réalités de la population qui l'entoure. Ainsi donc, malgré les enseignements théoriques et pratiques sur la promotion et la valorisation des nouvelles pratiques agricoles qui y sont faits, nous pouvons encore voir que les manières de production dans les exploitations agricoles de la population locale ne se sont pas considérablement améliorées.

M.BIYELE NOMO Dieudonné : « *ma fille votre ISAGO là ne m'a rien apporté. Ils ont seulement beaucoup d'étudiants, ils n'ont pas notre temps. On les voit aller à Batchenga, dans les grands champs de leur Directeur. On les regarde seulement*¹⁷¹ ». Cette affirmation nous renseigne de l'interaction qui existerait entre le fonctionnement de l'ISAGO et la population locale.

La première partie de notre travail qui s'articulait autour des instituts agropastoraux au Cameroun : sociohistoire et dynamique d'émergence, s'est structurée autour de deux principaux chapitres. Dans le premier chapitre intitulé problématique de l'autosuffisance

¹⁷¹ Entretien, Obala, 10 juin 2020.

alimentaire et émergence des instituts agropastoraux au Cameroun, l'objectif était de situer historiquement le processus de l'émergence des instituts agropastoraux depuis la création des premiers instituts agropastoraux jusqu'à nos jours.

Il ressort de ce chapitre que la création des instituts agropastoraux part de l'état de l'agriculture a abouti à la succession de plusieurs politiques agricoles au Cameroun. Ces politiques ont permis d'établir de nouvelles formes de relations entre l'Etat et le monde paysan. Les programmes d'ajustement structurel entraineront non seulement la baisse considérable des subventions étatiques, mais aussi l'apparition des nouveaux acteurs.

L'agriculture va donc connaître les périodes d'instabilités qui occasionneront une situation d'insécurité alimentaire et qui ont amené l'Etat à créer la toute première école d'agriculture l'ENCA qui est l'actuel FASA. De là plusieurs autres instituts se sont créés au fil des années dans les localités du Cameroun avec comme objectif commun l'amélioration des pratiques agricoles pour une meilleure production agricole dans les localités.

Le deuxième chapitre de notre travail porte sur les instituts agropastoraux face au défi du développement agropastoral local en Afrique. Nous avons pensé qu'il serait important dans ce travail de recherche de tenter d'analyser la relation qui existerait entre le fonctionnement de certains instituts agropastoraux en Afrique, tels que l'Ecole Supérieure d'Agronomie de Yamoussoukro, l'Ecole Supérieure de l'Université de Lomé et du Développement Agricole et l'Institut Polytechnique Rural de Formation appliquée de Katibougou.

Des analyses faites, nous sommes arrivés à la conclusion selon laquelle l'existence de ces différents instituts en charge de valoriser les nouvelles techniques agricoles ne contribuent pas efficacement au développement agropastoral dans les localités où ils sont implantés et que les manières de produire des producteurs locaux n'ont pas encore changés.

La deuxième partie de notre étude traite de l'ISAGO et du développement agropastoral local. Comme la première partie, elle est divisée en deux chapitres. Ainsi, le chapitre trois intitulé ISAGO à Obala : contexte d'émergence et mode de fonctionnement se propose de montrer les raisons qui ont poussé à l'installation de l'ISAGO à Obala et son mode de fonctionnement. Il ressort des propos des acteurs internes de cet institut notamment ceux du promoteur et du DAAC, que la population locale n'est pas la principale cible dans l'exercice de l'ISAGO. Cette population locale semble ne pas être informée sur le fonctionnement de l'institut, même si cet institut tente bien que mal de développer des stratégies qui semblent

inefficaces pour se rapprocher au mieux de la population. Le chapitre quatre de notre s'est attelé à analyser la désillusion paysanne en insistant sur l'ISAGO et difficile agriculture de seconde génération à Obala. Cette désillusion a été analysée sous l'angle de la faible contribution de l'ISAGO au développement agropastoral à Obala, en se penchant sur sa relation avec les producteurs, les commerçants et les consommateurs locaux. La persistance des pratiques agricoles traditionnelles dans la localité a été également analysée. Il en ressort que l'agriculture de seconde génération tarde à prendre effet dans la localité d'Obala.

De cette recherche, nous parvenons aux résultats selon lesquelles la création de l'ISAGO jusqu'ici n'a pas influencé des dynamiques sociales à Obala. L'ISAGO se positionne de ce point de vue comme une entreprise qui met de côté la population locale pendant de son fonctionnement, ce qui ne permet pas aux locaux de s'intéresser aux enseignements agricoles que cet institut agropastoral valorise. Voilà pourquoi, l'on peut encore observer l'existence des méthodes agricoles traditionnelles chez la majorité des producteurs locaux. Ces affirmations se justifient par :

- ❖ L'absence des tracteurs et autres outils modernes de production agricoles dans les exploitations agricoles à Obala;
- ❖ Le manque d'expertise lors des semis, entretien de l'exploitation et pendant la récolte ;
- ❖ Le faible rendement agricole ;
- ❖ L'insuffisance des produits agropastoraux sur le marché d'Obala ;
- ❖ La cherté de certains de ces produits sur le marché d'Obala.

Fort de ces résultats, nous formulons, en nous inspirant de notre expérience de terrain, des recommandations suivantes :

- ❖ Au gouvernement du Cameroun, nous recommandons de :
 - Intégrer dans ses projets, la création de plusieurs écoles en agronomie, car celles existantes sont insuffisantes ;
 - Accompagner les instituts agropastoraux privés afin que les coûts de formation soient plus accessibles à la population locale ;
 - Conduire des études indépendantes en vue d'évaluer les impacts sociaux du fonctionnement des instituts agropastoraux installés dans les localités du Cameroun, et prendre des mesures correctives requises ;

- Veiller à la construction des comptoirs dans le marché d'Obala par la commune. Ceci permettra d'éviter l'installation des produits alimentaires à même le sol tel qu'on a l'habitude de voir.

❖ A l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Gestion d'Obala

- Diffuser au-delà d'Obala -centre, les informations concernant ses différentes offres de formation afin que toute la population soit au courant de son existence ;

- Revoir les coûts de formation académique et duale afin que les locaux moyens puissent en bénéficier ;

- Mettre en place des campagnes de sensibilisation agricole dans toute la localité à un prix symbolique afin que les producteurs pensent à améliorer leurs techniques agricoles ;

- Tisser des liens de collaboration avec les producteurs locaux en envoyant les étudiants en stage dans leurs exploitations agricoles ;

- Ravitailler les commerçants du marché d'Obala en produits agropastoraux issues soit des grandes plantations du promoteur, du Directeur, des formateurs ou des exploitations des étudiants formés.

❖ A la population locale :

- Cultiver l'esprit d'innovation afin d'améliorer leurs savoirs ;

- Laisser l'esprit d'attentisme et de l'oisiveté pour faire place au culte de l'effort ;

- Se rapprocher de l'ISAGO pour soumettre leurs doléances et les raisons qui sont à l'origine de leur difficile adhésion à l'idée d'une agriculture de seconde génération.

Au regard de ce qui vient d'être exposé, il convient de souligner que la réalisation de ce travail de recherche n'a pas été sans difficultés. Les difficultés les plus significatives ont été sans doute celles relatives au refus de certains de nos acteurs cibles à nous accorder des entretiens. Il s'agit à cet effet de certains producteurs notamment des quartiers Afambassi et Mbélé spécialisé dans la culture de la banane et cacao, de certains commerçants qui ont refusés catégoriquement de nous accorder de leur temps pour l'entretien.

A tout prendre, c'est sans exagération aucune que nous pouvons affirmer que notre descente sur le terrain et l'ensemble des données documentaires recueillies et exploitées nous ont permis d'avoir des éléments de réponses claires aux questions élaborées dans le cadre de ce travail.

Nous pouvons ainsi affirmer que les nouvelles pratiques agricoles enseignées à l'ISAGO n'influencent pas jusqu'ici le développement agropastoral à Obala. Cependant, cette confirmation de l'hypothèse n'est sans doute pas un point d'achèvement des recherches sur la problématique de l'influence des instituts agropastoraux sur les dynamiques sociales dans les localités.

Des études futures pourraient s'intéresser à une étude comparative de l'influence des nouvelles pratiques agricoles valorisées par les instituts agropastoraux sur le développement agropastoral au Cameroun avec d'autres pays africains tels que le Sénégal et le Rwanda etc. Ces pays étant choisis à cause de leur capacité à convaincre leurs populations à adhérer à de nouvelles idées donc l'innovation agricole en fait partie. Aussi, des recherches futures pourraient s'attarder sur l'analyse de l'influence de l'économie au cours de l'exercice des instituts agropastoraux dans les localités en Afrique ,en prenant comme cas d'étude ,le Cameroun, parce que l'on a tendance à constater que dès qu'une élite veut investir, elle crée des écoles de formation ,parmi lesquelles celles spécialisées en agriculture, qui fonctionnent généralement comme des entreprises à caractère purement économique , négligeant ainsi le côté social.

En dernier ressort, notre recherche sur la création des instituts agropastoraux et dynamiques sociales en contexte locale partant du cas de l'ISAGO nous a permis de constater que les nouvelles pratiques agricoles valorisées par les instituts agropastoraux en Afrique, au Cameroun et plus précisément à Obala influencent faiblement sur le développement agropastoral de leurs localités. D'autre part, nous avons pu constater au cours de cette recherche à partir du cas de l'ISAGO à quel point l'aspect économique pouvait dominer sur son fonctionnement et contribuer à la réticence de la population locale à l'idée de l'amélioration des pratiques agricoles.

Les effets de l'existence de l'ISAGO n'étant pas ressentie sur les manières de produire de la population locale, la quasi-totalité continue de produire de façon archaïque.

Cette recherche n'était en fin de compte qu'un regard modeste sur un sujet qui a longtemps préoccupé l'Etat camerounais (création des écoles de formations agropastorales), sur un secteur important (le secteur agropastoral), mais qui jusqu'ici, ne s'est pas encore considérablement améliorée. Par conséquent, les produits agropastoraux continuent d'être chers selon les ménagères et de plus en plus exportés.



BIBLIOGRAPHIE

❖ **Ouvrages généraux**

ELA J.-M., 1990, *Quand l'état pénètre en brousse...les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala.

ELA J.-M., 1998, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire, les défis du « monde d'en bas »*, Paris, Karthala.

MICHAÏLOF S., 1985, *Les apprentis-sorciers du développement (mythes ethnographiques face à la pauvreté rurale)*, p.61.

BOULET M., 1999, *La formation des acteurs de l'agriculture : l'école des paysans*, actes du colloque.

ALARY., 2009, *L'adoption de l'innovation dans les zones agropastorales vulnérables du Maghreb*.

COURADE G., 1994, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*.

NJOH MOUELLE., 1970, *De la médiocrité à l'excellence*, éd. clé.

DURKHEIM E., 1895, *Les règles de la méthode sociologique*, Félix Alcan, coll.

ACHANCHO V. ; *Une pièce maîtresse du développement rural*, revue grain de sel.

idem, *Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du centre : cas du Cameroun*

TOUNA MAMA., *Cameroun : crise financière mondiale : le secteur rural n'est pas à l'abri*. Il est un agrégé d'économie et conseiller spécial n°1 du premier ministre du Cameroun (2010), 2011, p.23.

Crozier M., 1977, *L'acteur et le système*, en collaboration avec Erhard Friedberg, Paris, le Seuil. Il est Fondateur de l'École française de sociologie des organisations et de l'analyse stratégique

ALTERSIAL, CERED, ORSTOM., 1996, *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, Paris, Harmattan.

C AUROI, J LUCMAURER ., 1998, *Tradition et modernisation des économies rurales*, ASIE-AFRIQUE –AMERIQUE LATINE, Genève, presses universitaires.

NGUTA E., *pauvreté des chefs de ménage exploitants agricoles en milieu rural au cameroun : recherche des facteurs explicatifs.*

❖ **Ouvrages spécialisés**

MENDRAS H., 1967, *la fin des paysans*, P .185.

DONGMO,T.j. GOCKOWSKI, s.HERNANDEZ , 2005, *l'agriculture préurbaine à Yaoundé : ses rapports avec la réduction de la pauvreté , le développement économique, la conservation de la biodiversité et de l'environnement* , tropicultura , 23 , 3, pp .130-135.

EPEE EKWALLA j. 2012, *développement social des entreprises camerounaises*, Publié aux éditions l'harmattan,

SAINSEAULIEU R., *sociologie de l'entreprise*, paris FNSP, 1987.

P.PEDELAHORE ; R.TCHATCHOUA ; M.TONKA ; M.NTSAMA ;N.ANDRIEU.;
Restituer l'adoption des propositions techniques de la recherche dans les stratégies d'adaptation de l'exploitation agricole familiale.

MOUPOU M et AKEIMBANGA L. ; *désengagement de l'Etat en réponses paysannes au Cameroun* ; P.163.

CHAMBERS R., 1990, *développement rural, la pauvreté cachée*, karthala

HOUEE P., 1996, *les politiques de développement rural, Des années de croissance au temps d'incertitude*, Economica

ALTERSIAL, CERED, ORSTOM., 1996, *nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, paris, l'harmattan

AZOULAY, DILLON., 1993, *la sécurité alimentaire en Afrique : manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*, paris, karthala

CATTIN B, GRIFFON, M., GUILLAUMONT p., 1994, *économie des politiques agricoles dans les pays en développement.*

❖ **Articles scientifiques et rapports**

THIAW D., *les défis agricoles du Maroc*.

TUYISABE Th., prof. Université des Grands Lacs, l'agriculture au Burundi, un secteur sacrifié.

BORDET D., rapport mars 1997, *mécanisation des travaux agricoles en Afrique subsaharienne*, p .5-16.

GRAWITZ M., 2001, *méthodes des sciences sociales*, paris, Dalloz.

N'DA P., 2007, *methodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de thèse de doctorat*, paris le Harmattan, p.96.

AMOUGOU G., *esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun : un regard contextuel*, FNSNF, 2018.

ALOYSIUSAJAB et DUBOIS J.-L., *croissance et développement au Cameroun : d'une croissance équilibrée à un développement équitable*, Bamenda, CIG, 2009,426p.

WFP, UNICEF,HKI, Enquête **PAM**, **KELLER H, UNICEF**, *enquête alimentaire, nutritionnelle et sanitaire dans les régions du nord et de l'Extrême Nord du Cameroun (SMART)* , mars 2011.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN : Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Avril 2021- données de septembre 2020, avec la participation de la FAO, *action against Hunger*.

CAMEROUN TRIBUNE n°10124/6325 du jeudi 28 juin2012, p.2.

CHALEARD J. L., *sur les risques et agriculture de plantation dans la localité de yamoussoukro et abogville* .p.480.

JEUNE AFRIQUE, Atlas du Togo, éditions JA , paris, pp. 15-36 .

A .B.NIANG, *Agriculture au Mali*, consulté le 03 septembre 2021 à 22h 43min.

Les jeunes et l'agriculture : les principaux enjeux et solutions concrètes, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en collaboration

avec le centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Plan communal de la localité d'Obala de 2013.

Magazine OMPI, septembre 2006 du numéro 5/2006.

La voix du paysan, *mensuel de l'entrepreneur rural*, SAILD, Yaoundé.

❖ **Thèses**

FOUEPE FONGANG., 2009, les mutations du secteur agricole bamiléké(Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : une analyse à partir des localités de Fokoue et de Galim). Thèse de doctorat, université de Dschang.

NODEM J-E., 1990, « l'implantation de la CDC à Djuititsa et son incidence sur le développement du milieu environnant », doctorat de 3^e cycle, FLSH, Université de Yaoundé I.

❖ **Mémoires**

MVOGO M., 1986, « le dynamisme des paysans de la Lekié face au défi du développement », mémoire de maîtrise, FLSH, Université de Yaoundé I.

BELING J., 1979, « l'impact sociologique des sociétés de développement sur les populations rurales : exemple de la SODECAO », mémoire de maîtrise, FLSH, Université de Yaoundé I.

LAMANA A.D., 2012, « crise du développement rural et stratégies paysannes dans le périmètre de la SEMRY, arrondissement de Maga, Extrême-Nord Cameroun », mémoire de master 2, FALSH, Université de Yaoundé I.

NDJANA MESSINA S.P., 2010, « impact des programmes de vulgarisation agricole des nouvelles techniques culturales agricoles dans le Nyong et so'o », mémoire de master 2, FALSH, universités de Yaoundé I.

SOUGNABE V., 2008, « les stratégies de réduction de la pauvreté rurale dans les monts Mandaras : les paradoxes de l'appui des intervenants extérieurs auprès des paysans », mémoire de maîtrise, FALSH.

BEUMBIA AWONO A L., 2009, « les aspects sociaux du marché rural. Cas de Baleveng et Bamendou », mémoire de maîtrise, FALSH.

❖ Sources internet et webographies

[https://fr.m.wikipedia.org/faculté_d'agronomie et des sciences agricoles](https://fr.m.wikipedia.org/faculté_d'agronomie_et_des_sciences_agricoles). Consulté le 08/04/2020 à 19h33 min.

[https://www.c2dafop.org.listes des écoles et centres de formations du dispositif PCP-AFOP](https://www.c2dafop.org.listes_des_écoles_et_centres_de_formation_du_dispositif_PCP-AFOP). Consulté le 08/04/2020 à 19h 40 min

<https://www.myprepa.fr/news/agri>. L'agriculture en Afrique subsaharienne : quels enjeux et défis. Visité le 04/05/2020 à 22h17.

Dernier numéro de la SOFA 2019 (The State of Food and Agriculture). FAO (Food and Agriculture Organisation) organisme qui s'occupe de l'agriculture dans le monde créé depuis 1945. Consulté le 08/04/2020 à 19h 40 min

[https://fr.m.wikipedia.org.cette page web décrit la ville de Dschang dans toutes ses composantes et s'attarde sur le mode de production agricole de sa population](https://fr.m.wikipedia.org.cette_page_web_décrit_la_ville_de_Dschang_dans_toutes_ses_composantes_et_s'attarde_sur_le_mode_de_production_agricole_de_sa_population). Consulté le 27/05/20 à 23H04 min.

[https://fr.m.wikipedia.org.cette page web décrit la ville de Dschang dans toutes ses composantes et s'attarde sur le mode de production agricole de sa population](https://fr.m.wikipedia.org.cette_page_web_décrit_la_ville_de_Dschang_dans_toutes_ses_composantes_et_s'attarde_sur_le_mode_de_production_agricole_de_sa_population). Consulté le 27/05/20 à 23H06 min.

<https://fr.m.wikipedia.org>, site visité le 11/06/20 à 22h10 .

[www.Faculté d'agronomie et des sciences agricoles \(Université de Dschang\)](http://www.Faculté_d'agronomie_et_des_sciences_agricoles_(Université_de_Dschang)). Ce site web fait ressortir l'histoire de création de la FASA en partant de son origine jusqu'à son actuel nom. Consulté le 06/06/2020 à 12h 32min

Information prise sur le site de l'IUSTY. info@iusty.net/uni.iusty@yahoo.frc consulté le 06/08/2021 à 10h21 mn.

Informations recueillies sur le site de l'ESA, www.inphb.ci. Consulté le 05 /09/2021 à 18h30 min.

<http://www.tg.refer.org/togo-ct/edu /sup/esa/esa.htm>. Consulté le 24 aout 2021 à 16h 24 minutes.

Informations recueillies sur le site web de l'IPR de katibougou [http://www. Ipr-ifra.org](http://www.Ipr-ifra.org).
Consulté le 22-09-2021 à 17h23min

Informations recueillies auprès de mali actu.net, consulté le 03septembre 2021 à 19h48 min.

<http://fr.m.wikipedia.org>. Site visité le 14-04-2021 à 22h 05 min.



ANNEXES

Pages

- 1) Carte géographique d'Obala.....190
- 2) Guide d'entretien191
- 3) Liste des personnes interviewées196

CARTE GEOGRAPHIQUE D'OBALA



GUIDE D'ENTRETIEN SEMI- DIRECTIF DES PRODUCTEURS.

Renseignements généraux

- ❖ Présentation de l'enquêtrice et de l'objet de l'entretien
- ❖ Nom :
- ❖ Localisation :
- ❖ Contact :

Déroulement de l'entretien

Section 1 : Installation de l'ISAGO à Obala

- Que pensez-vous de la création d'un institut agropastoral dans votre localité?
- Quel rôle avez-vous joué dans la création de cet institut en tant que producteur de la localité ?

Section2 : Regard des producteurs sur les pratiques agricoles valorisées par l'ISAGO

- Où avez-vous appris à produire ?
- Que pensez-vous des pratiques agricoles qu'on enseigne à l'ISAGO ?
- Quelles sont les techniques agricoles que vous utilisez dans votre exploitation ?
- Sont-elles celles enseignées à l'ISAGO ?
- Qu'est-ce que l'ISAGO a apporté de mieux dans votre méthode de production depuis son installation?
- Quelles sont les statistiques de votre production d'avant ISAGO et pendant ISAGO ?
- Que reprocheriez-vous aux pratiques agricoles enseignées par l'ISAGO ?

Section 3 : l'Etat de lieux des pratiques agricoles à Obala

- Que produisez-vous ?

- Depuis combien d'années ?
- Sur quelle superficie ?
- Où trouvez-vous vos semences ?
- Sont-elles améliorées ?
- Utilisez-vous des tracteurs ou d'autres outils modernes de production agricole dans votre exploitation ?
- Pourquoi vous n'appliquez pas la manière de produire de l'ISAGO dans votre exploitation ?
- Depuis combien d'années utilisez-vous celle que vous avez choisi dans votre exploitation ?
- Pourquoi l'utilisez-vous ?
- Pensez-vous changer de méthode de production agricole dans votre exploitation ?
- Pourquoi ?
- Que pensez-vous des pratiques agricoles utilisées par les autres producteurs de la localité ?

Section 4 : production agricole à Obala

- Que pensez-vous de la qualité des produits agropastoraux à Obala ?
- Êtes-vous satisfait de votre production ?
- Qu'est ce qui manque pour une grande production dans votre exploitation ?
- Est-ce que vos produits satisfont la demande des consommateurs sur le marché d'Obala ?
- Votre productivité vous permet-elle de recruter un personnel ?

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI- DIRECTIF DES COMMERCANTS

Renseignements généraux

- ❖ Présentation de l'enquêtrice et de l'objet de l'entretien
- ❖ Nom :
- ❖ Localisation :
- ❖ Contact :

Déroulement de l'entretien

Section 1 : Relation entre les commerçants du marché d'Obala et ISAGO

- Depuis combien d'années vendez-vous ?
- Votre fournisseur est-il producteur formé par ISAGO ?
- Avez-vous suivi une quelconque formation à l'ISAGO ?
- Avez-vous constaté une abondance des produits agropastoraux sur le marché d'Obala fournit par les formés de l'ISAGO?
- Selon vous pourquoi ya-t-il insuffisance des produits agropastoraux au marché d'Obala ?
- Quels reproches faites-vous à l'ISAGO entant qu'institut qui forme dans l'agriculture ?

Section 2: Commercialisation des produits agropastoraux au marché d'Obala

- Les clients sont-ils satisfaits de vos prix ?
- Avez-vous beaucoup de clients ?
- Quelles difficultés rencontrez-vous sur le marché ?
- En quoi l'ISAGO pourrait –il vous être utile dans le cadre de la commercialisation de vos produits

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI- DIRECTIF DES CONSOMMATEURS

Renseignements généraux

- ❖ Présentation de l'enquêtrice et de l'objet de l'entretien
- ❖ Nom :
- ❖ Localisation :
- ❖ Contact :

Déroulement de l'entretien

Section : Relation entre L'ISAGO et l'accessibilité des produits agropastoraux sur le marché d'Obala

- Avez-vous constaté une abondance des produits agropastoraux sur le marché depuis l'installation de l'ISAGO à Obala ?
- Vos habitudes alimentaires ont-elles changés depuis la création de l'ISAGO à Obala ?
- Pourquoi ?
- Comment trouvez-vous les prix des produits agropastoraux sur le marché ?
- Comment trouvez-vous la qualité des produits agropastoraux sur le marché ?

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI- DIRECTIF AVEC L'ISAGO

Renseignements généraux

- ❖ Présentation de l'enquêtrice et de l'objet de l'entretien
- ❖ Nom :
- ❖ Localisation :
- ❖ Contact :

Déroulement de l'entretien

Section1 : les raisons de l'installation de l'ISAGO à Obala

- Quand s'est installé l'ISAGO à Obala ?
- Pourquoi avoir choisi la localité Obala ?
- Quels sont les objectifs de l'ISAGO à Obala ?
- Quels sont les domaines de formation proposée par ISAGO ?
- Quels sont différents les débouchés de la formation à l'ISAGO ?
- Est-ce que vous suivez vos étudiants après leur formation ?
- Quelles sont les insuffisances que vous avez identifiées dans le fonctionnement de l'ISAGO ?

Section 2 : ISAGO ET PRATIQUES AGRICOLES LOCALES

- A quel niveau se situe la population locale dans l'exercice de l'ISAGO ?
- Quels sont les mécanismes adoptés par l'ISAGO pour amener la population locale à s'intéresser aux pratiques agricoles qu'il valorise ?
- Comment réagit la population locale face aux pratiques agricoles que vous valorisées depuis l'installation de l'ISAGO ?
- Qu'est ce qui justifie selon vous, la réticence de la population locale face à vos pratiques agricoles ?
- Que faites-vous face à leur réticence ?
- Avez-vous déjà reçus des suggestions de la part de la population ou des critiques en ce qui est des techniques agricoles que vous valorisez ?
- Lesquelles ?
- Qu'en avez-vous fait ?

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES, DES FOCUS GROUPS

1- Liste des personnes interviewées

N°	Noms	Fonctions
1	OWONA Georges	Cacaoculteur
2	MVONDO Philippe	cacaoculteur
3	ESSA Emmanuel	Producteur de banane plantain, manioc et maïs
4	MEBANGUEI Danielle	Producteur de pépinière de cacao
5	NGAH NGONO Jeanne	commerçante
6	BEKONO BESSALA	commerçant
7	FEGUE Alphonse	Cacaoculteur
8	NOAH AYISSI	Producteur de banane plantain
9	MINKA rose	Productrice d'aulacodes
10	NGONO bienvenu	Producteur de tubercules
11	EYE NOAH Christophe	cacaoculteur
12	EBE EBE Albert	Cacaoculteur
13	BOUNI Roger	Producteur de piment et vivres frais
14	NOZANA MENOUNGA Albert	Cacoculteur
15	ZENONGO Théo	Consommateur
16	ONANA pierre	Producteur de banane plantain et tubercules
17	ABENGUE Léonie Jeanine	Commerçante
18	ETEME marie ange	Productrice de poulets de chairs
19	ALIMA veuve ZOA Jean pierre	consommatrice
20	MBALA Huguette	consommatrice
21	OKENE dyclo	Producteur de banane plantain, cacao et macabo
22	ZENABA	commerçante
23	NTOLO Brigitte	commerçante
24	ABESSOLO Jean	commerçant
25	NYOUMI ONGOLO Arthur Xavier	commerçant
26	ETOUNDI Solange	Productrice de poulets de chairs

27	ATANGANA jacques	Producteurs de porcs
28	NGONO florence	commerçant
29	TSAFACK marie rose	commerçante
30	MOLI MOLO Arnaud	Producteur de champignons
31	MAPOURE olivier	Producteur de porcs, poulets, pastèque et légumes
32	NKEDE Raoul	Producteur de porcs
33	METOUNA Antoine	Producteur de poulets de chair, tomate et piment
34	ONGOLO marie	Productrice de poulets de chairs, maïs et manioc
35	BAIDAM martin	Producteur de banane plantain, cacao et maïs
36	MANGA Salomon	cacaoculteur
37	KANA Luc	cacaoculteur
38	ADJESSA constance	Productrice de racines et tubercules
39	MESSONO Hubert	Producteur de maïs
40	MOUNGA OMBALA	Producteur de maïs
41	EVENGUE Henri	cacaoculteur
42	ESSIMI Lazare	cacoculteur
43	EWANA ETEME célestin	cacaoculteur
44	LEWOUA NGONO	commerçant
45	BILOGUE balthazar	cacaoculteur
46	ONGONO Vincent	commerçant
47	Monsieur x	commerçant
48	NGA ATOUBA	consommatrice
49	NGOA NOAH André	commerçant
50	Madame y	consommatrice
51	NKENE ETEME	cacaoculteur
52	ABOUNA Honorine	consommatrice
53	Madame y	consommatrice
54	LEBOGO Valère	commerçant
55	AMBOMO jovit	commerçant

56	Monsieur x	Producteur de maïs, banane plantain
57	BELLA EDZOK	cacaoculteur
58	NDJANA NANGA Albert	cacoculteur
59	FOUDA ABADA	consommateur
60	Monsieur x	commerçant
61	NGBALE DJOH Christian	Cacaoculteur
62	NOAH Laurent Polycarpe	Cacaoculteur
63	Madame y	Consommatrice
64	OBA Hervé Xavier	Cacoculteur
65	SOBONG James	Producteur de poulets de chairs et porcs
66	NDU KOMANDU	Producteur de porcs
67	Monsieur x	cacaoculteur
68	OVAH épouse EBODE	Pépinère de cacao
69	ELOUDOU ETOUNDI Christian	DAAC à l'ISAO
70	MEVOUNGOU ELOUNDOU flavien	Chargé des pratiques agricoles à l'ISAGO
71	NDJIE louis	Promoteur de l'ISAO
72	NKOA ALIMA	Directeur de l'ISAGO
73	ALEMOKA Salomé	Chef SAAF à l'ISAO
74	AYSISSI marie	Productrice d'aulacodes
75	NDZOMO joseph	Producteur de banane plantain et manioc
76	ATANGANA Dieudonné	Commerçant
77	NGONO Antoine marie	Consommatrice
78	TSALA Marceline	Commerçante
79	YANA ONANA	Producteur de lapins et poulets de chairs
80	EBODE jean	Producteur de maïs et porcs

2-liste des focus groups organisés

- Focus groups organisé le 18 juillet 2020 avec quelques consommateurs :

ZOBO Rita, ELOMBE Mélanie, NGAH Solange, BELINGA veuve Thierry NTOLO, NEMI ETOUNDI Henriette Gwladys et NGO NTAMACK louise.

➤ Focus groups organisé le 22 juillet 2020 avec quelques producteurs
BIYELE NOMO Dieudonné, NDZODO NOMO Gabriel, ELIMI marcel, MVOGO NGONO, NDONGO ANDZONZO, MODO TOUNA, BIKELE EYEBE, NYEBELE Charles, AWONO marie, EYANGA Emile, NGAZOA Paul TANGA EMBOLO.

TABLE DES MATIERES

DÉDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
SOMMAIRE	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	v
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GENERALE	1
1- Contexte et justification du choix du sujet.....	2
2- Problème de recherche	4
3- Problématique de recherche	13
4-Questions de recherche	20
4.1- Question de recherche principale	20
4.2- Questions de recherche secondaires.....	20
5- hypothèse de recherche	20
5.1- hypothèse de recherche principale	20
5.2- Hypothèses de recherche secondaires	21
6- Objectifs de recherche.....	21
6.1- Objectif de recherche principale	21
6.2- Objectifs de recherche spécifiques.....	21
7- définition des concepts.....	21
7.1- Institut agropastoral	22
7.2-Dynamique sociale.....	22
7.3-Milieu rural	23
8- cadre théorique.....	23
8.1-la théorie de l’encastrement social	23
8.2-Théorie des logiques d’action.	25
9 -Méthodologie	26
9.1- Approche méthodologique.....	26

9.2- Champ d'observation et sélection des unités d'observation	26
9.3- Les techniques de collecte de données.....	29
9.3.1- Recherche documentaire	29
9.3.2- Les entretiens semi- directifs	29
9.3.3- l'observation directe.....	30
9.4- Traitement et analyse des données.....	30
PREMIERE PARTIE : LES INSTITUTS AGROPASTORAUX AU CAMEROUN :	
SOCIO-HISTOIRE ET DYNAMIQUE D'EMERGENCE.....	32
CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET	
EMERGENCE DES INSTITUTS AGROPASTORAUX AU CAMEROUN.....	34
1- DE LA PROBLEMATIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU DESIR DE	
L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.....	36
1.1- politique agricole mise en œuvre au Cameroun.....	36
1.1.1- La période des plans quinquennaux de développement (1960-1986).	36
1.1.2- La période de début de la crise économique (1986-1990).....	38
1.1.3- La Nouvelle Politique Agricole (1990-1998).....	40
1.1.4- La politique Agricole : Nouveaux Défis et la Stratégie de Développement du Secteur	
Rural (depuis 1999).....	42
1.2- Situation de la sécurité alimentaire au Cameroun.....	45
1.2.1- En zone rurale.....	45
1.2.2- Dans les capitales régionales	47
2- EMERGENCE DES PREMIERS INSTITUTS AGROPASTORAUX AU	
CAMEROUN.....	48
2.1- Du point de vue du dispositif d'Etablissements Supérieurs de formation agricole.	48
2.2- De la Faculté des Sciences Agronomiques (FASA) de l'Université de Dschang vers la	
création des autres instituts agropastoraux.....	49
2.3- du point de vue de la gestion du système et de son fonctionnement.	49
2.4- Quelques perspectives de solutions envisagées par l'Etat.	50
2.5- Projet de reconstruction de l'enseignement agricole au Cameroun.....	51
2.5.1- Axes stratégiques de la réforme.....	51
2.5.2- finalités.....	52
2.5.3- cadre institutionnel proposé.	52
2.5.3.1- statut, structuration administrative et missions.....	52
2.5.3.2- les outils de gestion et d'évaluation du système.	53

2.5.3.3-Mesures d'accompagnement nécessaires.....	54
2.5.3.4- programme d'accompagnement.....	54
3- LES INSTITUTS AGROPASTORAUX FACE A DE DIVERS OBJECTIFS.....	54
3.1- Vers une modernisation de l'agriculture au Cameroun par quelques auteurs.	54
3.1.1- Selon SHANTAYANAN DEVARAJAN.	55
3.1.2- Selon ERTHEARD.	55
3.1.3- Selon ELA.....	56
3.2- vision de quelques instituts agropastoraux à l'heure de « l'Agriculture de Seconde Génération ».	57
3.2.1- Institut Supérieur des Sciences de la Santé de l'Université des Montagnes de Bagangté.	57
3.2.2-L'Université Agricole de Management des Métiers de la Production(IUAMMP).....	59
3.2.3-Ecole pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB)	61
3.2.4-Institut Supérieur des Techniques Agricoles d'Ombessa (ISTAO).....	62
3.2.5-Institut Universitaire des Sciences et Techniques de Yaoundé (IUSTY).....	62
CHAPITRE II : LES INSTITUTS AGROPASTORAUX FACE AU DEFI DU DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL EN AFRIQUE	65
1- L'ECOLE SUPERIEURE D'AGRONOMIE DE YAMOOUSSOUKRO ET DEVELOPPEMENT LOCAL.	66
1.1-Brève présentation de L'ESA.	66
1.2- l'état de lieu de l'agriculture dans la localité de Yamoussoukro	67
1.3- production agricole à Yamoussoukro	67
1.3.1- Réticence des producteurs de Yamoussoukro aux nouvelles techniques agricoles de l'ESA.....	68
2- ECOLE SUPERIEURE D'AGRONOMIE DE L'UNIVERSITE DE LOME ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE A LOME.	70
2.1-Présentation de L'ESA de LOME.....	70
2.1.1- Formations de l'ESA.....	71
2.1.2- Débouchés.....	71
2.2- pratiques agricoles dans la localité de Lomé	72
2.2.1- Le dosage	72
2.2.2-Mesures de protection lors du traitement phytosanitaire.	72
2.2.3- Gestion des emballages	73

3- INSTITUT POLYTECHNIQUE RURAL DE FORMATION ET DE RECHERCHE APPLIQUEE DE KATIBOUGOU AU MALI.	74
3.1- Historique de l'IPR-IFRA	74
3.2- Objectifs de l'IPR/IFRA	75
3.2.1- Objectifs à long terme.....	75
3.2.2- Objectifs immédiats	75
3.3- Etat de lieu de l'agriculture dans la localité de Katibougou.	77
3.3.1-Pratiques agricoles et appauvrissement des sols à Katibougou	77
3.3.1.1- Agriculture sur brulis	77
3.3.1.2- Application abusive d'engrais.....	78
3.3.2- production agricole dans la localité de Katibougou.....	78
3.3.2.1- Application des phosphates naturels (PN)	78
3.3.2.2- Application de chaux	78
DEUXIEME PARTIE : L'INSTITUT SUPERIEUR D'AGRICULTURE ET DE GESTION D'OBALA ET LE DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL.	81
CHAPITRE III : ISAGO A OBALA : CONTEXTE D'EMERGENCE ET MODE DE FONCTIONNEMENT.....	82
1- NAISSANCE DE L'ISAGO	83
1.1- Choix de la localité d'Obala.....	83
1.1.1- Origine du promoteur de l'ISAGO.	83
1.1.2- Atouts biophysiques de la localité d'Obala.	84
1.1.2.1- Le sol.....	84
1.1.2.2- Le relief.....	85
1.1.2.3- Le climat	85
1.1.3- Végétation et flore	85
1.1.4- Faune	86
1.1.5- L'Habitat.....	86
1.1.6- Milieu humain.....	86
1.1.6.1- L'histoire de la localité d'Obala.....	86
1.1.6.1.1- Organisation des villages et démographie.	87
1.1.6.1.2- Situation géographique de la localité d'Obala.	87
1.2- Environnement agropastoral à Obala.	88
1.2.1- Activités agricoles dans la localité d'Obala.....	88
1.2.1.1- Agriculture	88

1.2.1.2-	Elevage.....	89
1.2.1.3-	Commerce	90
1.2.1.4-	Transformation des produits	91
1.3-	Matrice SWOT des activités agricoles dans la localité d’Obala.	92
1.4-	Autres activités dans la localité d’Obala.	95
1.4.1-	Transport.....	95
1.4.2-	Tourisme.	95
1.4.3-	Epargne et crédit.	96
1.4.4-	Entreprises de service.	96
1.5-	Principales potentialités et ressources de la localité d’Obala.....	96
2-	EMERGENCE DE L’ISAGO.	100
2.1-	Historique de l’ISAGO	100
2.1.1-	Du groupe IAO à ISAGO	100
2.1.2-	Evolution du groupe IAO.....	101
2.1.3-	Naissance de l’ISAGO.....	102
2.2-	Objectifs réels de l’ISAGO	103
2.3-	Formation à l’ISAGO	105
2.3.1-	Cycle BTS à ISAGO.....	105
2.3.2-	Cycle Ingénieur des Travaux Agricoles à l’ISAGO.	110
2.3.2.1-	Agronomie	118
2.3.2.2-	Foresterie.....	118
2.3.2.3-	Agronomie	119
2.3.2.4-	Foresterie.....	119
3-	ENSEIGNANTS ET ETUDIANTS DE L’INSTITUT SUPERIEUR D’AGRICULTURE ET DE GESTION D’OBALA.....	120
3.1-	Evolution des effectifs des étudiants à l’ISAGO.	121
3.2-	Profils des enseignants à l’ISAGO.	122
3.3-	Mise en stage des étudiants à l’ISAGO.	124
3.3.1-	Suivi post-formation des étudiants.....	124
4-	ISAGO ET MODE DE FONCTIONNEMENT	126
4.1-	Situation de la population locale dans l’exercice de l’ISAGO	126
4.2-	Population locale face aux pratiques agricoles de l’ISAGO.....	127
4.2.1-	Manque d’informations sur l’exercice de l’ISAGO.	127
4.2.2-	Coût élevé de la formation.....	128

4.3-Mécanismes adoptés par l'ISAGO pour amener la population locale à l'utilisation des nouvelles techniques agricoles.	130
4.3.1- Mise en valeur du savoir- faire des producteurs locaux.	130
4.3.2- Formation duale.....	132
CHAPITRE IV : DESILLUSION PAYSANNE : L'ISAGO ET LA DIFFICILE	
AGRICULTURE DE SECONDE GENERATION A OBALA.....	134
1- FAIBLE CONTRIBUTION DE L'ISAGO AU DEVELOPPEMENT	
AGROPASTORAL A OBALA.	136
1.1-Apport mitigé de l'ISAGO depuis son installation aux producteurs locaux.	136
1.2-Production agricole des producteurs avant et pendant l'existence de l'ISAGO	138
1.3-Les attentes des producteurs locaux de l'ISAGO.	139
2- FONCTIONNEMENT DE L'ISAGO ET POPULATION LOCALE.	141
2.1- L'ISAGO et commerçants d'Obala.	141
2.1.1- Formation des commerçants à l'ISAGO.	141
2.1.2- Insuffisance des produits agricoles sur le marché.	142
2.2- Commercialisation des produits agricoles au marché d'Obala.	144
3- L'ISAGO ET CONSOMMATEURS LOCAUX.	146
3.1- Accessibilité des produits agricoles au marché d'Obala.	146
3.2- Tendances de Prix des produits agricoles au marché d'Obala.....	147
4- HABITUDES ALIMENTAIRES DES CONSOMMATEURS LOCAUX.	150
5- SURVIVANCE DES PRATIQUES AGROPASTORALES TRADITIONNELLES.	152
5.1- Les techniques agricoles utilisées à Obala.....	152
5.2-Quelques contraintes au développement agropastoral à Obala.....	158
5.2.1- Contraintes de productivité.....	158
5.2.2- Accès difficile au marché.	159
5.2.3- Formation mitigée des producteurs locaux.....	160
5.2.4- Insuffisance des financements	161
6-VERS UNE PRISE EN COMPTE REELLE DE LA SITUATION DES POPULATIONS	
LOCALES POUR UNE MEILLEURE CONTRIBUTION DE L'ISAGO AU	
DEVELOPPEMENT AGROPASTORAL LOCAL ?.....	162
6.1- Accentuation de la campagne de sensibilisation à la formation agropastorale à l'ISAGO	163
6.2- Revisite des coûts de formation à l'ISAGO	163
6.3- Approvisionnement du marché local en produits agropastoraux.....	165

CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	174
ANNEXES	181
LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES, DES FOCUS GROUPS	188
1- Liste des personnes interviewées	188
2- liste des focus groups organisés	190
TABLE DES MATIERES	191